TOME XI. N° 15   PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)   1er Nov. 1922

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Une maman sous la Terreur

Madame de Sérilly et ses enfants.

C'EST une manie de notre temps : il veut avoir tout inventé. Beaucoup de machines dangereuses, et maintes doctrines aventureuses, on le lui concède ; il réclame aussi l'invention de sentiments fort anciens, comme le sentiment de la nature, par exemple, et la tendresse maternelle. Ce ne sont pas les sentiments qui sont nouveaux, mais l'expression qu'il nous plaît de leur donner. Nous avons aujourd'hui une exubérance de plume, pour ainsi dire, que l'on n'avait pas autrefois ; et nous mettons de la littérature où il n'était pas d'usage que l'on en mît. Ce que nous appelons nature, — et, maintenant, ce mot déchaîne toute une poésie abondante, — on l'appelait campagne : et l'on aimait déjà le repos champêtre, la solitude, vers l'été, le silence et l'ombre sous les arbres. On aimait pareillement les enfants : mais il est vrai qu'on ne leur accordait pas la situation privilégiée que leur ont faite les auteurs modernes ; je dis, les auteurs, non les parents.

Les livres, poèmes ou romans, dont les héros sont des enfants et tant de livres où l'écrivain ne fait que raconter les souvenirs de son enfance auraient bien étonné le lecteur, au dix-septième siècle. On admettait alors, selon Descartes,

qu'il n'y a point d'autres idées que véritablement claires et distinctes ; on n'attribuait qu'une très petite importance aux moindres perceptions : la psychologie de l'enfant ne paraissait pas digne d'un vif intérêt.

Bref, nous sommes peu renseignés sur les enfants et les mamans de jadis. Voici une maman que j'ai retrouvée.

*
* *

Elle est charmante, et si charmante qu'on ne lit pas son histoire, on ne regarde pas ses portraits, on ne la connaît pas, sans l'aimer. Ensuite, on ne sait pas quel nom lui donner : elle a porté quatre noms, entre lesquels hésite l'amitié. Née Anne-Marie-Louise Thomas de Domangeville, elle a été, par trois mariages, Mme Mégret de Sérilly, Mme François de Pange et Mme de Montesquiou. Je l'appellerai Mme de Sérilly, du nom qu'elle portait quand elle a eu ses quatre enfants.

Elle était née à Paris, rue des Francs-Bourgeois, le 24 avril 1762. Le marquis de Domangeville, son père, venait de recevoir le grade de maréchal de camp des armées du roi. Sa mère, Marie-Pauline de Rochemonteix de la Roche-Vernassal, était une Montmorin, cousine germaine de la mère de Pauline de Beaumont. Tous deux, M. de Domangeville et sa femme, moururent en 1774. Anne-Marie-Louise avait douze ans : on la mit au couvent.

Elle avait à peine un peu plus de dix-sept ans, au mois d'octobre 1779, qu'elle épousa l'un de ses cousins, Antoine-Jean-François Mégret de Sérilly, lequel avait le double de son âge, étant né à Metz le 30 octobre 1746.

Antoine Mégret de Sérilly était fils d'un grand homme de bien qui, sous Louis XV, fut, dans les généralités d'Auch et de Pau, le modèle des intendants royaux, attentif à tous les intérêts de la province, traçant des routes, encourageant le commerce et l'industrie, à ses dépens. Sans être de haute noblesse, ces Mégret, dits les uns de Sérilly, les autres d'Étigny, avaient une excellente renommée. Ils étaient barons de Theil et de Chapelaine et reportaient sur leur nom d'Étigny ou de Sérilly le titre de leurs terres de Theil et de Chapelaine.

Au moment de son mariage, M. de Sérilly était adjoint et survivancier de son oncle M. de Pange, comme trésorier de l'extraordinaire des guerres ; M. de Pange mourut l'année

suivante et le survivancier fut en possession de « la plus belle place de la finance ». Il était « bon, aimable, sensible, doué de toutes les qualités d'un galant homme, généreux, magnifique, capable de tous les procédés et élevé dans une aisance qui approchait de la prodigalité ». Il habitait, rue Vieille-du-Temple, une maison superbe, où demeuraient avec lui sa mère, sœur de M. de Pange, et son frère Mégret d'Étigny, officier aux gardes françaises.

Les Sérilly recevaient beaucoup une société peu nombreuse. Le comte Dufort de Cheverny, introducteur des ambassadeurs sous Louis XV et qui a été l'un des familiers de la maison de la rue Vieille-du-Temple, y dînant au moins une fois la semaine, en trace un aimable tableau : « C'était la maison la plus respectable que j'aie connue. Le baron de Vioménil, le comte de Berchény, leur neveu ; M. de Thumery, colonel ; Boullongne (trésorier des guerres) ; le bailli de Saint-Simon, quelques artistes fameux, faisaient à peu près toute la société. Cette maison, d'une aisance et d'une modestie sans égales, avait l'air du bonheur par la franchise et la loyauté qui y existaient. » Parmi les artistes fameux qui fréquentaient chez les Sérilly, peut-être y eut-il Houdon. Car il a fait un admirable buste de Mme de Sérilly, l'une des merveilles de la collection Wallace à Londres. Un visage clair et intelligent, les yeux un peu à fleur de tête, le nez bien marqué, la bouche un peu grande ; mais un bel ovale de la figure et un noble arrangement des traits, une physionomie à la fois bonne et moqueuse, un air de volonté souriante ; et des cheveux qui, même dans le marbre, sont légers, souples : un large ruban les relève sur le front et ils retombent en longues boucles sur les épaules, encadrant le cou ployé...

Sur votre blanche épaule, un cou blanc, délicat,
Se plie et de la neige égalerait l'éclat...

Telle nous apparaît, dans son exil anglais, cette jeune femme, qui eut assurément l'une des destinées les plus romanesques, bouleversées, tragiques, sans perdre jamais son courage. En ce temps-là, toutes les destinées françaises subirent de rudes tribulations : je ne crois pas que personne ait souffert davantage et avec plus de naturelle vaillance. Elle mérite la double couronne, sur ses cheveux légers, du malheur et de l'énergie.

Elle était grande ; elle avait les cheveux châtains, les yeux gris, un joli air d'élégante simplicité.

Les Sérilly possédaient deux châteaux en Bourgogne, entre Villeneuve-le-Roi et Sens, le château de Passy et le château de Theil. Il ne reste rien du château de Theil, que les enfants Sérilly ont fait démolir au commencement du siècle dernier. C'était un ancien château fort, entouré de fossés et où l'on n'accédait que par trois ponts-levis. Les Sérilly l'avaient acquis en 1739 ; Antoine de Sérilly le fit restaurer, le fit embellir et entourer de jardins. Passy, que l'on peut voir encore, — en dépit des plus viles profanations administratives, — est une grande bâtisse régulière. Quatre lieues séparent les deux châteaux : Antoine les fit relier par une large avenue d'arbres. Et, dans les deux châteaux, on accueillait la même société qu'à Paris ; l'on menait un joli train de vie ; l'on recherchait les plaisirs de la chasse et de la comédie, pour quoi l'on appelait à l'occasion les comédiens du Théâtre-Français et, une fois, Mlle Contat.

Cette vie gracieuse et opulente ne dura qu'un petit nombre d'années. Antoine de Sérilly manqua de prudence et, le plus souvent, par générosité. Un sieur de Saint-Victour, qui était gouverneur de Tulle, fonda une manufacture d'armes, pour laquelle il obtint privilège et lettres patentes. La difficulté commença lorsqu'il s'agit de payer aux actionnaires leurs dividendes, les bénéfices étant nuls au bout de cinq ans. Plusieurs amis de Sérilly, Dufort de Cheverny par exemple, s'étaient mis dans cette affaire : Sérilly eut l'obligeance de leur racheter leurs parts, qui ne valaient rien et lui coûtèrent environ six cent mille livres. Bientôt après, un collègue de Sérilly à la trésorerie des guerres, M. de Boullongne, se lança dans une prodigalité absurde et, de compte à demi avec son obligeant ami, ne craignit pas de mettre en circulation des billets d'un coût trop élevé. Tous deux, pour réparer leur déficit, recoururent à des spéculations malencontreuses. Ils jouèrent à la loterie de France, « avec une combinaison sûre, en chargeant toujours les numéros ». Boullongne succomba ; Sérilly ne sortit pas indemne. Enfin, le 31 mars 1787, la *Correspondance secrète* consigne cet incident : « M. de Sérilly s'est conduit à peu près comme M. de Saint-James et allait finir comme lui... » C'est par la banqueroute et la Bastille... « Le gouvernement est venu à son secours et lui a fait une avance des six millions. » Une somme ! et il faut

croire qu'elle ne suffit pas, car, le 23 juin, le roi supprimait par édit l'office de trésorier général des dépenses de la guerre, duquel était pourvu le sieur Mégret de Sérilly ; et celui-ci avait à rendre des comptes au contrôleur général des finances.

Ce fut un coup terrible ; encore Sérilly eut-il la chance d'éviter la Bastille et autres ennuis que divers spéculateurs de ce temps ont connus. Il n'était pas malhonnête homme, mais facile à induire en dépense, l'un de ces bons seigneurs désordonnés qui, n'ayant pas la moindre idée de l'argent, avaient tort de s'établir comptables ou trésoriers. La belle maison de la rue Vieille-du-Temple fut vendue, et les ornements qui ajoutaient au luxe un goût parfait. Il fallut s'installer dans une maison plus petite, rue de Grenelle, passé les Invalides, quartier du Gros-Caillou. Dufort de Cheverny atteste qu'en cette aventure Sérilly montra un « courage étonnant » et que Mme de Sérilly déploya beaucoup d'énergie. On peut le croire : on verra, dans les circonstances les plus difficiles et même atroces, tout ce que cette femme délicieuse était capable d'accomplir en fait de sauvetages. Ce fut elle qui, usant de « toutes les ressources que la nature lui avait données », arrangea les affaires et parvint à préserver Passy, Theil et environ quatre-vingt mille livres de revenu. « Vivant bien, mais très en particulier, dit Dufort de Cheverny, les Sérilly ne conservèrent que leurs amis intimes. Nous dînions ensemble les mercredis quand j'étais à Paris ; c'était une fondation, pour moi. Là, nous parlions à cœur ouvert et nous gémissions sur les malheurs de l'État... » Ces mots anodins ont une effroyable signification, s'il est évident que l'étourderie d'un aimable Sérilly est au nombre des folies d'où les malheurs de l'État résultaient et qui préparaient les pires calamités.

Les Sérilly avaient quatre enfants : Armand, né le 30 novembre 1780 ; Aline, née le 21 janvier 1782 ; Amédée, né le 20 mai 1784 : ces trois-là sont de l'époque très opulente ; et Victor, né le 21 janvier 1789, une mauvaise année pour entrer en ce monde.

Le 29 juillet 1791, Sérilly eut la tardive sagesse de vendre à M. de Montmorin, son cousin, le dernier ministre des Affaires étrangères de Louis XVI, le château, la terre et la seigneurie de Theil, pour sept cent trente mille livres. Sérilly était sage, Montmorin ne l'était pas ; tous deux auront été de grands

dépensiers. Et, dans l'été de cette année 1791, tous deux avaient tort de compter sur l'avenir. A l'automne, les Sérilly quittaient le quartier du Gros-Caillou et, sans doute avec le produit de la vente de Theil, installaient pour eux, et à leur guise, le bel hôtel de la rue des Capucines que leur avait légué leur mère et qui fut depuis le palais de Berthier prince de Neufchâtel.

Jusque-là, nous ne savons rien des enfants Sérilly. La vie, à la veille des calamités, suivait son cours. Pendant les premiers mois de l'année 1792, les Sérilly eurent fréquemment leurs amis à dîner, les menaient au théâtre Montansier, où l'on jouait *le Mercure galant* et *la Jeune Hôtesse*, les menaient aux Bouffons. Cependant, ils pressentaient les calamités.

Mme de Sérilly avait un beau-frère, M. de Boinville, veuf depuis trois ans d'une Domangeville cadette. Il partit pour Londres ; elle le pria d'y vendre ses dentelles. Les lendemains n'étaient pas sûrs et, en tel cas d'insécurité où l'on ne sait pas ce qu'il faudra prochainement faire, une famille de quatre enfants est peu mobile. Mme de Sérilly eut l'idée d'envoyer à Londres ses deux fils aînés, Armand qui avait un peu plus d'onze ans et Amédée qui avait huit ans. Boinville aurait à les recevoir et à les mettre en pension ; ces deux-là seraient sauvés !... Mais ce Boinville ne vaut rien : un fat, un fol. On remarque, à Londres, son accoutrement, ses culottes de peau si serrées qu'il ne peut ployer les genoux, ses façons de se regarder dans les glaces. Il a très mal géré ses affaires et continue, en émigration, de dépenser plus qu'il ne peut : « Le malheur, dit un homme qui l'a bien connu, le peintre Danloux, n'a pas assez de prise sur lui pour le corriger. » Ça l'ennuie, d'avoir à se charger des jeunes Sérilly : et le prix de la pension s'élève à cinquante livres sterling ! Mme de Sérilly dut renoncer à son projet de mettre à l'abri ses deux garçons.

Et voici la Terreur.

Le 18 septembre 1792, les Sérilly et leurs enfants, ayant décidément quitté Paris, s'établissaient au château de Passy, refuge qui leur semblait le meilleur et qui n'était pas excellent. Dès le début de l'année, on avait fait courir le bruit, dans la région, que ce château cachait « une quantité de personnes suspectes, armées de fusils, de canons et autres armes, avec des munitions en quantité » ; la populace, conséquemment, se promettait de « venir en grand nombre » et

de détruire ce « repaire de la féodalité ». Le procureur de la commune proposa que la municipalité de Passy et celle de Véron, village voisin, fissent une perquisition rigoureuse. Il en fut ainsi décidé. L'on visita le château, des caves aux greniers, les écuries, la ferme. On ne trouva rien, que trois fusils dans la chambre du garde et quatre dans la chambre de Sérilly, fusils de chasse, et voilà tout. Le procureur de la commune était alors le bon Dominique Paquerault, le même qui, plus tard, recueillera chez lui Mme de Beaumont.

Dès son arrivée à Passy, Sérilly se fait inscrire parmi les membres de la garde nationale. Il prête le serment civique, promet de maintenir de tout son pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèle à la nation, à la loi et à la Convention nationale ou de mourir en la défendant. Le 2 décembre, il préside l'assemblée municipale. Sérilly, « le meilleur seigneur et l'homme le plus généreux de la contrée », fut populaire. Et tout allait bien.

Soudain, le vendredi 5 avril 1793, à sept heures du soir, voici qu'arrive, sous l'escorte de la gendarmerie, une troupe assez redoutable. Il y a le citoyen J.-B. Bouffard, commissaire de le section du Mail ; le citoyen Bayard, commissaire du directoire de Sens ; et, pour les accompagner, le maire, les officiers municipaux et le procureur de la commune de Passy et le greffier. Bouffard n'a point affaire à Sérilly, mais à la citoyenne. Il a, du Comité de sûreté générale, mandat d'examiner les papiers de ladite Sérilly, de se saisir de sa personne et de l'amener au comité. Il interroge donc la citoyenne : et il s'agit d'un frère à elle, qu'on soupçonne d'avoir émigré. Après l'interrogatoire, commence la perquisition. Mais il est tard et Mme de Sérilly demande à prendre son repas. La perquisition recommence et dure passé minuit, recommence le lendemain matin sur les neuf heures. Mme de Sérilly déclare qu'elle n'a « rien à se reprocher sur la conduite qu'elle a tenue concernant les affaires de la République, auxquelles elle n'a jamais pris part ». Dont acte. Mais on la met en état d'arrestation, pour être d'abord menée au directoire de Sens : et l'on verra.

Il y a grand risque, pour la détenue. Le Comité de sûreté générale est bien informé : Jean de Domangeville a émigré ; il sera pris l'année prochaine et guillotiné le 24 mai.

De Sens, Mme de Sérilly fut menée à Paris. Elle comparut devant le Comité de sûreté générale le 9 avril. Comment se

défendit-elle? Peut-être dut-elle avouer que son frère était en émigration : car le Comité ordonna qu'on séquestrât sans retard les biens du nommé Domangeville, émigré. Si elle déclara que son frère était hors de France, autant valait qu'on le crût émigré, plutôt que de le chercher sur le territoire, où il venait fort imprudemment de rentrer. Toujours est-il que le Comité conclut : « La citoyenne Domangeville-Sérilly est libre de se retirer. » Elle put retourner à Passy. Ce n'avait été qu'une alerte, mais émouvante déjà et, pour l'avenir, assez dangereuse.

Depuis le mois de février, Mme de Montmorin et ses deux filles, Mmes de Beaumont et de La Luzerne, étaient au château de Passy. Montmorin avait été assassiné au précédent mois de septembre. Sérilly, en accueillant ces trois malheureuses femmes, montrait du courage ; elles étaient suspectes.

Cependant, l'année 1793 passa dans une espèce de tranquillité. Il y eut même de beaux jours. Sérilly, par sa bonhomie véritable, gagnait l'amitié populaire, et aussi par ses libéralités. Les gens de Passy étaient pieux et n'avaient pas d'église, de sorte qu'il leur fallait aller à Véron pour les offices. Sérilly donna gentiment la chapelle du château, qui fut l'église, une petite maison, qui fut le presbytère ; il agrandit la chapelle et dépensa très largement. Il prononça un discours : « Ne vous y méprenez pas, citoyens ; la loi permet tout culte indistinctement. A plus forte raison les autorités constituées doivent-elles donner leur sanction au culte reconnu depuis près de dix-huit siècles, dont vos aïeux avaient fait profession, dans l'étude duquel nous, pères de famille, élevons et élèverons nos enfants, et eux-mêmes en élèveront d'autres. Ils seront tous unis comme nous le sommes. Je suis votre ami, vous êtes les miens ; mes enfants seront ceux des vôtres... » La commune de Passy coucha sur son registre sa réponse, toute pleine de sensibilité pour la « religion sainte » et pour la famille Sérilly : « Que nous reste-t-il à désirer?... C'est de voir nos enfants s'élever avec les vôtres, s'efforcer de suivre les exemples des vertus qui commencent à éclore si heureusement en eux et que vous, citoyen, et une épouse vertueuse et chérie savez si bien leur inculquer. » Voilà les petits Sérilly gentiment fourrés dans la périlleuse politique. « Puisse le ciel vous accorder, citoyen, et à tout ce qui vous est cher, longues années pour jouir, dans la paix et la tran-

quillité, de la satisfaction de nous avoir été utiles par tant d'endroits ; et que la prospérité soit la compagne inséparable de vos actions. Tels sont les vœux que forment pour vous les habitants de Passy réunis en assemblée de commune. » Tous les habitants de Passy, hormis ceux qui ne savaient pas signer, signèrent. Et leurs vœux, qui tendaient à de longues années, furent déçus en moins d'un an.

Le 15 octobre, conformément à un décret de la Convention, Sérilly, ci-devant seigneur, remettait à la municipalité ses titres et droits féodaux. Le brûlement des liasses fut fait solennellement le dimanche 26 octobre, devant tous les habitants de Passy ; et l'on avait invité les amis de Villeneuve.

Un beau dimanche ! Seulement, la commune manquait de grains. La commune manquait d'argent pour en acheter. L'on résolut de faire une collecte ; et Sérilly fut l'un des deux commissaires chargés de tenir les registres. Il ne ménageait pas son temps plus que son argent. L'affaire des grains lui donna beaucoup de tracas. A peine eut-on l'argent, ce furent les grains que l'on ne trouva plus : il fallut rendre l'argent de la collecte et indemniser les citoyens quêteurs. Sérilly rendit et indemnisa. Puis, le 5 février, l'on nomme deux commissaires qui doivent aller à Sens et demander des subsistances pour les citoyens qui n'en ont pas : Sérilly est l'un d'eux. C'est la dernière fois qu'il se dévoue.

Le même jour qu'il allait à Sens pour le service de ses concitoyens, sa perte se préparait à Paris : le Comité de sûreté générale ordonnait son arrestation et son emprisonnement. Le citoyen Guesnot, qui porte dans l'histoire l'horrible renommée de l'homme qui arrêta André Chénier, le stupide et abominable Guesnot, accompagné de gaillards dignes de lui, se présenta au château de Passy le samedi 13 février. Avec des façons « dégoûtantes », il interrogea tout le monde et perquisitionna. Cela dura plusieurs jours. Il arrêta Sérilly et, le 21, il le transportait à Paris.

Sérilly fut mis à la prison des Anglaises de la rue de l'Oursine. Au moment du départ, Mme de Sérilly réclamait de n'être pas séparée de son mari, voulant subir le même sort. Avec une fausse amabilité, Guesnot l'assura que son mari lui serait bientôt rendu. Elle resta. Mais au bout de quelques jours, Sérilly ne revenait pas. Elle se fit donner par la municipalité de Passy un passeport qui lui permît d'aller à Paris et à Passy-les-Paris, où demeurait son cousin, très ami,

François de Pange. Elle était une femme sans pusillanimité ; elle se débattait contre le mauvais sort et l'injustice.

Dans sa prison de la rue de l'Oursine, le pauvre Sérilly écrivait, et ne pouvait tout dire. L'une de ses lettres, du 5 mars, est bien touchante. Il écrit à l'aîné de ses fils, Armand, qui n'avait que treize ans et demi :

C'est à toi que j'écris aujourd'hui, mon cher fils ; je veux avoir le plaisir de te donner de mes nouvelles. J'espère, mon cher enfant, que tu t'occupes de ta mère, que tu lui rends tous les soins que ton âge peut comporter, que tu tâches, ainsi que tes frères et sœur, de la satisfaire autant que votre âge le comporte. Quoique je sois éloigné de vous tous, je ne pense qu'à votre digne mère et à vous. Vous êtes encore bien jeune, mon cher fils, mais cependant pas assez pour ne pas commencer à réfléchir sur les événements et en tirer du fruit. Priez votre mère de trouver bon que vous m'écriviez chacun un mot dans la lettre qu'elle me fera le plaisir de m'écrire. Je n'en ai pas reçu d'elle depuis trois jours ; j'espère que j'en aurai aujourd'hui ou au plus tard demain. Dis à ta mère, mon cher Armand, que je ne lui écris pas par ce courrier, mais que je m'en dédommagerai par le premier ; embrasse-la bien tendrement de ma part, ainsi que ta sœur et tes frères. Ma santé est très bonne. Adieu, mon cher fils ; je t'aime et je t'embrasse de tout mon cœur.

Sérilly.

Pas de récriminations : la censure de la prison ne les aurait pas laissées passer. Il semble aussi qu'elles ne soient pas dans la pensée de ce malheureux homme qui, au bout du chagrin, se fait une âme de tendre sérénité. Qu'est-ce qu'il entend par la leçon des événements, qu'il invite son fils à ne pas négliger? Il ne le dit pas en propres termes ; le ton de sa lettre et ce qu'il dit aux alentours des événements l'indique : et c'est de trouver son refuge dans les plus tendres vertus, amitié, bonté, fines attentions du cœur. La manière dont il groupe, en son absence, les quatre enfants auprès de leur mère, ne dessine-t-elle pas un charmant tableau d'une famille éplorée, bien réunie par les sentiments tristes et doux? Le tutoiement qui intervient, qui rompt l'usage plus cérémonieux, marque l'émoi des circonstances rudes.

Le 14 mars, Mme de Sérilly se fit donner un certificat de résidence et partit pour Paris. Elle y était depuis quelques jours, et Guesnot l'arrêta.

Il arrêta ensuite, au château de Passy, Mme de Montmo-

rin, son fils Hugues-Calixte et sa fille Mme de La Luzerne.

Mme de Montmorin et Mme de La Luzerne furent mises à la Conciergerie le 14 avril, 25 germinal. Le même jour on y amena Mme de Sérilly. Le 2 floréal, 21 avril, on y transféra, de la prison des Anglaises, Sérilly et Montmorin. Le 5 floréal, tous les cinq étaient de là conduits à l'hospice national, ci-devant évêché, tous malades : en outre, les prisons regorgeaient de monde et sans doute fallait-il faire de la place à la Conciergerie.

De la prison, Mme de Sérilly écrit à ses enfants : « Cette lettre vous sera commune à tous, mes chers enfants. Votre petit frère n'y prendra pas encore une grande part... » Le petit Victor avait cinq ans... « Mais vous lui parlerez de moi et vous tâcherez qu'il ne m'oublie pas non plus que son père. Continuez à remplir vos devoirs, mes chers enfants. Ressouvenez-vous quelquefois des avis que je vous ai donnés ; pensez au plaisir que j'aurai à vous revoir, si je vous retrouve tels que je le désire. J'ai un peu de fièvre, mais n'en soyez pas inquiets, j'espère qu'elle cessera bientôt. Adieu, mes chers enfants, je vous embrasse tendrement. Pensez quelquefois à votre mère, qui ne s'occupe que de vous. » Sérilly ajoute une ligne : « Je me joins à votre mère, mes chers enfants ; je vous embrasse comme je vous aime et de tout mon cœur. » Mme de Sérilly s'attend que sa détention soit fort longue ; voire, elle attend la guillotine. Elle ne le dit pas et ne parle que d'une absence. Mais comme elle craint que le petit Victor ne l'oublie ! Et comme, à son amour maternel, si frémissant, succède un autre souci, ou bien c'est le même souci : de laisser les quatre enfants privés de ses conseils, de ses « avis » de bonne éducation ! Les enfants Sérilly continuaient d'habiter le château de Passy, où domestiques et précepteurs veillaient sur eux, où veillait sur eux principalement leur cousine Mme de Beaumont ; car je ne crois pas que celle-ci ait quitté le château dès l'atroce départ de sa mère, de son frère et de sa sœur.

Le 17 floréal, 6 mai, Sérilly, Mme de Montmorin et son fils furent guillotinés. Mme de La Luzerne était si malade qu'on n'avait pu la traîner à l'audience. On la laissa, plus qu'à demi morte, à l'hospice de l'évêché, où elle mourut deux mois plus tard.

L'aventure de Mme de Sérilly est d'une autre sorte. Elle avait beaucoup plus d'énergie et de zèle à ne point mourir. Un

article de la loi était ainsi conçu : « Si une femme condamnée à mort se déclare et s'il est vérifié qu'elle est enceinte, elle ne subira sa peine qu'après la délivrance. » Condamnée à mort par le tribunal révolutionnaire, Mme de Sérilly déclara qu'elle était enceinte ; et, qu'elle le fût ou non, le médecin et la matrone conclurent au sursis. C'était le salut, conditionnel et temporaire.

Le 17 juin, la municipalité de Passy constate que le citoyen Armand et la citoyenne Aline sont vivants, « pour s'être présentés aujourd'hui devant nous ». Le lendemain, elle leur accorde un certificat de résidence continue depuis 1792, note qu'ils n'ont pas émigré, qu'ils ne sont pas détenus pour cause de « suspection », que d'ailleurs ils ne sont pas compris au rôle des impositions de la commune, mais qu'il ne faut pas leur en vouloir, à ces petits, car ils ont « toujours vécu sous la puissance de leur père et mère ». Au mois de juillet, leur mère leur écrit que Dufossé va les amener à Paris. Ce Dufossé : un homme de confiance des Sérilly. Au précédent mois de novembre, la municipalité de Passy voulait attester le civisme de ce « propriétaire français, domicilié dans cette commune depuis plus de seize mois et qui nous a toujours montré et fait voir, dans tout ce qui concerne la défense de la république, tout ce qu'il y a de mieux, et on ne peut que donner de meilleur de son civisme ». Cet excellent Dufossé ira chercher à Passy Armand et Aline. Leur mère leur annonce :

Vous, mon fils, vous serez chez un honnête homme qui, en vous donnant des exemples de vertu, vous donnera aussi un talent avec lequel vous pourrez vivre honorablement, si vous voulez vous y appliquer. Profitez, mon cher ami, de ses bontés. Vous trouverez, à votre arrivée à Paris, une lettre de moi qui contiendra les conseils que ma tendresse me dictera. Pour vous, Aline, vous serez dans une pension où vous serez aimée et bien traitée, si vous y apportez la douceur qui convient à une fille. Oubliez votre ancien état ; dites-vous bien, mon enfant, que vous n'avez rien et qu'en perdant le bien auquel vous pouviez prétendre, vous en avez perdu un beaucoup plus précieux, vos parents. Mon enfant, la bonté du caractère a toujours été nécessaire, mais elle l'est encore pour vous plus que jamais ; je vous écrirai, ainsi qu'à votre frère, lorsque vous serez à Paris. Ne quittez pas votre cousine sans la remercier de ses bontés, demandez-lui-en la continuation. Adieu, mes enfants ; embrassez vos frères pour moi. Je voudrais pouvoir vous couvrir tous de baisers : ce serait de mes larmes, si j'avais encore le bonheur de vous voir.

Pensez à moi qui vous aime si tendrement. Adieu, je vous embrasse.

Quel bon accent du cœur a cette lettre! Et l'on y voit l'esprit de décision de celle qui l'écrit : ses malheurs ne la détachent pas de la réalité où il faut que ses enfants sachent se tirer d'affaire.

Pour l'admirer comme elle le mérite, rappelez-vous que cette jeune femme est condamnée à mort, du même jugement qui a mené son mari à la guillotine. Elle profite d'un répit qu'elle a obtenu par un coup d'audace, en déclarant qu'elle était grosse : et elle ne l'est pas. Le fût-elle, son accouchement lui serait l'annonce de la mort. Et l'on saura bientôt qu'elle ne l'est pas : le jugement qui l'a condamnée sera exécuté, s'il n'intervient d'ici là une espèce de miracle. On ignore ce qu'elle attend de miraculeux : elle a tout risqué, sur le hasard ou la Providence, on ne sait pas. Le cours normal des événements la conduit à la guillotine, sous peu de mois ou de semaines.

Voilà les conjonctures dans lesquelles Mme de Sérilly veille sur ses enfants et organise leur avenir. Elle s'est avisée que les deux aînés, Armand et Aline, grandissent, Armand qui approche de quatorze ans et Aline qui a douze ans passés. A la campagne, en Bourgogne, ils ne font que survivre : en pleine Terreur, c'est magnifique. Mais elle veut davantage et veut qu'ils soient préparés à l'existence nouvelle que le changement de toutes choses doit imposer à tout ce que la Révolution n'aura pas tué. La leçon des événements, dont parlait le pauvre Sérilly au petit Armand, elle l'a reçue et l'a comprise. Elle a choisi, pour le garçon et pour la fille, deux pensions. Et, l'un et l'autre, elle les avertit de leur condition prochaine : plus de parents, plus de fortune et la nécessité de s'accoutumer à son temps, qui est dur, imprévu, impérieux.

Dufossé fait viser son passeport à Passy le 5 thermidor, 23 juillet. Sans doute Armand et Aline de Sérilly arrivèrent-ils à Paris vers la splendide journée du 9, qui marque la fin d'un cauchemar et qui allait sauver leur mère. En attendant, elle est toujours emprisonnée à l'hospice de l'évêché.

Il y a de petits billets qu'elle put faire passer au jeune Armand, lequel venait, avec des paquets, jusqu'à la loge du portier, mais qui n'avait pas le droit d'entrer davantage :

« Je te remercie bien, mon cher enfant. J'ai reçu tout ce que tu m'apportes. Je ne peux pas renvoyer mon linge aujourd'hui ; ce sera pour demain. Je t'embrasse de tout mon cœur, ainsi que tes frères et sœur. » Un autre jour : « J'ai reçu ce que tu m'apportes, mon cher Armand. Ah ! mon Dieu, que ne puis-je t'embrasser comme je t'aime ! Donne-moi des nouvelles de tes frères et sœur. Adieu, je t'embrasse tendrement. Je renvoie mon linge. » Un autre jour encore, c'est Dufossé qui est venu, ou une servante ; et la pauvre femme, qui renvoie encore son linge, embrasse encore ses enfants. Je ne sais rien de plus triste que ces bouts de lettres.

La révolution thermidorienne changeait la situation de Mme de Sérilly. Jusque-là, le répit dont elle profitait n'était qu'un sursis à courte échéance. Le médecin avait demandé quatre ou cinq mois pour être sûr qu'elle fût grosse : et l'on saurait, à la fin de septembre ou au mois d'octobre, qu'elle ne l'était pas. Mais voici qu'avec Thermidor un nouveau rég me commence, où l'on essayera de réagir contre la sauvagerie et de réparer ce qui n'est pas irréparable dans les effets d'une longue injustice. Le 17 thermidor, Mme de Sérilly écrit aux citoyens membres du Comité de sûreté générale. Elle appelle d'un jugement qui, « en envoyant des innocents à la mort, prive de malheureux enfants de leurs parents ». Elle ajoute : « Les miens ne retrouveront pas l'excellent père qu'ils ont eu le malheur de perdre. Mais j'ai trop de confiance dans la justice du Comité et dans mon innocence pour ne pas espérer qu'un nouvel examen des pièces leur rende leur mère... » Elle ne songe vraiment qu'à ses enfants.

Aline avait été mise en pension chez la citoyenne Thomas, rue du Faubourg-Saint-Honoré ; Armand, chez le citoyen Jumel, maître d'écriture, rue de la Calende. Dans sa prison, Mme de Sérilly veille sur ses enfants avec une tendresse attentive et intelligente. Le 3 septembre, elle écrit à sa fille :

J'espère, ma chère Aline, que tu t'accoutumes à ta pension. Tâche de profiter des bontés de la citoyenne Thomas, à qui j'écris pour te recommander. On veut que j'espère te revoir un jour ; quelle joie j'aurai, ma chère enfant, à te presser contre mon cœur ! Ne trouble pas cette joie en me forçant à te faire des reproches. J'espère que, loin de là, je n'aurai que des éloges à te donner. Si ta maîtresse me dit, ma chère Aline, que tu t'occupes de ton éducation, que tu tra-

vailles bien, et surtout que tu es bonne, il ne manquera rien à ma satisfaction. Sois sûre, mon enfant, que la bonté, la douceur tiennent lieu d'esprit, de beauté, de fortune...

Il semble que la petite Aline ne fût pas extrêmement jolie et fût, d'esprit comme de caractère, un peu lente. C'est pour cela que sa mère lui indique des vertus de remplacement...

On peut se passer de tout avec ces qualités, car on a pour amis tous ceux qui vous approchent ; mais, lorsqu'elles manquent, rien ne les remplace ; et tout l'esprit, tous les talents du monde ne préservent pas du mépris qui s'attache aux âmes cruelles ou même insensibles aux maux d'autrui. Tu désires sans doute d'être aimée ; pour cela, ma chère amie, il faut être aimable ; et le meilleur moyen, le plus sûr, c'est d'être bonne...

Ces maximes sont principales ; et Mme de Sérilly les veut à la base de l'éducation qu'Aline recevra. Elle entre aussi dans le détail de l'enseignement, constate par exemple que l'orthographe d'Aline s'améliore : « Il y a cependant encore des fautes, dans la lettre que j'ai reçue de toi ; prends-y garde. » Elle la prie d'étudier un peu l'histoire et la géographie. Et l'anglais? Aline aura oublié le peu qu'elle en savait : « Tu le regretteras un jour. » Et l'arithmétique?... « Enfin, mon enfant, tu sais bien ce qu'il faut que tu fasses pour me faire plaisir. Je jugerai de ta tendresse pour moi par ton attention à satisfaire la citoyenne Thomas... » Elle paraît se fier à la pédagogie de la citoyenne si, d'ailleurs, elle avait quelque doute, ce n'est pas à la petite élève qu'elle le dirait. De toute manière, elle intervient, comme ceci. Elle engage Aline à lui écrire : « Cela formera ton style et ton orthographe. » Et, si Aline vient à lire un livre d'histoire, qu'elle le lui écrive et lui conte ce qui l'aura le plus frappée : « Suppose que je ne sais pas l'histoire, que je n'en ai jamais entendu parler ; tu lis quelque chose qui t'intéresse et tu veux m'en faire part ; mais tu ne peux pas copier ; tu m'écris ce que tu te rappelles, à mesure que tu le lis. C'est là ce que je te demande, si cela t'est possible. Adieu, ma chère enfant ; puissé-je te revoir un jour, et t'embrasser aussi tendrement que je t'aime ! » Le 3 septembre, il y a encore beaucoup d'incertitude mêlée à beaucoup d'espérance.

Elle écrivait, un peu grondeuse et plus souriante, au petit Armand : « Tu fais bien, mon cher ami, de me dire que le

citoyen Jumel est content de ton écriture; car, à celle de ton billet, je ne m'en douterais pas. Tu me trouveras peut-être bien sévère : je le serais moins, mon ami, si je ne t'aimais pas autant... Je t'embrasse de tout mon cœur; j'espère que ce sera bientôt réellement. » Ce sera cela, ou la mort. Voilà, en somme, la rude alternative où est Mme de Sérilly quand elle écrit ainsi à ses enfants.

Aline s'était, sur le conseil de sa maman, remise à l'anglais et traduisait en français le premier livre qu'on eût trouvé à lui donner : un *Télémaque* de Fénelon, déjà mis en anglais, par des Maizeaux probablement. Mme de Sérilly se fait communiquer la traduction d'Aline, — assez imparfaite, — et lui en propose une autre qu'elle a eu soin d'écrire elle-même. Elle ajoute divers conseils pour bien écrire. Il y a quelques règles générales, dit-elle. D'abord, « il faut, autant qu'on peut, raccourcir les phrases, éviter les mots inutiles, ne pas employer le même deux fois trop près l'un de l'autre »; puis, « lorsque deux mots ont la même signification, il faut préférer celui qui est le plus doux à l'oreille : on en juge facilement en les prononçant tout haut l'un et l'autre. Il est temps de penser à ton style, si tu veux le former... » Mais Aline était paresseuse.

Étant paresseuse et ne voulant pas attrister sa maman, Aline, un jour, essaye d'une supercherie. Elle n'avait encore fait que douze lignes de traduction; mais elle annonce l'envoi de trois ou quatre pages : elle ne fit le reste qu'ensuite. Mme de Sérilly l'a su ou l'a deviné :

Tu vois, ma chère amie, que tu ne me tromperas pas facilement, quand tu le voudras. Mais pourquoi le voudrais-tu? Est-ce pour moi que je désire que tu travailles? Sûrement, non; c'est pour ton intérêt, plus encore à présent que jamais, mon enfant. Tu as douze ans; quand songeras-tu à ton éducation? Sera-ce quand il ne sera plus temps, lorsque l'habitude de ne pas t'occuper sera assez forte pour ne pouvoir plus la vaincre? Chaque jour que tu perds est une difficulté que tu ajoutes à toutes celles que tu t'es déjà données. Ne songeras-tu jamais que le temps perdu l'est pour toujours? que la paresse ne vit pas? On ne peut compter son existence plus ou moins longue qu'autant qu'on a employé plus ou moins de moments avec utilité. Réfléchis, mon enfant; crois que ta mère ne te demande rien que pour ton bien. Voilà une bien longue lettre; tu n'imagines sûrement pas que je l'ai écrite pour mon plaisir, mais j'ai cru qu'elle pouvait t'être utile et j'ai trouvé mon temps bien employé. Adieu, ma chère Aline; songe un peu à ce que t'a dit souvent ta mère et tu

lui prouveras que tu veux reconnaître la tendresse qu'elle a pour toi ; tu sais, mon enfant, combien je t'aime.

Ce qui est joli, dans les conseils que Mme de Sérilly donne à la petite Aline, c'est leur justesse et leur exacte opportunité, leur convenance à une telle petite Aline, dépourvue de zèle autant que de méchanceté. C'est aussi le ton, qui fait qu'à lire simplement cette lettre, on entend la voix, l'accent, l'on devine la volonté persuasive de la pauvre maman qui, de loin, tâche d'être comme présente et, absente, a l'air de se pencher sur la petite fille, de la tenir aux épaules, de la regarder dans les yeux.

Armand lui envoie une version latine... « Je t'en remercie ; continue, mon ami, à m'envoyer ton ouvrage. Je te ferai mes petites remarques... Mais, comme je veux garder ce que tu fais, je le copierai et mettrai mes corrections en marge : tu recevras cela demain... » Que de tendresse il y a là ! Et voici des conseils pour bien traduire : « Il n'est pas suffisant de traduire littéralement ; il faut traduire avec grâce, avec élégance : tu y trouveras le double avantage de savoir le latin et de former ton style ; et ce dernier article, tu ne l'acquerras que par l'usage. Il faut beaucoup écrire pour savoir exprimer ses pensées. Tu n'as pas beaucoup d'occupation : écris sur tout. Lorsqu'il te viendra quelque idée, mets-la par écrit. Relis ensuite, et cherche si tu ne pourrais pas rendre la même chose en moins de mots ou si tes expressions sont bien celles qui conviennent à ce que tu veux dire. Envoie-moi tous tes griffonnages : je te donnerai mes avis... » Elle a raison, très finement. Et elle dit encore : « Si tu réfléchis à ta position, mon enfant, tu sentiras que tu ne peux pas acquérir trop de talents et mettre à profit le temps que tu peux encore employer à ton éducation. Plus tu seras instruit, plus tu auras de moyens pour réparer ce qui est encore réparable dans nos malheurs. Je connais ta tendresse pour moi, mon cher enfant ; je sais bien que le désir de m'être utile peut beaucoup sur toi : tu me le prouveras en t'occupant. » Sur le style et sur la conduite, sur les devoirs quotidiens et la façon de répondre aux nouvelles conditions de la vie, elle a une parfaite clairvoyance et une résolution précise.

Le 17 septembre, la Convention, sur un émouvant discours de Pons de Verdun, décrète qu'il sera sursis aux jugements du tribunal révolutionnaire rendus contre la

citoyenne Thomas veuve Sérilly et ses compagnes de l'évêché.

Mme de Sérilly, le lendemain, écrit à sa fille : « On t'a sûrement dit, ma chère enfant, l'heureux décret qui vient d'être rendu. Enfin, je ne peux plus douter que je n'aie le bonheur de t'embrasser ! » C'est la fin de la lettre. Avant cela, elle disait : « Ton écriture est meilleure ; mais, pour l'orthographe, ma chère amie, je n'en peux pas être bien contente. Je te renvoie ta lettre corrigée. J'ai numéroté les fautes et les ai expliquées de l'autre côté de la page : il y en a que tu ne devrais pas faire... » Aline se remet à étudier l'anglais. Mme de Sérilly demande *The history of Scotland :* elle parcourra cet ouvrage et dira s'il n'est pas trop difficile pour qu'Aline s'essaye à le traduire... « La citoyenne Thomas m'a fait dire qu'elle était contente de toi ; d'après cela je le suis aussi... Adieu, ma bonne Aline. *Bonne*, c'est bien ce que je te désire. Que ce soit ton attribut, mon enfant ! Le mien est et sera celui d'une tendre mère qui n'a d'autre désir que le bonheur de ses enfants. » C'est la vérité, que les circonstances pathétiques rendent plus jolie encore.

Toute la fin de septembre et les premiers jours d'octobre se passèrent, à l'hospice de l'évêché, dans une extrême impatience et dans une pénible agitation : le doute, au moment du salut, tourmentait durement les prisonnières. Mme de Sérilly écrivait à ses enfants :

J'éprouve peine et plaisir tout à la fois de vous savoir si près et de ne pouvoir vous embrasser. J'espère que cette gêne cessera bientôt : tout porte à croire que je touche enfin au moment de ma liberté. J'en jouirai pour vous, mes enfants. Quelle joie j'aurai à vous embrasser ! Mais il sera impossible que notre satisfaction ne soit bien affaiblie en pensant à l'être qui faisait le bonheur de la famille et qu'elle ne retrouvera plus ; cette idée empoisonne toute ma joie...

Comme on approchait du dénouement, qui ne comportait plus d'incertitude, la rigueur de la prison vint à se relâcher. Mme de Sérilly put recevoir la visite de ses enfants. Elle leur écrivit, bientôt après :

Je ne peux vous exprimer, mes chers enfants, quelle a été ma joie en vous voyant ; et cependant j'ai éprouvé un sentiment bien douloureux. Mon cœur saigne encore des coups qu'il a reçus ; et la manière affreuse dont j'ai perdu votre père ne sortira jamais de ma mémoire. Mes enfants, il n'a cessé de penser à vous jusqu'à son dernier moment : vous et moi l'avons seuls occupé. Il gémissait sur vous, il vous regrettait. Pleurez-le, mes enfants, pleurez-le. Quelque

espoir que vous puissiez avoir aujourd'hui de sortir de l'abîme de maux dans lequel vous êtes tombés, vous ne réparerez jamais la perte que vous avez faite en lui. Un bon père honnête homme — et vous saurez un jour encore mieux qu'aujourd'hui combien votre père l'était — ne peut jamais se remplacer. Rappelez-vous souvent ses leçons, cherchez à faire ce qui lui plairait s'il pouvait vous voir, et vous serez sûrs de vous bien conduire. Si l'espérance qu'on me donne aujourd'hui, mes chers enfants, n'est pas vaine et que je puisse encore vous serrer dans mes bras, je m'efforcerai de vous rendre dignes de lui. C'est pour vous seuls que je désire de vivre : j'ai trop éprouvé de chagrins pour être attachée à la vie, si je n'avais l'espoir de vous voir un jour heureux et de jouir de votre bonheur... Adieu, mes bons, mes chers enfants ; je vous recommande les uns aux autres, aimez-vous, soignez-vous mutuellement ; tâchez de ne pas perdre tout à fait votre temps, et pensez à une mère qui ne vit, ne respire que pour vous.

Le 13 octobre, Mme de Sérilly sortit de prison. Elle s'établit pour quelques jours rue Basse-du-Rempart, chez son excellente amie Mme Pourrat, mère de Mme Hocquart et de Mme Le Coudeulx, qui s'était beaucoup occupée de son affaire et qui la réunit à ses trois enfants aînés. Victor était au château de Passy ; Amédée, à Passy près de Paris, chez Mme Pastoret. Mme de Sérilly ne resta pas longtemps rue Basse-du-Rempart et partit pour la Bourgogne. Le 30 octobre, Mme Hocquart lui écrit : « Mon cœur vous a suivie dans votre voyage. Je vous ai vue embrassant Victor, notre malheureuse amie... » c'est Mme de Beaumont... « les recevant tous les deux dans vos bras ; et j'aurais voulu mêler mes larmes à celles que votre présence aura fait couler »... Le 7 novembre, elle est à Auxerre, où il faut qu'elle débatte avec le département ses droits difficilement reconnus. Elle écrit d'Auxerre à sa fille et, dès son retour à Passy, elle écrit à Armand, qui a été malade et qui va mieux. Elle ne comptait rester que très peu de jours hors de Paris ; mais « les affaires prennent toujours plus de temps qu'on ne croit » : et elle en a pour dix jours avant de rentrer. A Passy, elle a une grande joie, qu'elle dit à son fils :

Je ne veux pas finir sans te parler de la manière dont tu as été ici pendant mon absence ; je te dois des éloges. Tu as sans doute été, d'une manière convenable, bon et honnête : j'en juge par l'amitié qu'on a pour toi. On t'aime, on désire t'y revoir. Conserve ces bonnes dispositions, mon ami ; il est doux de sentir qu'on est vu avec plaisir. C'est la récompense d'un bon cœur ; et sois sûr, mon ami, que, sans

cette satisfaction intérieure, il n'est pas de bonheur durable. Celui-là ne dépend que de soi, chacun peut se le procurer, ton caractère t'y porte ; aussi j'espère que tu en jouiras... J'ai tâché, tant que ton père a vécu, d'employer ma vie pour son bonheur ; vous me restez : ce sera au vôtre, mes enfants, que je me consacrerai à l'avenir ; c'est sur vous que je me repose du mien...

Le 23 novembre, elle est encore à Passy. Elle écrit à Aline qu'elle se dépêche, qu'elle va bientôt rentrer, qu'elle ne manquera pas de l'aller voir chez la citoyenne Thomas, dès son arrivée à Paris : « On m'a beaucoup demandé de tes nouvelles et plusieurs personnes du village m'ont chargée de t'embrasser quand je te reverrais. Je m'acquitterai avec plaisir de leur commission ; les témoignages d'amitié qu'on te donne me font plaisir... » Depuis le moment de son arrestation jusqu'au 9 Thermidor qu'Armand et Aline furent amenés à Paris, pendant le procès et pendant les horribles jours que l'on guillotinait son mari, qu'on la mettait au supplice de toutes les manières, elle a tout le temps eu le souci de ses enfants qui étaient sans elle à Passy : ce qu'elle apprend de leur conduite excellente et juste, à cette époque, lui est précieux et touchant, pour le passé un témoignage, et pour l'avenir une promesse.

Quand elle rentre à Paris, elle descend de nouveau chez Mme Pourrat ; et elle a, cette fois, amené le petit Victor qui est sur le point d'avoir six ans. Voici comme elle parle de lui, dans une lettre à Mme de Beaumont, le 11 janvier :

Victor se porte bien. Il ne me permet guère de dormir. A cela près, je le trouve fort aimable. Il a eu avant-hier un de ces accès de gaieté que vous lui connaissez ; il est impossible d'être plus drôle qu'il ne l'a été. Ces dames ne se lassaient pas de le regarder et de le faire jaser. Nous nous exerçons beaucoup à prononcer *trois* et *froid;* j'espère qu'il y parviendra... Il prétend qu'il apprend l'anglais parce qu'il a retenu *yes, good bye* et quelques mots de ce genre ; je suis persuadée qu'il apprendrait avec une grande facilité...

N'est-elle pas à merveille une maman? si contente de l'être ! Et la surprenante, l'adorable gaieté du petit enfant parmi les femmes en deuil, la gaieté de ce petit orphelin de père auprès de sa mère qui vient d'échapper à la guillotine !...

ANDRÉ BEAUNIER.

(A suivre.)

Sylla et son destin[1]

Quand justice fut faite.

Il est sans exemple que les dieux n'aient pas fait payer à un homme son constant bonheur et l'absence des chocs en retour déterminés ordinairement par de fortes actions. Dans les mémoires qu'il rédigea lui-même, avec une vivacité de plume excellente, et qui ne nous sont parvenus que par de courts fragments, Sylla note ce point important. Il est donc un des très rares humains qui aient philosophé leur action, en même temps qu'ils agissaient leur philosophie, tirant de ce cercle des plaisirs divers. Le mécanisme des proscriptions une fois réglé (et elles ne dépassèrent point six mille cinq cent quarante-deux gredins exemplaires, dont la mort fut un réel bienfait), il s'occupa à supprimer légalement les droits et la puissance des censeurs, qui étaient, en fait, tombés en désuétude, et annula les listes des censitaires. Le désordre qui pouvait en résulter dans les ordres électoraux n'était certes pas pour lui déplaire, tant il redoutait l'emploi du vote quant aux charges essentielles de l'État. En outre, le cumul de la plus haute fonction civile (chef du Sénat) et de la fonction militaire avait permis à Marius des Cimbres de renverser l'aristocratie. Afin d'éviter cette cause de

(1) Voir *la Revue universelle* des 1er et 15 août, 1er et 15 septembre, 1er et 15 octobre 1922.

trouble, le pouvoir militaire fut désormais assujetti au Sénat, par le droit exclusif que reçut cette assemblée de nommer et déposer les proconsuls et les propréteurs. Après quelques tiraillements, dus à la divergence des points de vue, le maître avait fini par faire comprendre à son conseil juridique du palais des Trois Consuls, l'objet principal de son dessein (qui était la concentration et la continuité de l'autorité souveraine) et par y faire converger tous les efforts des premiers parmi ses collaborateurs.

Le procès de Roscius et la disgrâce et la condamnation de Chrysogonus ayant fait du bruit, Marcus Tullius Cicéron, avocat de Roscius, devint homme à la mode et la coqueluche des salons. Les gens du monde portés à dénigrer Sylla, en raison même des services qu'il leur avait rendus, vantaient le courage de ce jeune héros, qui avait tenu tête au « tyran » et le tyran riait sous cape, sachant ce qu'en valait l'aune. Tant et si bien que Metella, revenue à Rome pour sa santé, et installée au palais officiel avec les enfants, manifesta le désir de connaître ce divertissant phénomène. Il était trop rare qu'elle manifestât quelque envie pour que son glorieux époux ne la satisfît pas aussitôt. Invité à dîner en compagnie de quelques intimes, Cicéron se montra bavard intarissable, coupant la parole aux autres convives, faisant signe de la main que l'on se tût pendant qu'il buvait, accumulant les anas sur les exhortations, s'imaginant qu'il avait couru quelque risque en traquant le richissime affranchi, que son hôte lui avait précisément ordonné de traquer. Si bien qu'après son départ chacun fit « ouf » et « lanlaire » et « pourvu qu'on ne le revoie plus ! » Le chef exprima cet avis que quelques-uns naissent avec un certain nombre de mots dans la tête, adéquat au nombre des actions importantes qu'ils auront à accomplir ; d'autres, avec cent et mille fois plus de mots que cette quantité d'actions. Cicéron appartenait évidemment à la seconde catégorie et il se dépêchait de parler, afin de rattraper la différence. C'est sans doute ce qui le perdit.

Quelques difficultés vinrent à Lucius Cornelius du fait de Pompée, qu'il chérissait comme un fils, se piquant d'être aussi indulgent à ses amis que terrible à ses ennemis, ce qui était vrai. A l'homme insinué dans sa camaraderie, ou admis à son intimité, il accordait volontiers ce que celui-ci lui demandait ; et sa rigueur pouvait céder brusquement à son

point extrême, devant un souvenir de jeunesse, ou le rappel d'un plaisir pris en commun. Pompée, garçon brillant, entré presque contre son gré dans la famille du maître, revenu d'Afrique et de Sicile après une expédition des plus heureuses et après avoir fait décapiter Carbon, Pompée jouait les indépendants et les frondeurs. Il s'était entiché d'un redoutable hypocrite, Marcus Lepidus, et le poussait vers le consulat, malgré les sages avis du dictateur d'avoir à se méfier d'un tel protégé. Un jour, à une sommation plus nette que de coutume, il répliqua avec impertinence que l'on s'occupait plus « du soleil levant que du soleil à son coucher », se comparant avantageusement au premier : « Il est heureux pour toi, répondit son beau-père, que ton insolence n'ait pas eu de témoins. Elle eût dû te faire jeter en prison. Cependant, et quoi que tu sois mon gendre, je te mets à l'amende de dix mille sesterces, qui devront être versés avant ce soir à la reconstruction du temple de Jupiter. Si tu commets l'imprudence de mêler ta femme à cette affaire, la sanction sera doublée automatiquement. » De ce jour Pompée tint sa langue, sinon son ressentiment. Il convient d'ajouter que la dot de sa jeune épouse fit les frais de son incongruité. Quelques jours plus tard, Marcus Lepidus fut nommé consul, de préférence à Catulus, qui était le candidat de Sylla. Celui-ci félicita ironiquement Pompée d'avoir introduit le loup dans la bergerie, et c'est un fait que le nouveau promu donna quelques années de la tablature à son cornac.

Un premier malheur domestique atteignit soudain l'Epaphrodite, en lui enlevant son fils Faustus, sujet exceptionnel, bien que très jeune, à la suite d'une chute sur la tête, laquelle dégénéra en convulsions. La plaie, intéressant seulement le cuir chevelu, était insignifiante ; et il fut impossible au médecin de comprendre comment elle avait déterminé le crissement des mâchoires et la contraction du torse, atrocement douloureuse, jointe à l'impossibilité de s'alimenter. On crut, à cette occasion, que Metella deviendrait folle. Elle veilla son enfant pendant l'agonie, lui tenant la main, s'accrochant à lui s'il se débattait, et aussi inattentive à tout le reste que s'il eût été son seul et unique lien avec le terrestre séjour. Sylla en conçut un certain dépit, accompagné d'un redoublement de tendresse qu'il se garda de lui montrer. Ici une difficulté se présenta. Il était de règle qu'une demeure officielle, comme l'était le palais des Trois Consuls, ne dût pas être

souillée par des funérailles, et le dictateur, quelques mois auparavant, avait précisément relevé un édit, où figurait cette clause fort ancienne, et que les pontifes lui rappelèrent méchamment. Dans la douleur que lui causait le trépas inopiné de Faustus — si mal dénommé — le dictateur s'emporta, tempêta, déclara que la loi était mauvaise et absurde dans cet article qui lui avait échappé, qu'il le barrait, biffait, supprimait. Il faillit presque lever la main sur un des prêtres perfides, qui lui opposait le *jus romanum*. S'il l'avait frappé il se fût mis en état de sacrilège et la situation eût été délicate du chef suprême et incontesté de la restauration commettant un crime capital. Il se contint à temps, mais garda mémoire de l'affront.

La secousse avait été trop forte pour les nerfs épuisés de Metella. Le jour des funérailles de son fils, elle s'alita, les yeux fixes, les membres agités de tremblements ; et la fièvre ne la quitta plus. Prévoyant la fin, et afin d'éviter une nouvelle algarade des pontifes libéraux, qui l'eût, cette fois rendu enragé, son mari ordonna qu'elle fût transportée, sur une litière, dans la demeure de sa vieille nourrice, aux pieds de l'Esquilin, à l'angle de la via Tuvellia, où commence le marché aux herbes. Pendant le trajet, il marchait auprès de la litière, encadré de ses licteurs, montrant qu'il associait ainsi la moribonde à ses honneurs et à sa puissance, dans des conditions qu'aucune matrone romaine n'avait encore connues. Privilège inouï et qui fit moins jaser qu'on ne l'aurait cru, tant était favorable la réputation de Metella. Arrivé chez la nourrice, le dictateur prit lui-même sa femme (hélas ! légère à cause de l'amaigrissement considérable) entre ses bras qui soutenaient le fardeau de l'Empire, et la transporta délicatement sur la couche préparée. Son visage demeurait impassible et majestueux, à son ordinaire, mais on remarqua l'expression avec laquelle il congédia ses licteurs, mêlée d'une certaine reconnaissance à cause de leur visible affliction. Nul ne sut ce qui s'était passé ensuite entre ces deux parfaits époux, que seule la mort pouvait séparer. Metella glissa sous les ombres vers le soir, discrètement et intrépidement, comme elle avait vécu, emportant avec elle la seule influence qui se fût jamais exercée sur l'altier Sylla, et toujours dans un sens bienfaisant.

On sut seulement que dans son testament (qui comprenait de nombreux codicilles et legs à une foule de petits protégés,

lesquels furent fidèlement transmis) elle recommandait à son mari, demeuré seul avec une fille en bas âge, Fausta, d'épouser la belle Valeria, fille de Merrala et sœur de l'orateur Hortensius. Divorcée d'un premier mariage, Valeria, de longue date, intimement liée avec la défunte et tenue au courant, par elle, des habitudes, menues et petites singularités de l'illustre maître de Rome. On reconnut, à ce trait, la fermeté de caractère et la prévoyance de celle qui venait de disparaître emportant d'unanimes regrets. Elle ne voulait pas que son maître et seigneur, seul et sans le compagnonnage d'une femme distinguée, tombât à la société des cabotins et des danseuses, et s'avilît, comme c'est l'usage, à ce tournant de la soixantaine, où les pièges, aussi nombreux qu'à celui de la quarantaine, sont devenus plus laids et plus mornes.

Afin de ne pas s'amollir dans le deuil et de ne pas donner à ses ennemis (désormais cachés et d'autant plus acharnés) l'occasion de se réjouir, le dictateur fournit une somme de travail plus considérable encore que précédemment, poussant ses jurisconsultes, principalement Multivalens et Castor dit « l'Ours », dans les textes ardus et féconds. Quelques mots transmis de ses mémoires, tel un signe lumineux à travers les fourrés et guérets, nous indiquent que, de cette semaine funèbre, date cette étonnante mesure de l'abolition de la peine de mort en matière politique, par laquelle il entendait fermer, quant à la cité, l'ère du sang. A ceux qui l'interrogèrent par la suite sur une décision si inattendue, il répliqua que l'art politique est mêlé de médecine et de chirurgie, de brutal insinuant et comporte ainsi que le musical une observance du temps et des degrés, ajoutant que les cordes de la nature humaine n'étaient pas si nombreuses qu'il ne fût préférable de jouer de toutes successivement, plutôt que d'en négliger une. Toutefois il excepta la haute trahison et l'acceptation d'une sportule étrangère, des crimes dits politiques, et les frappa, l'un et l'autre, de la peine capitale, ainsi que le commandait le bon sens, ce dictateur immortel et irrenversable.

La veille des obsèques de sa fidèle compagne, l'heure de nuit étant avancée et les flambeaux achevant de se consumer en grésillant, Sylla, attelé seul à la besogne, entendit un léger bruit. Il leva la tête, et vit devant lui son petit Faustus, vêtu d'une robe trouée comme en ont les jeunes mendiants qui implorent au seuil des temples la charité publique. La

transparence du fantôme était telle qu'on distinguait, à travers lui, les objets environnants. Faustus supplia son père de terminer rapidement ses affaires et de venir les rejoindre chez Nadès, au séjour des mânes, ainsi que sa mère Metella. Il fit valoir la remarquable quiétude et tranquillité de cette humide région, où nul n'apporte soins ni soucis, lui recommandant seulement de se bien couvrir, à cause de la pluvieuse brume qui y règne en permanence et empêche de distinguer les voisins. Afin qu'un témoignage demeurât de son passage, rarement autorisé, d'un séjour à l'autre, l'enfant déposa sur la table une pierre bleue taillée, semblable à une amulette chaldéenne, puis disparut. Le dictateur ordonna que cette pierre fût scellée dans un chapiteau du nouveau temple, dédié à Jupiter, et qui avançait rapidement.

Les funérailles de Metella eurent lieu parmi un immense concours de population et dans une pompe inusitée. Elles avaient été réglées, dans les plus petits détails, par la défunte elle-même et le cortège proprement dit ne comportait que des intimes, dont la belle Valeria. En tête marchaient, selon le rite, les joueurs de flûte et de trompettes, puis les pleureuses auxquelles il avait été recommandé de se lamenter discrètement. Venait ensuite le cercueil ouvert, où reposait la meilleure des épouses, lequel était tout en bois de cèdre et porté par huit sénateurs syllaniens, se relayant de quatre en quatre. Le dictateur marchait entre ses vingt-quatre licteurs, la tête haute et non basse, le regard droit devant soi, portant le deuil consulaire et suivi de trente de ses meilleurs lieutenants, au premier rang desquels Pompée. Metella avait demandé à être inhumée, non incinérée, et il fut fait droit, bien entendu, à cette suprême volonté.

On imagine qu'il ne manqua pas de gens pour prétendre que ce double trépas de sa femme et de son fils annonçait, pour Sylla, le terme de la protection d'Apollon et d'Aphrodite, et donc de son inconcevable fortune. La médisance sévit de préférence chez les conservateurs, parmi lesquels se recrutent trop souvent les oisifs, dont le seul métier est de tracasser et de jacasser. Les magistrats ne savaient aucun gré à Lucius Cornelius d'avoir fait fouetter en public quelques-uns des premiers d'entre eux, et l'accusaient d'avoir ainsi ravalé la majesté des tribunaux ; comme s'il n'était pire honte et souillure, pour un juge, que celle ressortant à son iniquité ou servilité. Les flamines lui reprochaient de mêler

trop aisément la raillerie à la vénération et de n'être point de mœurs parfaitement pures. D'une façon générale, les libéraux l'exécraient plus cordialement encore que les révolutionnaires, à cause de la précision de sa doctrine, de son amour pour Aristote et de l'assènement de ses coups. Car les amateurs de vague et de nuées en veulent sang et eau à qui dissipe le vague et les nuées. Tous ces pille-consul, comme on disait à Rome, mettaient néanmoins une sourdine à leurs calomnies et chuchotements, sachant que le lion ne dort que d'un œil, et qu'il a des réveils en fanfare.

Après cinq semaines de ces événements, le maître, n'ayant comme société que sa petite Fausta (trop jeune pour participer à sa solitude) et redoutant les condoléances des salons, rendit une première visite à Valeria. La sœur d'Hortensius habitait non loin de son frère, dans la villa Frugifera, entourée d'un jardin magnifique, où elle se promenait au clair de lune, en tunique blanche. Son émoi fut grand de voir paraître Lucius Cornelius, qui avait renvoyé sa garde et se présentait en petit appareil, avec une parfaite aisance. Se plaçant auprès d'elle et d'une voix agréable, qui n'était plus celle du commandement, il lui donna connaissance de la partie du testament de Metella, où était prononcé le nom de celle qu'on lui conseillait d'épouser, le délai de convenance et de deuil une fois clos. Il ajouta avec beaucoup de franchise, que cette proposition n'était pas aussi avantageuse que la délicieuse jeune femme pouvait le supposer, attendu qu'il touchait à la soixantaine et, sans être fatigué, s'apprêtait à quitter le pouvoir.

Valeria, avertie par Metella et ayant déjà préparé sa riposte, répliqua qu'il était impossible à une Romaine, digne de ce nom, de repousser un tel honneur, qu'elle le félicitait de sa résolution, digne d'un philosophe de sa trempe (et à qui les grandeurs humaines, la tâche achevée, n'en imposent plus) et qu'elle joindrait sa destinée à la sienne, quand il lui en exprimerait la volonté. En parlant ainsi, elle faisait sous les rayons de Diane chasseresse, un visage ovale, blanc et doux, qui ajoutait au charme de l'aveu. Ils en demeurèrent là, craignant qu'un mot de plus, de l'un ou de l'autre, ne gâtât une conjonction si bien commencée.

Le lendemain, à la même heure, rendu fébrile par le travail acharné, Lucius Cornelius ressentit le désir violent d'aller retrouver sa belle voisine. Mais il y résista, et encore le jour

suivant où son image se rapprochait de celle de Metella. Ce n'est que le lendemain du surlendemain qu'il céda au conseil de sa protectrice Aphrodite, formulé de façon prenante, et reprit le chemin de la villa Frugifera. Valeria l'attendait dans la même tenue et il l'invita, pour le mois suivant, à sa propriété de Cumes, où il comptait franchir la fin des ides. Elle accepta. Le trajet comportait vingt-cinq heures de poste environ, dont une nuit. Naturellement, ces allées et venues, colportées par les serviteurs et les cochers, firent rapidement le tour des salons romains, où le testament de Metella était ignoré et où l'on ne manqua pas d'incriminer la faculté d'oubli du tyran, aussi voluptueux que sanguinaire. Ceux-là qu'il avait comblés se montraient bien entendu les plus intransigeants et déploraient hypocritement son manque de retenue, alors qu'eux-mêmes s'offraient en secret les pires débauches. Le sénateur Teson reçut la mission malaisée d'aller faire quelques reproches au dictateur, alléguant les convenances et sa vieille amitié, « prouvée aux temps difficiles ». Lucius Cornelius reçut l'importun cordialement, devina tout de suite, à sa mine composée, quelle farine il allait moudre à son moulin, et raconta, d'un ton détaché, qu'il venait d'ordonner la proscription d'un insolent pour imputation calomnieuse à son endroit. Ce qui fit que Teson, sidéré et mortifié, se tut, et après quelques flasques et insignifiants propos tourna les talons.

Il est donc parfaitement inexact que Valeria et Sylla se soient rencontrés sans se connaître à un combat de gladiateurs et que la première ait flatté le second, en lui arrachant un fil de sa robe, sous prétexte de participer à son bonheur. Valeria, bien que cherchant à plaire à son illustre compatriote, était à l'opposé d'une coquette et mettait son honneur au premier plan. Elle avait reçu mandat de sa meilleure amie de consoler le prince des Romains et elle s'acquitta de ce mandat à miracle. Ne forçons point la note : la pénitence n'était pas sévère, attendu que Lucius Cornelius était demeuré ferme en sa stature, de grain serré, au physique et au moral, et d'un commerce plus gai et plus franc que la plupart des jeunes gens. Alors que les plus célèbres capitaines, en vieillissant, deviennent ratiocinateurs et radotiers, et refont les batailles à leur convenance et s'y donnent posture avantageuse, celui-là, au déduit, ne soufflait mot de ses campagnes ni de ses lois, uniquement attentif au plaisir et à

l'enjouement. Le déroulement de sa vie passée, il ne l'enroulait à nouveau qu'en son journal, jamais à table ni au lit. Quand il invitait un de ses lieutenants à déjeuner ou à dîner, sa première parole était pour lui interdire la moindre allusion aux combats de naguère à Chéronée, Orchomène, Mithridate ou Archelaos. Il s'agissait d'apprécier les olives, le vin, la viande, la soupe de poisson, rien de plus, et de ne pas ennuyer les autres convives avec des récits d'aventures auxquelles ils n'ont point participé. De même doit-on déplorer la coutume des mondains s'entretenant de leurs petites affaires, ou de leurs bobos, avec un ton de familiarité, parmi un cercle d'indifférents, et faisant intervenir des noms inconnus.

La domesticité fut fixée et précisément quand elle vit arriver Valeria dans l'équipage du maître. La jeune femme étant connue de longue date et appréciée à cause de sa douceur (elle n'avait jamais rossé à mort un esclave), chacun se félicita de ce que le tempérament ardent de Sylla n'eût pas choisi une courtisane altière, ou une artiste faiseuse d'embarras, pour succéder à l'inégalable Metella. La petite Fausta ne manifesta ni répulsion, ni étonnement, et la journée, bien que mélancolique, s'acheva dans une impression dénuée d'amertume, non d'aiguillon. Sur le chapitre de la politique, il était manifeste que la sœur d'Hortensius, mêlée aux événements publics, et ayant horreur des démocrates, n'était pas au niveau de sa devancière ; mais elle se contentait de petites gaffes sans importance et peu renouvelées, qui ne prêtaient point à une durable raillerie.

La résolution qu'avait prise Sylla de quitter le pouvoir semblait le résultat d'un débat avec lui-même et d'un songe. Le débat était dû (autant qu'on peut remonter aux origines de ses décisions) à la lecture attentive et méditative des pages consacrées par Aristote à la constitution de cent cinquante-huit cités. Il en était résulté, pour le Romain, cette conviction qu'une tâche menée à fond, dans cet ordre d'édit législatif, doit être aussitôt confiée à l'avenir pour qu'elle y développe ses fruits librement. Étant allé aussi loin et profond qu'il pouvait aller par les actes implacables et par les lois, dans un temps bref, il craignait de se diminuer et amoindrir avec son œuvre, en persévérant. Il ne croyait à la pérennité que de ce qui est coulé d'un seul jet. Cela quant au bien public. Quant au bien privé, il considérait que, depuis quinze ans, il avait vécu parmi la guerre, étrangère et civile,

les commandements et décommandements, le feu, les alarmes, les clameurs, les supplices, le mouvement des camps, les votes, contre-votes, intrigues, ruses des assemblées et massacres, le sang, la sanie, la pompe, les rois étrangers, consuls, tribuns, préteurs et magistrats, telle une monnaie roulée par un fleuve. Doué de la plus adorable des épouses, d'une fortune lui permettant un train de maison, des loisirs ornés, une clientèle choisie, des amitiés d'enfants aimables et bien élevés, il n'avait pu saisir et goûter de ces joies légitimes, que quelques bribes arrachées au devoir et au tumulte. Sa femme et son fils l'avaient quitté à la dérobade, sans qu'il eût le temps de leur consacrer (parmi les proscriptions, enchères et jurisconsultes) le centième d'une de ses journées sur cent. Parvenu au sommet de l'ambition, d'où les peuples et le premier de tous lui apparaissaient globaux et condensés, à la mesure de fourmillières, il aspirait à l'anguste et à l'étroit, au petit réduit et à l'obscur.

Du songe, brillant et détaillé comme le réel même, voici la teneur et disposition : les dieux l'avaient mandé à leur assemblée qui était un val de l'Olympe, le plus noble et verdoyant que l'on pût voir. Jupiter présidait la séance, flanqué de Junon et d'Aphrodite, ayant en vis-à-vis Mars et Mercure. Bellone était au bout de la table, avec ses serpents noués et tordus. S'adressant au dictateur, le maître véritable de l'univers, par qui respirent toutes créatures, l'avait d'abord salué et félicité pour la reconstruction de son temple brûlé (laquelle touchait à l'achèvement), puis pour sa bonne et sagace vindicte publique et confection des lois. Il lui avait ensuite demandé s'il sollicitait, en récompense, un délai, à quoi tous les autres dieux faisaient *oui* de la tête, comme si la chose, selon leur gré, était bien due et méritée pour une telle besogne et si tendue. Sylla s'informant de la nature de ce délai, Jupiter levait son bras auguste ; le vallon devenait sombre et noirci ; et les Parques, s'avançant sur un rythme funèbre, affreuses à voir et dépenaillées, tissaient d'un fuseau déjà fort dégarni, auquel n'adhéraient plus que quelques minces houppettes. Par quoi Lucius Cornelius comprenait que son laps de vivre était bref et que la ficelle touchait à son terme. Au réveil et baigné de sueur, si bien que ses jambes en étaient agglutinées et collées, il entendait encore le chant si triste et qui rendait le ton des ténèbres, et il apercevait le bout des doigts maigres tenant le fil avec la poisse.

Nul n'était donc au courant de ce qui allait se passer en dehors de Valeria, la nouvelle confidente et approbatrice, quand parurent simultanément, le 7 janvier de l'an 79 avant Jésus-Christ, qui était la six cent soixante-quinzième année de l'ère romaine, trois édits portant le sceau dictatorial. Le premier supprimait pour dix ans la facilité du divorce, comme apportant une entrave à la dignité de la famille et à l'accroissement des naissances. Le second limitait à trois sesterces par personne les dépenses des jours ordinaires et à trente sesterces celles des ides, des nones et jours fériés. Le même édit taxait et diminuait le prix des denrées, qu'avait élevé l'afflux dans le trésor public des centaines de millions de sesterces, récupérés sur les grands voleurs et concussionnaires. Le troisième édit, enfin, décrétait, pour le lendemain 8 janvier, l'investiture solennelle, au Forum, des deux derniers consuls élus, Publius Servilius et Appius Claudius.

Le matin du grand jour, le temps étant fort beau, Servilius et Claudius vinrent faire visite au chef et gravirent, non sans émotion, les degrés du palais des Trois Consuls. Ayant auprès de lui le second pontife (le premier était en voyage) et quelques hauts dignitaires et sénateurs, Lucius Cornelius les reçut gaiement, leur souhaitant bonne chance et petits embarras, attendu que toutes difficultés, extérieures et intérieures, étaient aplanies, que la pacification des esprits et des corps était générale, et que c'était plaisir de gouverner si grand peuple et cuit sous un si beau soleil, dans de telles conditions. Fort déluré, Servilius, bedonnant et ratiocinateur, se félicita et félicita son collègue de prendre charge en un pareil moment, alors que les augures étaient favorables. A quoi Sylla ajouta, toujours riant, qu'en politique la roue de la Fortune tourne et vire avec une étonnante rapidité, et qu'il importe de ne s'y trop fier. Sur ce, il choqua un timbre et des serviteurs apportèrent une collation magnifique, à laquelle chacun fit honneur, parmi les plus plaisants devis. Le maître rappela aux nouveaux magistrats consulaires qu'ils avaient droit à la chaise curule, à douze licteurs, à la robe prétexte et, désormais, en sortant de charge, au proconsulat, c'est-à-dire au gouvernement d'une province, avec le commandement militaire. L'un et l'autre ayant alors déclaré que ce dernier point les troublait (car ils n'avaient jamais fréquenté les camps) et qu'ils viendraient prendre ses con-

seils, dignes des dieux, il y eut, sur le visage de Sylla, un rapide sourire, et énigmatique. Ce ne fut qu'un éclair.

En dépit du secret, la nouvelle avait transpiré dans le peuple romain, d'un événement d'importance (le bruit courait d'une sédition en Macédoine) et il y avait foule au Forum. Pendant la cérémonie consulaire, on remarqua que le soleil, ardent et brillant en dépit de la saison, se voila soudain et sans nuage, comme si son feu diminuait de façon spontanée, et une aile bleue de dimensions inusitées détachée d'un oiseau inaperçu tomba en tourbillonnant sur le sol. La remise des insignes et de la robe était terminée, quand on vit Sylla s'avancer, de son pas lent et habituel, vers les Rostres, que ses licteurs entourèrent aussitôt. Sa voix avait sa fermeté grave quand il dit : « Mes chers concitoyens, par la volonté manifestée des dieux (Jupiter m'en est témoin, avec Aphrodite et la Sibylle), j'ai pu, grâce à votre concours, qui ne me fit point défaut, mener à terme, depuis bientôt trois années, une entreprise parfois rude, mais toujours nécessaire.

— Que va-t-il exiger encore? se demandaient les auditeurs, pressés et serrés comme des dattes, avec un mélange de curiosité et d'inquiétude.

— Aujourd'hui le principal est fait ; et il me plaît de me démettre volontairement d'une charge à vie que le péril de la cité m'avait imposée, mais que les circonstances n'exigent plus. La situation générale est bonne. La sédition et la rébellion, ici, en Italie, dans les provinces, au dehors, sont anéanties pour de longues années. Les finances publiques sont rétablies. L'autorité du Sénat est restaurée. Les principaux coupables sont proscrits.

Considérant avec amitié la foule suspendue à ses lèvres et qui huit ans auparavant voulait mettre le feu à son domicile et tuer sa femme et ses enfants, il posa devant cette image un petit silence, pareille à la cassette de ce scepticisme, ironique et actif, qui jamais ne l'avait abandonné.

— Je me retire et j'abdique ici, vous souhaitant à tous et de bon cœur longue vie, petites dépenses et prospérité. D'ailleurs le premier édit de ce jour replace les denrées au plus bas prix. Toutefois, avant de prendre congé de mes collègues, de mes braves licteurs, de mes chers cornéliens — Bellone les garde ! — et de vous, je demande s'il est ici, parmi vous, quelqu'un à qui je doive rendre des comptes, et qui se considère comme lésé par moi? Je pose la question, avec toute la

clarté désirable, et je la répète : quelqu'un porte-t-il accusation contre moi alors qu'il n'y a plus de danger de mort pour lui, cette plaisante formule devant être considérée comme postérieure à ma remise de pouvoirs?

Un silence plein de majesté fut la seule réponse à cette invitation peu ordinaire et dont aucun autre exemple n'existe. On pensa que le maître de Rome voulait s'offrir ainsi la saveur du dernier risque qu'il pût encourir, ayant tué ou sidéré tous ses ennemis. Quand il eut dégusté ce silence, sans se rengorger certes, mais plutôt avec une sorte de bonne humeur rubiconde, à cause du soleil revenu : « Adieu donc et si l'un de vous, pour un motif important et civique, veut m'honorer de sa visite, il me trouvera, non plus au palais des Trois Consuls, mais sauf absence de Rome, à la villa Frugifera. »

Ayant ainsi parlé, il redescendit de ces Rostres, où tant de fois il avait harangué, encadré de têtes de proscrits (auxquelles les mains parfois étaient jointes) et traversa le public de son pas égal. Cependant que les vingt-quatre licteurs, médusés, le regardaient s'éloigner, à la façon d'un demi-dieu qui passe de sa cité dans l'histoire. Les gens s'écartaient de lui, pleins de respect et (chose singulière) d'une terreur pire que celle qu'ils éprouvaient auparavant. La consécration de son personnage avait grandi en quelques minutes et paraissait d'une autre nature. On se répétait, en murmurant, une parole de lui à Crassus devant traverser une contrée dangereuse et mal famée : « Je te donne pour escorte, ô Crassus, ton père et ta famille égorgés. » L'accoutrement de sa garde invisible était sans doute de même espèce. En outre, une décision grande et sobre accède aisément vers l'esprit du populaire, à la façon d'un phénomène naturel, d'un orage ou d'une haute marée, et il s'efforce de s'y égaler par le seul moyen mis à sa disposition, lequel est une confusion muette. Enfin, accoutumé à fréquenter des acteurs réputés et tragiques, Sylla savait sortir de la scène comme il savait y entrer et s'y mouvoir, conjoignant ainsi et liant, de manière sobre, la tragédie du Forum, ou du Sénat, à celle du théâtre.

Les spectateurs privilégiés de cette scène sublime affirment que ses pieds ne touchaient plus le sol, quand il rompit ainsi son destin, par une délibération de son vouloir, et qu'il en était distant de quelques pouces, tel l'oiseau qu'on dit halbran. C'est une fable. Il gardait le contact avec la terre et

suivait son chemin sans se presser. Comme il contournait la fontaine de Servilius, où il avait si rudement fauché, un gamin d'une douzaine d'années, et dont le nom n'est pas demeuré parce qu'il n'en avait probablement pas, lui cria une injure grossière et ignoble, telle qu'il n'en avait pas reçu depuis le siège d'Athènes. Il se retourna et dit en riant : « Voilà qui pourrait décourager mes imitateurs... » Ce qui divertit fort les personnes présentes.

Prodige plus grand, aucun badaud ne jugea utile de l'accompagner, ni de lui confier un dernier placet. Il rentra chez lui, ou plus exactement chez Valeria sa femme, à la façon d'un bon bourgeois, qui a achevé sa journée. C'était en effet une fameuse journée et comme le monde, depuis qu'il est monde, n'en a certes pas vu d'aussi remplie.

ÉPILOGUE

Un pêcheur à la ligne.

Le mariage de Sylla et de Valeria avait été célébré à Cumes, dans la plus étroite intimité, le maître déclarant en avoir assez du « Forum mêlé au foyer », ce qui est l'image de la vie publique. La villa (une des plus belles et des mieux situées de l'Italie méridionale) était aménagée en un mélange de luxe discret et de confortable, dont rien ne peut donner l'idée. La domesticité, stylée presque à la militaire (même quant au personnel féminin), y était nombreuse, discrète, presque invisible, et il lui était interdit d'accepter, d'aucun invité, aucune sportule. D'ailleurs quelques très rares ménages d'amis sûrs, éprouvés, peu bavards, étaient admis à la villa Orchomène, et y menaient la même vie que chez eux, à l'exception des repas pris en commun. Ceux qui préféraient se promener se promenaient ; ceux qui préféraient travailler travaillaient ; et la bibliothèque était bien fournie. Ceux qui préféraient ne rien faire, regarder la mer bleue et le ciel, béer aux corneilles, ou chasser, ou pêcher, s'aiguisaient à cette paresse ou à ces besognes, selon leur gré, caprices et fantaisie. Jamais « tyran » ne comprit mieux la liberté d'autrui, ni son indépendance, que l'ex-dictateur.

Ayant choisi sa nouvelle femme, non seulement en raison

du testament de la précédente (lequel n'était pas impératif), mais en raison surtout de sa beauté et de sa douceur, il en usait avec délices et à ses heures, accoutumant chacun à la respecter. Il évitait de lui parler politique, parce qu'elle n'y entendait pas grand'goutte et qu'il eût été trop long, et d'ailleurs fort vain, de l'en instruire. C'est un don qui gîte dans les humeurs et que possèdent au plus faible degré les personnes salonnières ou avocassières, accoutumées à mouler et adapter les faits aux mots, non les mots aux faits. Or Valeria était sœur d'Hortensius, excellent robin et habile à étudier, à farcir et déguiser un dossier, bel esprit, ignorant, ou léger, sur le reste. Sylla n'invitait pas Hortensius, redoutant son bavardage à l'égal de celui de Cicéron, qui venait de l'emporter sur son célèbre confrère, dans l'affaire Quinctius, et que les salons romains s'arrachaient.

Le second jour après l'arrivée du nouveau ménage à Cumes, Valeria, occupée à déballer et ranger ses toilettes de noce dans les armoires étrusques (qui sont profondes et à étagères superposées), vit soudain entrer, léger et prompt, le fantôme transparent de Metella. Celle-ci la pria de ne point s'effrayer, de considérer qu'elle pourrait avoir besoin, de temps en temps, de ses conseils et de les accepter, comme ils étaient donnés, en toute amitié et simplicité : « Si tu veux être heureuse avec Lucius Cornelius, ô ma belle amie, ne lui pose jamais de questions. Ne le fatigue pas de colifichets. Ne le contrarie pas sur sa toilette. Ne le contrains pas à fréquenter tel ou tel. Ne le harcèle pas sur la boisson, la nourriture ou le reste. Ni ne t'apitoie, sans motifs, comme nous faisons toutes, sur telle ou telle famille de proscrits. » Valeria promit qu'elle suivrait ces excellents avis et qu'elle ne soufflerait mot, ni émoi, « même si le chef faisait couper la tête de ses jardiniers et en dessinait et quinconçait les parterres ». Le lendemain, Metella revint et désigna les commodités auxquelles tenait naguère son mari et l'emplacement de ses habitudes.

Depuis qu'il était retiré des affaires publiques, le vainqueur de Mithridate, de Marius et de Cinna n'ouvrait plus son courrier et interdisait à ses secrétaires de lui en parler. Chaque jour, les relais de poste, demeurés aussi nombreux qu'au temps de la dictature, à raison de trois et quatre par jour (arrivant de Rome à bride abattue), apportaient à Cumes des monceaux de lettres et tablettes, que dépouil-

laient et classaient Dolabella et Torquatus aidés de Tyrannion, — ce dernier ayant été repris par Lucius Cornelius, qui affectionnait son pittoresque et débraillé, à la direction des écoles et bibliothèques. La démission, ou mieux, l'abdication du premier des Romains, avait causé en Italie et au dehors, notamment en Grèce, en Asie, en Afrique un émoi considérable, les uns se réjouissant, les autres s'attristant ou s'inquiétant. En effet, le Forum était, plus que jamais, le centre, le nombril et aussi le point de mire de l'univers, et tout ce qui se passait et jouait en ces quelques pieds carrés, et devant ces Rostres, était sans prix.

Il n'était pas douteux que les hauts fonctionnaires, et notamment le gouverneur des provinces, avaient poussé un soupir de satisfaction en voyant disparaître l'implacable gestionnaire qui les avait révoqués, remplacés, commandés, forcés, tourneboulés, de mille manières et sur mille enclumes ; étant ancré en cette opinion qu'un employé d'État est un animal qui doit être sans cesse tenu en haleine et fidélité, comme un majordome d'espèce supérieure. Le dictateur exigeait que qui était aux comptes comptât, et qui au contrôle, contrôlât, et qui à la judicature, jugeât. Il ne supportait point ce qu'il appelait les rouleaux tournant à vide. Par contre, les moyens et petits fonctionnaires, notamment les municipaux, ces maires de minimes villages et bourgades, qu'il avait institués et casés, regrettaient son départ, le considérant comme leur fondateur, père, soutien et appui. Tel était le cas du maire, tout voisin, de Dicéarchie, aujourd'hui nommé Pouzzoles, lequel donna sa démission quelque temps après le maître, et fut remplacé par un brouillon et un filou du nom de Granius.

Mais le plus grand trouble et le plus important (allant jusqu'à l'inquiétude anarchique) fut celui des lieutenants de Sylla et Cornéliens des colonies militaires, respirant, mangeant et se mouvant par lui et à ses ordres, lesquels se demandaient quel serait désormais leur sort. Deux cent cinquante mille vétérans demeuraient en l'air et en suspens, du fait de cette carence politique inattendue. On raconte que d'immenses sacrifices furent faits aux dieux, en certaines villes, pour obtenir le retour du chef aux affaires. Ici et là, on put craindre quelques murmures, qui n'allèrent pas jusqu'au soulèvement. En effet, les nouveaux consuls promulguaient un édit général, contresigné par les pontifes et

le prince du Sénat, attestant que rien ne serait modifié à la constitution syllanienne, notamment en ce qui concernait les lots et allocations militaires. Il n'en vint pas moins, de plusieurs cités vers Cumes, des délégations de suppliants, que Sylla reçut, puis éconduisit avec bienveillance, charmé d'être ainsi regretté, mais ennuyé d'être dérangé. D'où la locution de « déplorateur de Sylla » qui signifie un importun chargé de bonnes paroles plus que de présents substantiels.

L'ex-dictateur partagea son temps en trois parties : la première, consacrée aux municipes et colonies militaires du voisinage, où il désirait voir l'effet de ses lois, et si leur incidence avait été sagement calculée. La seconde, attribuée à ses Mémoires, qu'il rédigeait d'après ses souvenirs, avec un manque d'apprêt volontaire et un naturel inégalé. La troisième, occupée par la chasse (les environs étaient giboyeux) mais surtout par la pêche à la ligne, tant dans les petits torrents, et ruisseaux, ou ruisselets, des environs que dans la mer. Il arrivait très souvent qu'un de ses anciens soldats, devenu laboureur ou marin, l'abordât sur la route, à la familière, comme ils faisaient autrefois en Asie et en Grèce, et lui contât ses petites affaires, qu'il coupait d'une rapide et complète approbation. Les consuls lui avaient proposé une garde particulière, chargée de veiller sur sa vie, en raison des haines accumulées, mais il l'avait refusée en riant, « étant saturé, et au delà, de janissaires et de licteurs ».

Il n'avait conservé que dix esclaves noirs, trapus et forts comme des taureaux, et qui s'empiffraient du matin au soir...

Or il advint qu'à Dicéarchie-Pouzolles, à l'occasion de l'élection du nouveau maire, une séditionnette éclata entre la colonie militaire, de cinquante-trois familles, et les civils, à propos d'une enclave de vignes, que les uns et les autres prétendaient leur appartenir. Il y eut un tué et quatre blessés. Ce jour-là, précisément, se trouvaient invités à la villa Orchomène les deux Perennius, sénateurs réactionnaires (un peu moins, en fait, depuis la retraite du « tyran ») et leurs femmes, liées avec Valeria, fort élégantes et d'une délicate beauté. Quand la nouvelle fut apportée, par un Numide grand comme une tour et tout essouflé, les dames frivoles battirent des mains, demandant à assister à l'émeute (elles en avaient vu d'autres à Rome !) et à son règlement.

Bonhomme, le maître accéda à leur désir, appela une vingtaine de solides gourdins et, en cet attirail, se rendit à Pouz-

zoles, où les choses continuaient à chauffer, vu que les partis adverses s'étaient barricadés et se lançaient d'énormes pierres. Aussitôt Sylla convoqua le maire Granius, le tança vertement et publiquement pour le désordre de sa commune, et rendit le jugement suivant, avec ordre de le faire immédiatement connaître aux administrés : trois de chaque bord, et des plus acharnés, seraient battus de verges, puis emprisonnés pendant deux ans, au pain et à l'eau ; attendu qu'il y avait eu mort d'hommes et sévices graves. Quant au vignoble contesté, il serait soustrait aux deux partis et attribué au municipe, à l'état de bien transmissible. Une certaine heure était fixée, au delà de laquelle, si le bruit continuait, une maison de chaque quartier, tirée au sort, serait brûlée.

Les Herennius firent remarquer à leurs femmes la dextérité sans précédent (et qui n'eut pas d'imitateurs) avec laquelle le grand citoyen tranchait les différends d'une petite, comme d'une grande cité. L'arrêt syllanien une fois rendu, le calme revint comme magiquement et, ce même soir, des gaillards prêts, deux heures auparavant, à s'entr'égorger, se réconciliaient, la coupe en main, et célébraient la justice romaine. Conformément aux avis de Metella spectrale, Valeria se garda bien de demander la grâce des coupables, qui d'ailleurs n'eût pas été accordée.

Quelque temps après, le richissime banquier Xémandre, de l'entrevue de Mithridate à Dardane, étant descendu en Italie, vint rendre visite à Sylla, à Cumes. Il rappelait un trop bon souvenir pour qu'on ne le reçût pas cordialement, ainsi que sa suite. Il était toujours semblable à un rat et avait conservé son odeur de musc. Le chef prit ainsi plus de plaisir à le sentir et flairer qu'à l'écouter ; car Xémandre ne pouvait arriver à comprendre comment celui qui détenait le pouvoir suprême avait été amené à l'abandonner. Alors, en hâte : « Tu ne saurais croire combien le plaisir de la démission est supérieur à celui même de l'investiture ! Distribue tes biens, ou la dîme de tes biens, en l'honneur d'Hercule, comme je l'ai fait, ô Xémandre, et tu m'en diras des nouvelles ! » Mais le rat dodu avoua sans malice que telle abnégation était loin de lui et de son désir. A l'occasion de cette visite, Lucius Cornelius, qui aimait à mystifier, et ne s'en privait pas, ayant déguisé Tyrannion en une manière de prince musulman, couvert de plumes et de

bijoux, lui faisait rendre les honneurs par les esclaves noirs, et le présentait comme tel à son hôte. Tyrannion s'acquitta de son rôle à ravir et répondit à toutes les questions saugrenues que le banquier ne manqua pas de lui poser, à la grande joie du maître, de Valeria et de Murena, lequel se trouvait là par hasard.

Cependant, il aurait déplu à celui qui avait mené l'Empire de se transformer, sur le tard, et gratis, en bête curieuse, à l'insu des manieurs d'argent et seigneurs, grecs ou autres, venus le relancer à domicile. Il décréta donc qu'à cette catégorie de visiteurs, un versement préalable de deux cent mille sesterces serait réclamé, contre une demi-heure d'audience, et que cette somme serait attribuée au fonds permanent des colonies militaires, demeurées sa grande pensée. Dix entrevues de telle sorte ayant eu lieu, en un an, il en résulta un bénéfice de deux millions de sesterces, qui furent équitablement répartis par les secrétaires, notamment à la colonie de Capoue. Celle-ci, avec cet argent, planta et cultiva un immense clos, dont le cru reçut le nom de « Sylla ».

La rédaction de ses Mémoires absorbait les matinées du chef, alors que l'esprit est le plus dispos et saisit mieux, et plus avidement, les joints et charnières de toutes choses. Il en avait dressé et établi le plan en vingt-deux chapitres, dont douze étaient consacrés aux guerres, étrangères et civiles, et dix à la législation qui, selon lui, peut et doit prévenir les uns et les autres. L'ordre en était semi-chronologique, semi-logique ; et quand un homme, ou une circonstance, ou un songe l'amusaient et piquaient, rétrospectivement, sa curiosité, il s'y attardait, et musardait sans vergogne.

Le style était vert comme sa volonté, romain pour la fermeté et la dureté de chaque membre de phrase en particulier, grec pour le nombre des incidentes, comparées par lui aux branchages où chantent les oiseaux du raisonnement. Au début de chacun des chapitres, il insistait sur la concordance entre les complications extérieures ou diplomatiques, et les complications intérieures ou civiles, affirmant, preuves en main, que les premières se doivent dénouer par les secondes et non inversement. Il disait aussi qu'à l'âge de quarante ans seulement, cette vérité lui était apparue, ainsi que cette autre qu'une sédition, ou une révolution, ou une émeute, sont toujours l'œuvre de l'étranger. A quarante-cinq ans, il avait compris que les questions sociales n'existent

qu'en fonction des questions politiques et sont commandées par elles. Il était donc, au moment où il écrivait, en possession, depuis quinze ans, d'une méthode de gouvernement, résumée dans cette formule : « Résiste aux débuts, et frappe à la tête. » Il ne lui échappait point d'ailleurs, qu'en matière de législation, répressive ou préventive, tout est toujours à recommencer ; que les générations humaines, par qui sont appliquées les lois, alternent en aveuglement et en clairvoyance, en débilité et en force ; et que le meilleur fagotage du monde est toujours menacé de ruine, si l'autorité recule ou défaille.

Comme il se faut toujours appuyer sur un ou plusieurs groupes pour faire l'ordre, il s'était appuyé partie sur l'aristocratie romaine et partie sur le populaire et le militaire. Il avait pris et appliqué la thèse du sang contre celle de l'argent, la première étant nationale et la seconde ne l'étant pas, puisque l'or roule indifféremment entre les peuples. Il connaissait cependant et signalait le défaut de l'aristocratie, qui est l'amollissement par le bien-être ; celui du populaire, qui est l'extrême versatilité, et celui du militaire, même excellent, qui est l'ébahissement et la stupeur devant le politicien parlementaire. Mais ce qu'il fustigeait avec le plus de vigueur et d'ironie, c'était cette idée fausse, et très répandue, que de mauvaises instructions doivent être (bien que censurées d'une façon générale) respectées dans les gaillards et truffards qui les appliquent : « Si tu veux supprimer le poison, brise la coupe qui le contient. » Aussi les portraits abondaient-ils dans ses Mémoires, quelques-uns caustiques et même vireux. Car un ennemi mort n'était pas, aux yeux de Sylla, plus vénérable, ni à ménager, qu'un ennemi vivant. Autrement, il serait trop facile aux morts, justement châtiés, de prendre leur revanche injuste de leur châtiment.

Après avoir bien balancé, le chef avait décidé de dédier ce Journal à Lucullus, qui avait été l'amiral de sa flotte en Grèce (flotte au début inexistante) et son confident. Lucullus était probe et scrupuleux. Il avait mêmes haines. Metella avait discerné en lui le collaborateur le plus exact et fidèle de son mari, et ce jugement lui avait survécu. Enfin il était vigoureux, de bonne complexion et heureux de son entreprise comme l'Épaphrodite lui-même ; ce qui, pour un exécuteur testamentaire, est un ensemble de qualités de premier plan. Cette délégation donnait à Lucius Cornelius l'occasion (qu'il saisit) de rédiger en grand détail ses dispositions

et legs, quant à ses proches et à ses lieutenants. Il pensait que ce travail important doit être fait en pleine santé, à distance convenable du trépas et de toute amertume, ou aigreur. Il excepta de ses munificences le seul Pompin, son gendre, à cause de ses récentes intrigues et du méchant propos que nous avons dit. La majeure partie de ses biens, meubles et immeubles, fut attribuée partie à Valeria, partie à sa fille Fausta. Personne, même petit, n'était oublié.

Fermée cette parenthèse de l'héritage, que la plupart négligent (et que lui ne négligeait pas), il en revint à son Journal avec une sorte de frénésie allègre, écrivant de l'aube jusqu'à midi, dans une salle exposée au soleil et à l'air marin. Sa facilité était extrême, vu la clarté naturelle de son caprice et son enjouement, et il ne se corrigeait que peu ou pas du tout, de même que, dans l'action, il ne revenait pas sur ses décisions. De ces pages, couvertes des entrelacs de son écriture foudroyante, il ne donnait lecture à personne, sachant l'ennui qui en résulte pour les auditeurs. Il commit l'imprudence de n'en pas faire prendre copie par ses secrétaires, livrant ainsi, à un seul et fragile esquif de papier et de cire, le soin de sa gloire et réputation, et sur une mer bien incertaine. Ceci étonne d'un aussi grand et complet politique et pilote, et que le problème de la durée préoccupait plus que quiconque.

Tout en concevant et rédigeant, parmi le miroitement apollinien et tout de flèches bleues et dorées, il admirait maints enchantements, dont il ne s'était pas avisé, au moment où ils se nouaient sous ses yeux ; comment telle petite détermination, prise à Athènes, avait eu son mûrissement et sa moisson en Macédoine, ou en Asie, ou à Rome, six mois, un an, deux ans plus tard. L'esprit de l'homme étant une sorte de grenier, où le blé de l'entreprise continue à germer et à mûrir, certains souvenirs insignifiants demeuraient vifs et précis en sa mémoire, avec leur décor circonstanciel, alors que d'autres, liés à des événements capitaux, glissaient à une poussière incertaine, comme le sable des grèves du Léthé.

Or, un matin qu'il était particulièrement enflammé pour le plan contre-offensif de ses grandes batailles, et s'efforçant au maximum de sincérité (ce qui n'est pas toujours commode, vu la perpétuelle sollicitation à embellir, greffée sur notre orgueil et outrecuidance) il éprouva comme un éblouissement passager. Les mots se fendirent en deux morceaux

chacun, laissant voir un vide rouge et jaune, qui tournait comme une toupie d'enfant. C'était la seconde fois qu'il ressentait une pareille transe, la première l'ayant saisi à la Porte Colline, la nuit précédant son entrée à Rome. Les esprits revenus, il planta là son discours tactique et courut, d'un trait, à la conclusion de son vingt et unième et avant-dernier chapitre, auquel il tenait entre tous, à cause de sa finale : « Heureux, et tout-puissant jusqu'au bout, comme les Chaldéens me l'avaient promis, il ne me manque plus que de faire à Jupiter la dédicace du nouveau Capitole. » Puis, laissant son travail, il se jeta sur un lit bas, propice à la méditation, et y demeura un bon moment.

Après la sieste, aussitôt que la lumière, moins farouche, commençait à alterner et orner d'ombres suaves les flancs des collines et des monts harmonieux, il partait pour la pêche, qu'il pratiquait avec ferveur, à la mer, ou dans les cours d'eau ordinairement poissonneux. Fort habile en cet art délicat (et qui prend l'imagination à la façon de la loterie, tiraillant comme elle, sur le hasard) il prétendait que certains, nés sous le signe naviculaire de Poissons, sont naturellement appeleurs et appâteurs de ces humides et squameux petits personnages ; alors que les autres ne prennent rien et rentrent bredouilles. Il se disait né sous le bon signe. Le fait est qu'il lui arrivait, après une courte attente, au fleuve et torrent, comme à la vague marine, ou à l'étang, de tirer de l'eau une pièce magnifique : truite, brochet, tanche ou barbeau, ou rouget de roche, puis deux, puis trois, toute une famille, qui scintillait au bout de la gaule, ou dans la nasse. Car jamais il ne se servait de harpon, de crainte de gâcher les œufs et poutargues, ni de madragues, qu'il trouvait long et fastidieux de relever.

Le lendemain du jour que nous venons de dire, alors que, sur la rive d'un cours d'eau surnommé Cirrhus (en raison de la rousseur de son limon), il tentait la fortune ichtygène, invoquant la glissante déesse des carpes et brochets, il eut une vision semblable à un mirage : c'était l'heure du crépuscule, cependant que se réveillent et courent, fustigeant le miroir trouble du Cirrhus, une multitude d'insectes dits éphémères, pour ce que leur existence ici-bas est fort abrégée, comme la nôtre... Il sembla à Sylla qu'il revoyait la charge de ses soldats, foulant en Grèce ceux de Mithridate, et la poussée irrésistible de ses légions. C'est en cet instant qu'il

perdit connaissance et, lâchant sa gaule, se laissa glisser sur l'arène, non de face, mais de côté. Des serviteurs accourus à sa recherche, vers le soir, avec des flambeaux, le découvrirent en cette position et le ramenèrent au logis, où il reprit connaissance rapidement, mais non l'usage de la parole.

La nuit et la journée suivante, puis la seconde nuit, furent tranquilles. Au troisième matin, toujours muet et le regard clair, il indiqua, par gestes, à Torquatus, qu'il désirait connaître le contenu d'un pli, que le doyen des vétérans de la colonie militaire de Pouzzoles venait d'apporter. Il y était dit que le maire Granius s'était attribué l'impôt fourni par sa ville, pour la reconstruction du temple de Jupiter, croyant que le chef était devenu inconscient et gâteux. D'une main ferme, Lucius Cornelius écrivit sur une tablette : « Qu'on m'amène Granius ! » Quand le misérable fut en sa présence, entre trois Cornéliens éprouvés, Sylla traça de nouveau quelques lignes sans trembler en style de sentence, dans la formule irréprochable qu'il employait au temple des Dioscures et où Granius, maire de Dicéarchie, magistrat prévaricateur et félin, était condamné à mort immédiate. Puis, d'un suprême effort, se dressant sur sa couche inondée de sueur, et montrant sa ceinture proconsulaire, marquée de la louve, au pied du lit, il ordonna, par geste, que le coupable fût étranglé. Comme les exécuteurs voulaient opérer dehors, dans la crainte que la pièce ne fût souillée par le supplice, il les retint du feu de son regard et exigea que justice fût faite céans. Passant donc le licol glorieux autour du chef de Granius, qui se débattait et criait comme un veau, au risque d'ameuter la maison, ils serrèrent avec tant de force que la face en devint noire et vultuée, tandis que la vile carcasse s'écroulait.

Tel fut le dernier acte de Lucius Cornelius Sylla, le plus grand, le plus sage et le meilleur des Romains, en qui apparut, comme en nul autre, cet art de développer tous les possibles politiques, avec majesté, dans tous les sens, et de les rendre favorables à la cité. Il ne rendit le dernier soupir que vers le soir, en présence de sa femme Valeria, de sa fille Fausta, de sa garde numide, et d'une délégation de ses vétérans. La lecture de son testament eut lieu, dans l'atrium de la ville, selon l'usage, devant le corps exposé sur le lit de parade, et rigide comme une de ses lois.

Aucune des fables repoussantes, imaginées par les histo-

riens et annalistes démocrates, pour salir les derniers moments du héros, ne doit être rapportée ici. Ce sont de tels commentateurs et menteurs, qui sont des poux, nichant dans toute gloire leurs œufs horribles. A la nouvelle du trépas, au contraire, le deuil de l'Italie, unifiée par Sylla, fut immense et général, chez les grands qu'il avait sacrés, comme chez les petits qu'il avait exhaussés, comme chez ses amis qu'il avait comblés. Une piteuse intrigue de Lepidus, aussitôt contrebattue par Pompée, le déshérité — qui agit, en la circonstance, généreusement — n'aboutit qu'à former l'unanimité du Sénat, quant au décret d'obsèques nationales, et telles qu'on n'en eût jamais vues. Il fut décidé et réglé que le corps sacré du dictateur serait amené de Cumes à Rome, suivi de tous les vétérans qui voudraient accomplir le trajet, et inhumé au Champ de Mars. A mesure que le cortège avançait, de province en province, de ville en ville, de bourgade en bourgade, les Cornéliens rejoignaient, par groupes de cent, de mille, de cinq mille, si bien qu'il défila finalement une armée de plus de cent mille hommes, au pas funéraire, précédée et truffée de musique et d'orphéon, de trompettes et tubicines sonnant, à intervalles espacés, le glas funèbre. Lorsqu'on arriva dans la région pastorale, où le maître avait légiféré quant aux troupeaux et aux droits, si importants, de parc, de pâturage et de circulation, de nombreux bergers se mêlèrent à la théorie immense, accompagnés de leurs moutons et de leurs chiens, comme si les campagnes elles-mêmes prenaient l'exode, ou transhumaient. Chacun put remarquer qu'en dépit de la saison, le temps demeurait uniformément beau et sec, et que les migrations habituelles des oiseaux ne traversaient pas les lignes des suiveurs, comme si le deuil eût tracé aussi un fleuve dans le ciel.

A dix milles en avant de Rome apparut une litière dorée, entourée des insignes de la dictature et de deux cent dix corbeilles d'aromates à froid et à chaud ; plus deux mille et cent couronnes d'or, présents des dames de la capitale, de celles des villes provinciales et des comités de femmes de légionnaires.

Le transfert du corps eut lieu vite et bien. Aux portes mêmes de la Ville auguste, attendaient les magistrats de tous ordres, les parlementaires, les vestales, les prêtres, revêtus des insignes de leur sacerdoce, les principaux lieutenants du maître et même quelques délégations de chevaliers. On mit le feu à une statue gigantesque et embaumée de

Sylla, formée d'encens, de myrrhe et de cinname, qui projetèrent partout, sur des flots de fumées de couleur, une odeur exquise. Le prince du Sénat prononça l'éloge, au milieu des lamentations qui en ponctuaient les finales bien cadencées. Il y était dit que, contrairement aux usages de la *gens* Cornelia, où l'inhumation était un honneur, les restes du dictateur seraient brûlés. Il ne s'agissait pas en effet que, la fortune politique tournant, ils subissent jamais le sort de ceux de l'infect Marius. Ainsi, jusqu'au terme de ses os et tendons, l'Épaphrodite demeurait prévoyant.

Ce discours achevé, trente sénateurs, tirés au sort, prirent la litière sur leurs épaules et la portèrent avec son contenu au bûcher du Champ de Mars, où ils la déposèrent. Dès la première étincelle, le vent s'éleva, soufflant, et bouffant, et activant la flamme, dont crépitements et éclat étaient couverts par les sanglots des matrones. Réunis en cercle autour du feu, tous les lieutenants, au signal de Murena et de Lucullus, premiers en dignité, levèrent le glaive, en signe de fidélité ultime, et l'on assure que cinq ou six le brisèrent, comme ne reconnaissant plus d'autre capitaine. Jusqu'à ce que la litière brillante et le corps fussent consommés, il ne tomba pas une goutte de pluie, bien que le ciel fût nébuleux. Mais quand la caléfaction fut achevée, un torrent se déchaîna du haut du ciel, noyant presque les milliers de spectateurs, dont aucun ne donna de signe d'impatience.

Les philosophes ont disputé longtemps et disputeront longtemps encore pour décider si le constant bonheur du favori des dieux fut mérité ou non, en ses moindres replis.

Nous pensons qu'il le fut en effet, puisqu'il empêcha la ruine de l'État et donna à la civilisation des règles politiques et législatives où gît, en grande partie, le secret de la durée. Ce qui est certain, c'est que Postuma, seconde fille du héros, que Valeria mit au monde six mois environ après la mort de son mari, vécut jusque dans un âge très avancé, au milieu d'une félicité sans nuage et qui ne se démentit jamais : soit qu'un certain équilibre, hérité de son glorieux père, la tînt en dehors des secousses habituelles aux humains, soit qu'elle eût reçu, elle aussi, le sourire initial d'Aphrodite, qu'aucun présent de naissance ne saurait remplacer.

LÉON DAUDET.

FIN

Une étape au pays de Ronsard

I

S'IL est vrai, ainsi qu'Ampère le déclare à propos de Dante, qu'un voyage est encore « la meilleure explication d'un poète », c'est, à côté d'une explication bien délicieuse, un voyage très éloquent que celui qu'un promeneur, féru de Ronsard, peut poursuivre au pays vendômois, entre Montoire et Pont-de-Braye, au long des rives verdoyantes et boisées du Loir :

Et toi, Braye, qui roules
En tes eaux fortement,
Et toi, mon Loir, qui coules
Un peu plus lentement...

Depuis Vendôme, où non loin du vieux collège du duc César, l'on voit au musée le buste lauré du poète, jusqu'à ce château de la Poissonnière auprès de Couture, dans la basse varenne de cette province, où naquit l'auteur des *Odes*, le Loir ne cesse d'être le compagnon amical, le guide sinueux et folâtre qui conduit, en jasant, vers tous les logis de l'amoureux maître.

Voys-tu le petit Loir, comme il haste le pas,

disait déjà, en son temps, dans l'un de ses sonnets à Mme de

Grammont, Étienne de La Boétie. Et ce petit Loir, un peu pressé, mais dont les flots parmi les joncs et les iris s'en vont d'un cours allègre, et comme Ronsard eût dit, à *tirelire*, à l'alouette, entre les bois et les vignobles, il présente toujours cette allure de damoiseau qu'il avait du temps où Perrot (c'est-à-dire Ronsard) venait s'y mirer avec Cassandre ou bien y pêcher avec Thoinet (c'est-à-dire Baïf). Ces pêcheries, le poète nous le confie au livre second des *Amours*, n'allaient pas toujours sans péril. Un filet mal tendu, une ligne mal assujettie, un remous d'eau un peu plus fort, et c'était l'embarcation, supportant l'aède français, qui chavirait proprement entre deux rives, exposant le pêcheur à un bain forcé :

Mais respons, meschant Loir : me rends-tu ce loïer
Pour avoir tant chanté ta gloire et ta louange?
As-tu osé, barbare, au milieu de la fange
Renversant mon bateau, sous tes flots m'envoïer?

Le fait est que c'était là, de la part du « meschant Loir », insigne ingratitude, et que c'était bien durement punir Ronsard d'avoir voulu amener, au bout de sa ligne, quelqu'un de ces gardons ou brêmes, enfin de ces poissons qu'on peut voir, aujourd'hui encore, au château de la Poissonnière, se mêler à la ronce dans le blason de ses aïeux !

Par M. Henri Longnon, qui a dépouillé tous ces vieux actes et pieusement restitué le passé des ancêtres de Pierre, nous apprenons que les Ronsard, pour dix arpents de prés qu'ils possédaient sur la rive gauche du Loir, devaient l'hommage au regard de la châtellenie de Lavardin ; au regard de celle de Montoire pour les prés situés entre le Loir et la Braye ; de même, pour le moulin Ronsard, près de Couture, à la même châtellenie de Lavardin. Si bien que, de ce dernier pays à Montoire, et de Montoire — où Ronsard posséda le prieuré de Saint-Gilles en partie visible encore — par les « prés mouillés... dans le brouillard qui monte et s'étale entre les grisards et les aulnes » (1), tantôt à l'ombre bruissante des peupliers, d'autres fois entre les vignes « tortisses » et devant les logis creusés des troglodytes, nous suivons la rive propice aux rêveries et aux détours,

(1) *Pierre de Ronsard*, essai de biographie, par Henri LONGNON, Bibliothèque littéraire du seizième siècle, librairie H. Champion.

la *parlante rive*, comme disait celui qui parla si bien et si doucement aux cœurs bien nés et aux âmes tendres.

De la sorte, l'explication du poète, telle qu'Ampère l'entendait pour Dante en vue de l'Arno, se dégage, pour Ronsard, de ce terroir si frais et si souriant. Le paysage des *Sonnets*, des *Élégies*, des *Stances*, voire de la chanson, si fluide et mutine :

Ah! belle Eau-Vive, ah! fille d'un rocher...

s'offre ici, partout, avec cette même mesure, cette cadence sourde et bien conduite, enfin cet air galant et rustique à la fois dont retentissent tant de beaux vers. En vérité, le pays aimable, aux mille nuances, que nous entrevoyions à travers les aveux et les confidences du rimeur et de l'amant, il est toujours ici le même qu'en ce temps où vivaient Hélène, Cassandre ou cette Marie aux cheveux couleur de châtaigne, vêtue « en simple vertugade » et qui était l'honneur de Bourgueil.

Les « prés mouillés », « l'herbelette perleuse », tout trempés de la rosée du matin, nous les retrouverons tout à l'heure ; le moulin Ronsard, qu'une laiterie occupe désormais, nous en entendrons le tictac, plus tard, auprès de Couture, non loin de Poncé ; l'îlot boisé, « l'isle verte », sise au confluent de la Braye et du Loir, où « Perrot » voulait que fût placé son « sépulchre », nous le découvrirons ; mais, témoins autrement émouvants bien que réduits, mutilés, atteints par le fer et par le feu, que nous verrons encore, ce sont, dans l'ancienne « baillie » des Ronsard, ces bois de Gâtine, ces vestiges de l'ancienne et natale forêt, à l'ombre de laquelle le poète — tant de fois — se plut à errer. Car c'est un fait qui subsiste à travers les âges, et Claude Binet, son biographe, nous a, dès ce temps-là déjà, montré Ronsard « recherchant ores la solitude de la forêt de Gastine, ores les rives du Loir, et la belle fontaine Bellerie, ou celle d'Hélène... ».

II

Suivant Prosper Blanchemain, qui fut au dix-neuvième siècle, avec Sainte-Beuve, l'un des premiers à rendre un pieux tribut à la mémoire du poète, cette fontaine d'Hélène, « ainsi nommée en l'honneur d'Hélène de Surgères, doit

être la fontaine de Saint-Germain qui coule près d'une chapelle dédiée à ce saint », et dont le cours descend « vers le prieuré de Croix-Val, et, de là, vers Ternay en Vendômois ».

A vrai dire, quand nous quittâmes Troo, pays de tombelles, de *puits parlants* et de logis aériens bâtis dans le rocher pour, de là, nous rendre au bourg de Ternay, nous ne rencontrâmes pas cette fontaine Saint-Germain. Seul, le moulin de la Ronce, au nom parent de celui de notre poète, accueillit notre présence ; et nous vîmes que c'est aussi une nymphe des eaux bien jolie que cette Cendrine, petit affluent du Loir, dont la voix d'argent, murmurante et déliée, à défaut de celle de la fontaine d'Hélène, nous guida dans notre pèlerinage.

Au dos des monts les grand's forests verdoyent
Et à leurs pieds les belles eaux ondoyent.

a dit, dans son *Hymne de France*, celui qui — dans cet hymne — assembla si bien de la France les beautés. Et dans le frais matin, tout le long des prairies sentant bon la menthe et le thym, dans un cadre de *Bergeries* à rappeler souvent Racan plus que Ronsard, ce sont elles, les eaux de la Cendrine, dont la fantaisie et les détours nous amenèrent peu à peu à toutes les étapes de ce chemin de la poésie.

Ternay n'est qu'un gros village, enclos de pâtures et formé de métairies ; mais ce village même a ses souvenirs. Toujours par le sagace Henri Longnon, nous apprenons que Jeanne de Ronsard, tante du poète, habita sur ces terres ; et que, dans ces mêmes pacages, autour de Ternay et le long de la Cendrine, Pierre se promena souvent, rêvant et discourant, avec Claude de Lignery, son dévoué, son fidèle, de même avec Antoine Chasteignier, brave des braves, qui trouva la mort devant Thérouanne en 1553 et que notre « Perrot » pleura dans une élégie. C'est à Ternay enfin, ne l'oublions pas, qu'à l'automne de 1585, « comme ses forces diminuaient », il envoya de Croix-Val quérir le curé « pour déposer le secret de sa volonté ».

Ainsi ce chemin ombragé, gracieux par l'imprévu de ses détours, que nous allons parcourir jusqu'à la demeure des champs du poète, ce chemin bordé de haies vives, cette campagne que tant de petits rus fertilisent, bien avant nous, il y a plus de trois cents ans, le brave homme de curé de Ternay pour aller voir Ronsard le suivit le bâton à la main,

parmi les feuilles mortes. De Ternay à Croix-Val, tandis que nous allons, « remaschant » ces souvenirs comme eût dit Montaigne, et nous rappelant avec quel courage, aussitôt que le curé fut là, tenant à ouïr la messe, Pierre se fit habiller, et « reçut à genoux la communion, » (faisant pour ainsi dire la répétition de tout ce qui allait se passer un peu plus tard, le 27 décembre, dans sa maison de Saint-Cosme), nous allons suivant toujours la Cendrine ; seulement, tandis que nous marchons à découvert, la rusée rivière s'en va en se glissant sous les saules, au bas des prairies que bordent les prèles frissonnantes ; de sorte que, si nous l'entendons encore, nous ne faisons plus que la deviner, çà et là, à son trait d'argent.

Bientôt, au-dessus du bouquet des arbres, au delà d'un rideau de peupliers, Croix-Val se montra à nous. De l'antique demeure de Ronsard, il subsiste encore des murs vénérables, un toit joliment coiffé d'ardoises, et, de loin, l'on devine, alentour de ce dernier, des vestiges de gargouilles et d'ornements. Au carrefour, en venant de Ternay, un poteau vicinal, avec l'indication marquée de flèches : *Rocantuf*, 1 km ; *Le Pont-du-Biquet*, 2 km.

C'est par ce chemin aux noms agrestes, et suivant à droite un petit coude, au gai tic tac d'un moulin, que nous atteignons aux vieux bâtiments transformés en ferme. Un hangar, une meule, des poules qui picorent, un jardin rustique planté d'œillets et de pieds-d'alouette, « sentant le sauvage », comme disait le poète, enfin une rose encore bien belle et dans laquelle j'imagine que subsiste un peu de l'âme de celui qui aima tant les roses, voilà qui est bien digne du grand souvenir que nous cherchons !

Ronsard — selon Binet — « prenait plaisir à jardiner », tant en son logis de Saint-Cosme, auprès de Tours, où le vint voir le duc d'Anjou, qu'à cette maison de Croix-Val. C'est encore à Croix-Val, durant qu'il soignait « ses vilaines gouttes », qu'il aimait de préférence à se retirer. Colletet nous dit que, plutôt que d'aller à la cour mendier de « mondaines faveurs », le poète préférait de beaucoup, en garçon forestier qu'il était demeuré par-dessus tout, vivre retiré en cette demeure. C'est à Croix-Val en effet que « Perrot » passa les instants les plus heureux de son vieil âge, et c'est aussi, sous le toit aux hirondelles, lui qui avait peur « de s'en aller avec les feuilles », qu'il écrivit à son

cher ami Jean Galland quelques-uns de ces billets d'une si affectueuse bonté, d'une si douce mélancolie, dont Colletet a parlé.

Par un bel escalier de bois, à rampe sculptée, nous accédons au premier étage transformé en grenier à foin. De belles portes, au dessin élégant, se voient encore, et des poutres, et des croisées ! Quelques minutes, nous demeurons là, à regarder, par la fenêtre à laquelle Ronsard se pencha sans doute, ce qui subsiste de l'enclos de l'ancien prieuré, la prairie grasse, et ce chemin en lacet qui grimpe vers Pont-du-Biquet et Rocantuf. Puis, après une visite au cellier voûté, qui fut, dit-on, la chapelle ; enfin, un arrêt, dans l'enclos, devant l'endroit où la fermière nous dit que fut le puits de Ronsard, au murmure *jazard* du ruisseau qu'une tenace surdité ne devait sans doute pas permettre au poète d'entendre, nous reprenons le chemin montueux.

Un instant encore, avant de nous éloigner, nous nous retournons et, de nouveau, voyons Croix-Val. Ah ! comme M. de Nolhac a raison, qui nous dit de Ronsard que, de même que Racine, il est « un de ces dieux domestiques dont le culte n'est célébré pleinement qu'au foyer de la nation » ! Cela est si vrai, que c'est ici, devant Croix-Val, sous le couvert des clématites, des roses grimpantes et du lierre, que je voudrais voir placé le buste lauré du poète, ce buste de Vendôme dans lequel il est représenté si fin et si souriant. Car, n'est-ce pas, c'est bien de cette sorte qu'il devait se montrer à ses amis, vêtu de drap couleur de feuilles, en petite collerette, bottes de chasse, et tel sans doute qu'il s'en allait en sa forêt de Gâtine, suivi de ces magnifiques chiens que « le feu roy Charles lui avait donnez », et dont la petite meute, en jappant et sautant partout, devait devant lui faire déloger le lièvre du gîte et s'envoler la perdrix du sillon !

III

Couché sous tes ombrages verts,
Gastine je te chante
Autant que les Grecs, par leurs vers,
La forest d'Erymanthe...

Ce nom chantant, doux et caressant de Gâtine, ce nom aux syllabes musicales et comme feuillues, c'est lui, dès

lors, qui nous précède à tous les arrêts de notre voyage. Enfin, peu après Montrouveau, le primitif village où seule, à défaut d'hôtellerie, une auberge de campagne accueille devant son âtre le passant qui chemine, paraissent les premières frondaisons, les premiers taillis s'élèvent dans le paysage. « Gastine sainte », disait le poète,

Mère des demi-dieux,

ou bien :

Gastine, Loir, et vous mes tristes vers...

Nous savons bien qu'ici son souvenir est partout. *Voicy le bois...*, disait-il encore, *voicy les fleurs* où s'était posé le pied léger de Cassandre. *O terre fortunée!* ajoutait-il si c'était l'été ; *Gastine au chef jaunissant,* si c'était à l'automne ! Et toujours, c'était vers elle, la mère nourricière, la forêt d'enfance, vers laquelle revenaient sa pensée et son cœur ! Il n'avait « pas douze ans », écrit-il, qu'

au profond des vallées,
Dans les hautes forests des hommes reculées,

il s'en allait déjà composer des vers.

C'est qu'aussi bien cette Gâtine millénaire, cette antique aïeule, elle était au berceau de sa race. De même que le père de La Fontaine avait charge de maître des eaux et forêts de Château-Thierry, ainsi les aïeux de Ronsard étaient dits *sergents fieffés* de la forêt de Gâtine. « La sergenterie de la forêt de Gâtine, écrit Henri Longnon, se transmettait comme un fief ordinaire de père en fils. » Les fonctions de *sergent fieffé* peuvent être de cette sorte assimilées à celles de garde-chasse ou garde forestier. Ce ne devait pas, dans cet état, être une chose ordinaire que de voir ces Ronsard, lesquels avaient fait aveu et soumission de cette prérogative aux comtes de Vendôme, revêtir leurs habits de chasse, quitter leur demeure de la Poissonnière et s'en aller un peu inspecter leur « baillie », terres boisées et autres lieux sylvestres soumis à leur surveillance.

Plus d'une fois sans doute, Louis de Ronsard, le père du poète, s'en fut de cette façon chasser « au lièvre, au tesson, à la fouyne, au coupil, au chat sauvaige » au milieu des bois ; plus d'une fois aussi, il dut se lancer à la poursuite des maraudeurs qui taillaient les arbres ou enlevaient le bois mort

appartenant à M. de Vendôme. Et tandis que le père, occupé de ces fonctions, se prodiguait de tous côtés, pourchassant les gens et les animaux, lui, le garçonnet, s'arrêtait soudain et tendait l'oreille. « *Écho me réponduit*, dit-il,

et les simples dryades,
Faunes, satyres, pans, napées, oréades,
Egipans qui portaient des cornes sur le front
Et qui, ballant, sautaient comme les chèvres font.

Qui sait si ce n'est pas, en rêvant ainsi dès ses plus jeunes ans, sous les ombrages de Gâtine, que Ronsard trouva pour la première fois cette fraîcheur, rencontra ainsi cette grâce allègre, ce tour aisé et naturel qui donnent tant de prix à ses beaux vers. Ce qui est certain, c'est que jamais, en aucun cas, sa forêt d'enfance ne quitta sa pensée. D'abord, c'est sur les traces de son ancêtre André Ronsard et de tous ses aïeux qu'il y pénétra. Ensuite, ce fut avec ces amis les plus chers que lui avaient valu son affection et ses talents. Quand, avec *Thoinet* (Baïf), *Perrot* (Ronsard) quitta la Poissonnière et partit de Couture pour aller à Saint-Côme, en compagnie de Marie et de Francine qui devaient les rejoindre, faire la « nopce gentille », le fils des sergents *fieffés* l'écrivit bien joliment :

Nous partismes tous deux du hameau de Coutures,
Nous passâmes Gastine et ses hautes verdures...

Hélas ! cette Gâtine qu'il chanta d'un tel cœur, qu'il vanta dans ses poèmes et dont — tant de fois — il composa la louange, un jour vint où il dut en pleurer le massacre. Non seulement dans *la Dryade violée*, cette satire où, dit Blanchemain, « il reproche au roi d'avoir fait vendre les chênes séculaires » de sa vieille aïeule, mais encore dans les vers fameux adressés *Aux Bûcherons*, il s'éleva contre cette atteinte portée à sa sylve vendômoise.

Escoute, bûcheron, arreste un peu le bras...

Ces vers, de même que ceux de *Philémon et Baucis* de La Fontaine, également bruissants de tous les bois et de tous les feuillages, sont bien trop connus, et ils sont trop dans toutes les mémoires, pour que nous les redisions ici. Mais ce que nous répétons, après M. André Hallays qui s'aventura

avant nous dans cette région et vit ce spectacle, c'est que les barbares ne se sont point arrêtés ; ils ont continué d'abattre les « testes sacrées » des chênes et de faire couler le sang des Nymphes.

La première chose, en effet, qui surprend le promeneur affligé, en venant de Montrouveau, c'est, dès l'orée du bois, la légère fumée bleue d'une chaumine où les bûcherons « cuisent » leur charbon. Et partout, aux alentours, de la *Châtaigneraie* aux *Renardières*, et du lieu dit *le Plessis* jusqu'au *Chêne-aux-bourreaux*, ce ne sont, aussi loin que porte la vue dans les allées droites, que fagots liés, troncs abattus, branches et futaies coupées d'un quartier à l'autre ! De cette merveille boisée que fut Gâtine, de ce temple dodonéen,

Forest, haute maison des oiseaux bocagers,

ne subsistent plus que des boqueteaux sans profondeur, des buissons sans cimes fières et des taillis nains. Le bûcheron n'a pas écouté la voix du poète. Il n'a pas arrêté le bras. Depuis trois cents ans, il se fait ici un grand massacre d'arbres. Si bien que, de cette vaste et riche Gâtine, que Ronsard comparait, par sa profondeur, aux forêts Amyclées, à la forêt d'Erymanthe, il ne subsiste qu'une contrée de châtaigniers, de genêts et de petits chênes, une sorte de haute lande coupée d'étangs. Seul, le charme qui demeure, celui que le moindre tronc, le moindre branchage, la plus humble mousse rappellent, c'est celui d'un nom que le temps n'efface pas, dont le prestige nous amena ici, ce nom de Ronsard qui tient par sa sève, comme celui de Racine, à la vie sourde et secrète, aux profondeurs de notre patrie.

EDMOND PILON.

La Science et les origines de l'Intelligence

Considérés par une intelligence méthodique à peine appesantie, les phénomènes mêlés, les illusions sensibles, les péripéties de l'expérience, s'évanouissent ou se divisent. Si leur structure les y prédestine, ils empruntent au vocabulaire dont la logique les espérait un nom abstrait et une image rigoureuse. Puis, balayés de la voie les débris de ce qu'ils furent, la pensée poursuit selon sa nature la recherche de sa vérité.

Cette pensée dirigée, ce pouvoir de réduction qui oriente vers l'évidence *unique* l'innombrable obscurité des faits se révèle bien à l'examen comme un torrent continu, mais, paradoxe singulier, un torrent d'éléments discrets, une *pluralité.* Qu'est-elle donc cette intelligence et d'où vient-elle? Énigme excitante dont mille motifs spécieux accroissent la séduction. Appât bien fait pour le philosophe ; pourquoi faut-il qu'une pente naturelle y incline aussi le savant? Il a beau reconnaître que la science est fondée sur l'expérience, qu'elle ne suppute que le mesurable, que ses inductions ne sauraient l'entraîner logiquement au delà, le moyen de résister si s'en mêle la passion aveugle de la connaissance? Ainsi, mal armé pour une telle exploration, le savant ose-t-il s'engager dans le chemin que la sagesse de nos pères avait réservé à la métaphysique.

Semblable à l'œil qui voit les objets et ne se voit pas lui-même, la science a commis la grande erreur de se méconnaître et, se méconnaissant, de ne se point limiter. En face du problème de l'intelligence étourdiment entrepris, que devait-elle faire? tout au plus instituer une série d'expériences fondées sur des théories purement expérimentales et essayer de cette manière d'établir les phénomènes psychiques et leurs lois ; rien ne l'autorise à pousser au delà ; rien ne lui permet de dire *a priori* si l'ensemble de ces phénomènes est déterminé ou non par une substance immatérielle inaccessible au scalpel. Au bout de la chaîne des expériences, devant le résidu insoluble à ses moyens, fatalement réduit dans le cas le plus favorable à l'un des trois éléments impénétrables : la vie, la matière, la pensée, toute tentative abandonnée, toute méthode épuisée, il ne reste plus à la science qu'à céder la place à la psychologie rationnelle en lui livrant les résultats acquis pour qu'en soit faite la synthèse suivant ses modes particuliers.

Si elle s'y refuse, si elle persiste, si, au lieu du doute créateur, elle choisit l'un des termes de l'alternative, elle opte pour une hypothèse qui n'est point de sa nature et ne relève que de la raison ; elle s'alourdit ; elle s'interdit une zone ; elle prend délibérément une voie par une décision prématurée qui est le contraire même de la liberté puisque c'est un choix dans la nuit. Elle n'est plus une science mais une doctrine. Elle n'impose plus l'adhésion.



Le danger pour l'esprit est que cette transformation de la science, cette annexion de principes directeurs invérifiables, antérieurs à toute expérience, risque de n'être pas immédiatement saisie. C'est que ces principes font figure d'axiomes et rien n'est plus malaisé à débusquer que de tels axiomes ; car ils semblent de logique expérimentale, c'est-à-dire irréprochablement placés à la base même de la science qu'ils concernent.

Dans le cas particulier qui nous occupe, celui des travaux scientifiques relatifs à l'origine de l'intelligence, le maquillage inconscient des sciences naturelles nous offre un remarquable exemple de telles transformations.

Il est d'immédiate expérience que des concordances s'éta-

blissent entre le physique et le psychique, entre le cerveau et les manifestations intellectuelles, entre la physiologie et la psychologie. Deux doctrines peuvent d'évidence être *a priori* adoptées vis-à-vis des psychismes. La première consiste à considérer tous les phénomènes comme des représentations de la conscience, celle-ci étant la seule réalité : c'est la métaphysique idéaliste. La seconde prétend au contraire que la matière seule existe, la conscience n'étant qu'une illusion ou une sorte de sublimation particulière de la matière : c'est la métaphysique matérialiste. Sous le nom de matérialisme, celle-ci a tenté de se présenter comme la science pure et exacte. Il importe donc tout spécialement de remarquer et de lui opposer qu'elle se donne des axiomes, des principes de recherche et d'action et conclut avant toutes recherches ; excluant, d'ailleurs, tout ce qui n'est pas elle, il est bien évident que ces recherches ne pourront la conduire à rien d'autre qu'à ses propres conclusions anticipées. Comment une telle métaphysique a-t-elle pu faire illusion alors que l'idéalisme n'a trompé personne? C'est que celui-ci demeurant dans le pur domaine des idées apparaissait, sans doute possible, une philosophie. S'il s'était dit science, il lui aurait immanquablement été imposé de faire la preuve. Tandis que le matérialisme a revêtu l'appareil de tous les phénomènes les plus évidemment scientifiques ; il se présente sous les espèces de lois, presque de théorèmes. Enfin il constitue certainement un corps complet d'expériences et, à ce titre, fait figure de science ; mais d'une science incomplète qui néglige toute une série de phénomènes : les états de conscience, et toute une série de méthodes : les méthodes d'introspection. Elle les néglige et même les condamne ; c'est là qu'est son anticipation, son erreur et sa propre perte.

Nous nous contentons de signaler ces points. Il n'est guère utile de raconter l'histoire du matérialisme depuis le vieux Démocrite jusqu'à Haeckel. L'intelligence y est toujours demeurée matière. Pour Karl Vogt, « la pensée est au cerveau ce que la bile est au foie et l'urine aux reins ». Pour Büchner elle est une « phosphorescence du cerveau » ; pour Czolbe une vibration d'atomes... Idoles de moins en moins grossières, mais idoles ; la pensée n'est pas une sécrétion, une luminosité : elle ne se connaît pas dans le monde matériel de correspondant pondérable ; elle n'est pas un mouvement : qu'est un mouvement? Une abstraction qui

ne saurait ramener la pensée à la matière et qui n'explique rien. Ces arguments de fait, bien que convaincants, nous plaisent moins cependant que le seul argument de méthodologie qui domine ce débat : le matérialisme se veut une science et part de principes qui présupposent les résultats de cette science à peine fondée : grave erreur de méthode, vice d'esprit. Il apparaît bien que si la science veut entreprendre l'étude de l'intelligence, elle ne connaîtra pas le succès en procédant d'une telle illusion.

*
* *

Pourtant, épanouie ou secrète, cette fiction originelle vicie la plupart des recherches et les stérilise ; un seul expérimentateur peut-être a su garder la sérénité et se défendre des systèmes téméraires : Henri Fabre de Sérignan. On ne s'étonnera pas que nous nommions à cette place l'Homère des insectes. L'observation scientifique allant du simple au complexe, du protozoaire au scarabée, du scarabée à l'homme, il peut nous révéler des parentés psychiques et nous renseigner sur ce qui distingue ou rapproche l'intelligence et l'instinct. D'ailleurs, la pensée humaine, pour la partie qui, en elle, se traduit par le savoir-faire et le besoin inné d'action, n'est-elle pas une activité instinctive?...

Beaucoup de savants s'en sont rendu compte plus ou moins obscurément et se sont appliqués de bonne heure à ces problèmes comparatifs. Non sans les lier déplorablement à celui de l'existence de l'âme. Le verbalisme, la hâte et la crainte devant les créatures de l'esprit déterminent toutes les confusions. Que Descartes eût distingué l'âme-substance de l'âme ensemble de phénomènes accessibles à l'expérience et il n'eût pas conclu à l'animal-machine peut-être. Nous disons « peut-être », car Descartes ne fut que géomètre et physicien ; des trois termes irréductibles dont nous parlions plus haut il méconnaissait l'un : la vie. Il n'admettait que la matière et la pensée. Ainsi s'amorçait le dilemme : donner la pensée à l'animal ou en faire un mécanisme. Cela avant toute expérience, par une erreur sur le rang et le rôle de la métaphysique imprudemment estimés.

A ce dilemme il n'y avait, au moins en apparence, que deux réponses philosophiquement admissibles, dont l'une déjà faite, celle de Montaigne : l'animal est une âme raison-

nable ; l'autre, celle de Descartes : l'animal est une machine. Le sens commun s'insurge contre les deux. Il prétend qu'il y en doit avoir une autre et que les animaux possèdent non pas une âme raisonnable mais ce quelque chose depuis longtemps nommé *instinct.* Mais Condillac aussitôt surgi déclarera « que l'instinct n'est rien » ou plutôt n'est qu'une habitude. *Tot capita, tot sententia!* Que de gloses possibles et tentantes sur la versatilité de l'esprit et l'incohérence des philosophies ! Quel beau thème pour l'agnostique !

L'agnostique serait téméraire. Nous nous trouvons en effet ici en présence d'un excès des philosophes qui ne condamne en rien la philosophie ; excès symétrique à celui des savants plus haut signalé. Ces savants avaient, d'autorité, supprimé la métaphysique ; ces métaphysiciens, d'autorité, suppriment la science. Tant il apparaît que la vraie difficulté n'est pas de résoudre un problème mais de le poser sagement et surtout de ne pas laisser vagabonder un esprit capable des plus fantasques liaisons.

*
* *

La position de Descartes met en relief immédiatement la question préalable du psychisme animal. Il est facile au savant sinon de la résoudre, du moins d'apprécier la valeur de l'image cartésienne, car Descartes ne s'est pas borné à des indications vagues ; il a minutieusement décrit le système mécanique dont il dote l'animal ; toutes les fonctions neurologiques par exemple constituent, d'après lui, un appareil semblable à la machine hydraulique, les nerfs représentant les conduits, le fluide moteur étant figuré par de certains *esprits* qui viennent « enfler ou roidir les muscles ainsi que l'air qui est dans un ballon le durcit et fait tendre les peaux qui le contiennent ». Cette conception mécaniste se fortifie par d'autres observations fort simples : « Jamais, dit par exemple Descartes, les bêtes ne sauraient user de paroles ni d'autres signes comme nous faisons pour déclarer aux autres nos pensées... et... bien qu'elles fassent plusieurs choses aussi bien et peut-être mieux que nous, elles manquent infailliblement en quelques autres par lesquelles on découvre qu'elles n'agissent pas par connaissance mais seulement par la disposition de leurs organes. » Et il conclut : « Au lieu que la raison est un instrument universel qui peut

servir en toutes sortes de rencontres, les organes des bêtes ont besoin de quelque particulière disposition pour chaque action particulière ».

On a depuis longtemps répondu, et victorieusement semblait-il jusqu'à nos jours, à ces arguments. Mais les mécanistes les ont repris ; il n'est donc pas inutile de rappeler, en le présentant sous un jour nouveau qui le modifie à peine, l'enseignement tiré par la philosophie classique des psychologies scientifique et rationnelle.

En somme la position cartésienne est la suivante : la vraie méthode scientifique doit observer les faits extérieurement tels qu'ils s'offrent à l'observation des sens ; toute interprétation est anthropomorphique, puisqu'elle introduit un psychisme intérieur dont il est scientifiquement impossible de contrôler l'existence.

Une telle argumentation est spécieuse ; l'observation *par le dehors* est une question de définition ; nous pouvons définir *observation par le dehors* telle observation qui présenterait l'homme comme un automate, car la seule chose qui nous garantisse le contraire est notre conscience et celle-ci n'est pas apparente à l'observateur extérieur. Si nous admettons l'existence de la conscience humaine, et il le faut bien sous peine de nous vouer à l'impuissance, nous en devons reconnaître chez les animaux les manifestations extérieures soit anatomiques (existence de centres nerveux) soit pratiques (manifestation des émotions). Et remarquez qu'il n'y a là aucun anthropomorphisme, car nous admettrons avec la même aisance un psychisme rudimentaire chez le protozoaire qui agit sans système nerveux comme il digère sans système digestif. Ce psychisme animal du plus infime au plus développé est analogue au nôtre ; il n'est pas le nôtre, voilà tout.

Quant à l'argument du langage, il ne démontre pas que les animaux n'aient pas de conscience ni même de vie psychique mais que, s'ils ont une vie psychique, celle-ci n'est pas assez développée pour effectuer les opérations de généralisation et d'abstraction qu'implique le langage conceptuel.

Il suffisait de bien peu d'observations pour réfuter Descartes ; la princesse Élisabeth l'avait vu tout de suite et les expérimentateurs ne s'en privèrent pas au siècle suivant. Le plus important de ces contradicteurs fut un véritable pré-

curseur. Qu'on nous laisse dire ici toute l'admiration que nous éprouvons pour ce savant, l'un des plus grands qui aient honoré l'intelligence française : Réaumur. Il est l'ancêtre spirituel d'Henri Fabre. Il introduit pour la première fois dans les sciences naturelles l'observation pure, indépendante de tout système métaphysique préconçu ; ni idéalisme, ni matérialisme, ni vitalisme, ni mécanisme ; après l'observation seulement il ne peut s'empêcher de tirer des conclusions de raison sans s'inquiéter d'ailleurs de généraliser. « Décrivons le plus exactement qu'il nous est possible, dit-il, les productions de la sagesse divine ; c'est la manière de la louer qui nous convient le mieux. » Ses travaux sur les abeilles demeurent un monument admirable et toujours consulté. Il est le grand initiateur de l'observation entomologique.

On voit combien fut importante la mission que se donnèrent Réaumur et ses successeurs. C'est à eux qu'on doit d'avoir peu à peu mis en relief sur le plan scientifique l'ensemble de faits qui démontrent chez les animaux une vie, psychique ou pseudopsychique. C'est eux qui rendirent inévitable la question irritante de l'intelligence animale. Qu'étaient exactement les actes dits psychiques des bêtes? En quoi ressemblaient-ils aux psychismes humains, en quoi en différaient-ils? Qu'était l'intelligence, qu'était l'instinct? En tout cas, comment se caractérisaient d'une manière décisive les manifestations rapportées à ces deux entités mystérieuses dont on ne savait au fond qu'une chose, c'est que, dans l'esprit de la langue, l'une était réservée aux bêtes et l'autre à l'homme? Voyons s'il est, à l'heure actuelle, possible de résoudre, de façon pleinement satisfaisante pour la raison, une telle énigme.

*
* *

Le secret de l'évidence, sinon de la certitude, réside, au moins en partie, dans l'harmonieuse méthode qui lotit les domaines de l'activité spirituelle. Il faut analyser les visages du double problème qui nous est soumis, en limiter les confins avec une parfaite rigueur, livrer à l'expérience ou à la métaphysique seulement ce qui leur ressortit sans qu'une parcelle étrangère les souille et provoque une cristallisation indésirable ; plonger au fond de l'expérience pour ce qui la concerne en épiant tous les courants et le moindre sillage :

un hasard, une bulle, une feuille dérivante peuvent trahir la vérité ; entre deux cellules mentales livrées à une attention sans défaillance, la minutie curieuse va provoquer peut-être l'arc qui nous éblouira ; ainsi servie aux fruits de l'expérience épuisée, il ne restera plus à la raison métaphysique qu'à s'en nourrir et à dresser devant nous l'être intellectuel que nous attendons.

*
* *

La première démarche qui s'impose à l'esprit est donc purement expérimentale. Elle consiste à définir les instincts par leurs manifestations ; on peut espérer que, de cette manière, seront définitivement assurés ou mis en déroute les arguments du sens commun ; si au mot *instinct* répond bien une certaine réalité, il est permis de penser que la parenté psychique de l'animal et de l'homme pourra être désormais infirmée ou confirmée ; si elle est confirmée, rien n'interdit de présumer que l'expérience pourra nous donner un enseignement satisfaisant sur l'origine de l'instinct et par conséquent de l'intelligence. Là sans doute s'arrêtera la voie scientifique ; l'agnostique refusera d'aller outre ; celui qui ne craint pas la souveraine spéculation de la raison métaphysique tentera le périlleux voyage ; il n'est pas dans notre intention, bien que nous soyons fervents d'une si féconde discipline, de pousser aussi loin ; bornons-nous, pour l'instant, afin d'en tirer les conclusions scientifiques qu'elles comportent, à examiner les faits expérimentalement constatés.

Un animal vivant, quel qu'il soit, doit, pour subsister, accomplir un certain ombre d'actes qui apparaissent sans conteste spontanés. Appelons provisoirement *instincts* les principes de ces actes ; étudions-les et comparons-les à l'intelligence ; s'ils en diffèrent essentiellement nous pourrons raisonnablement leur conférer une existence propre du même ordre que l'intelligence bien qu'obéissant à des modes différents.

Quels sont les caractères de l'intelligence? Il semble bien que le plus essentiel soit d'être réfléchi. « Le propre de l'intelligence, écrit Henri Fabre (1), est de réfléchir, d'être consciente, c'est-à-dire de rattacher l'effet à sa cause, à un *pour-*

(1) *Souvenirs entomologiques*, Delagrave, édit.

quoi d'associer un *parce que*, de parer à l'accidentel, à de nouvelles circonstances d'adapter une nouvelle conduite. » Au contraire, l'instinct est incapable de varier son savoir-faire. Les *Souvenirs entomologiques* fourmillent d'exemples concluants. C'est l'abeille maçonne qui ne sait point s'arrêter de construire lorsque son nid est terminé, qui persistera à continuer son ouvrage sur un nid tout prêt qu'on lui aura présenté ; le même insecte s'obstinera à dégorger sa nourriture pour une larve déjà copieusement approvisionnée ; si, saisie avant l'arrivée au nid elle est soulagée de son nectar à chacun de ses voyages, elle n'en repart pas moins légère et, au bout du nombre de voyages normal, murera dans sa cellule une larve sans nourriture. Guidée une première fois par un expérimentateur perfide sur un trajet circulaire, la chenille processionnaire ne cessera jamais plus sa ronde inutile. Sa sœur, la chenille du grand paon dont on entaille le cocon, poursuit paisiblement son travail sans réparer les dégâts. Le pélopée « continue d'emmagasiner des araignées pour un germe qui n'existe plus ; il persévère infatigablement dans des chasses inutiles, comme si l'avenir de la larve en dépendait ; il amasse des vivres qui ne doivent plus rien alimenter ; il fait plus, il pousse l'obstination jusqu'à crépir la place même où était son nid qu'on vient de faire disparaître, donnant ainsi les derniers coups de truelle à un logis imaginaire et mettant les scellés sur le néant ».

« Parce que, dit Henri Fabre, telle chose vient de se faire, telle autre doit inévitablement se faire pour compléter la première ; ce qui est fait est fait et ne se recommence pas... Comparable au cours d'eau qui ne gravit les pentes et ne remonte à sa source, l'insecte ne revient pas sur ses actes qui se succèdent invariablement les uns aux autres et qui sont liés fatalement entre eux dans un ordre nécessaire, de telle sorte que le suivant est le complément obligé de celui qui a immédiatement précédé, ainsi qu'une série d'échos qui s'éveillent l'un l'autre... Il ignore ses merveilleux talents, de même que l'estomac ignore sa chimie savante. Il maçonne, il tisse, il chasse, il poignarde, il paralyse comme il digère, comme il sécrète le venin de son arme, la soie de sa coque, la cire de ses rayons, toujours sans se rendre le moindre compte des moyens et du but. »

Mais cet instinct aveugle atteint à des perfections immédiates auxquelles l'intelligence ne pourrait prétendre sans

apprentissage. On connaît les travaux de l'abeille, de l'araignée, de la fourmi, du castor. Pourtant il semble que rien ne puisse être comparé comme effrayante intuition, comme miraculeuse précision du savoir-faire, aux actes de ces insectes chirurgiens dont l'ermite de Sérignan a fait l'objet de passionnantes études. A leurs larves, qui ont besoin pour vivre de chair vivante et qui mourront sans les avoir connus, le cerceris et la scolie assurent cette chair par l'immobilisation léthargique de la proie. Avec une extraordinaire précision leur aiguillon pique les ganglions moteurs du grillon ou de la cétoine sacrifiés. Le gibier ne vit plus que d'une vie végétative. L'œuf pondu sur lui éclôt. La larve s'éveille ; « avec un art d'exquise délicatesse, rongeant de proche en proche et avec une infaillible méthode les viscères de sa victime, les moins nécessaires d'abord, et n'entamant qu'en dernier lieu les parties nécessaires à la vie... Il arrive parfois que le grillon mordu au vif essaye de réagir mais en ne réussissant qu'à ouvrir et fermer à vide ses tenailles mandibulaires ou à agiter inutilement ses antennes ». Le pampille donne deux coups d'aiguillon aux deux centres nerveux qui commandent les pattes et les crochets de la tarentule, sa dangereuse proie ; l'ammophile, et c'est l'exemple le plus célèbre, donne à la chenille dont sa larve est friande neuf coups de son dard chacun en chacun des neuf anneaux où résident les centres nerveux indépendants ; elle mâchonne sa tête pour achever la paralysie. Le sphex agit avec la même surprenante et naturelle perfection.

Innés et parfaits, ces instincts sont spécifiques et ainsi s'opposent triplement à l'intelligence variable, perfectible, capable des ouvrages les plus divers. Une fourmi combattante mourra si son esclave ne la nourrit, une reine abeille ne sait que pondre et la race des grillons n'a point progressé depuis les nuits lointaines où les ancêtres des nôtres enchantaient Remi Belleau. D'autres caractères encore distinguent les instincts de l'intelligence : c'est le curieux phénomène de leur déchéance. Spaldingen a donné des exemples convaincants. « Le poussin, au sortir de l'œuf, suit indifférement tout objet qui se meut et il s'attache aussi bien à un homme qu'à la poule qui l'a couvé. Mais cet instinct est passager et on le voit disparaître au bout de quelques jours lorsqu'on a eu soin d'isoler dès sa naissance le petit animal. » Un caneton, tenu loin de l'eau aux premiers jours de son

existence, témoignera pour celle-ci la même horreur qu'un gallinacé. « Chez les lycoses, nous dit Henri Fabre, au moment de l'exode, un instinct soudain surgit qui disparaît sans retour avec la même promptitude quelques heures après ; c'est celui de l'escalade, inconnu de l'araignée adulte et, bientôt, oublié de la jeune émancipée destinée à vagabonder à terre. Or, voici que les lycoses, désireuses de s'en aller du manoir maternel et de voyager au loin, deviennent tout à coup ardentes ascensionnistes, se font aéronautes en laissant flotter un fil léger qui leur sert de parachute. Le voyage accompli, plus rien ne reste de cette ingénieuse industrie. Soudainement venu, l'instinct de l'escalade soudainement disparaît. »

Importantes, définitives, les différences entre l'intelligence et l'instinct les séparent par un hiatus infranchissable. Si une activité analogue à celle de l'animal se relève dans l'homme, elle sera toute instinctive. Dans une page célèbre, William James nous a montré cette activité soumise à la loi de caducité : « L'histoire des intérêts et des passions qui se succèdent dans la vie d'un homme apporte une vérification étendue à la loi de caducité. Pour l'enfant, tout est jeu, contes de fées, apprentissage du monde extérieur ; pour l'adolescent, exercices physiques, romans et camaraderie, amitié et amour, voyages et aventures, science et philosophie ; pour l'homme fait, ambition, politique, argent responsabilités, affaires. Si un enfant vit isolé de ses semblables à l'âge des sports, s'il n'apprend ni à lancer la balle, ni à ramer, ni à monter à cheval, ni à patiner, ni à pêcher, ni à tirer, il restera probablement un sédentaire jusqu'à la fin de ses jours. Qu'il trouve ensuite les mêmes occasions d'apprendre tout cela, il y a cent à parier contre un qu'il les dédaignera et reculera devant un effort qui, quelques années plus tôt, l'aurait enchanté... En toute pédagogie, le grand point est de battre le fer quand il est chaud. Il faut saisir le flux de l'instinct au moment où il s'élève, et avant qu'il ne soit retombé... Il y a un temps propice où l'enfant acquerra sans peine l'habileté au dessin, où il aimera à faire des collections, où il disséquera avec plaisir. Le jeune homme s'intéressera ensuite aux merveilles des sciences physiques. Ce sera plus tard le tour de la psychologie, de la métaphysique et de la religion, et pour finir, celui des affaires et de la sagesse humaine. En toutes choses et pour chacun de nous,

le point de saturation ne tarde pas à être atteint. L'ardeur de notre zèle expire, et s'il ne se rencontre alors, pour le tenir en haleine, quelque nécessité urgente et personnelle, nous vivons sur le capital que nous avons accumulé, quand notre intérêt avait encore la fraîcheur de l'instinct. Notre profession mise à part, nos idées sont jusqu'à la fin celles de la vingt-cinquième année... Le premier devoir de l'éducateur est donc de découvrir le moment où les instincts de l'enfant viennent tour à tour à maturité. Quant aux élèves, ils profiteraient mieux sans doute de leurs années d'étude, s'ils se fiaient moins au développement de je ne sais quelles capacités futures, et s'ils pouvaient se persuader que les connaissances, bonnes ou mauvaises, dont ils se munissent à l'école, sont en définitive celles qui leur serviront jusqu'au bout. »

Signalons dans cette page la plus simple méthode d'acquisition et l'explication la plus normale des esprits universels. L'universalité appartient au cérébral qui est en perpétuel état d'excitation intellectuelle et qui n'a jamais manqué le coche. Le goût du conte de fées précède celui de la littérature qui précède celui du sport, lui-même antérieur à celui des mathématiques. Sera uniquement lettré celui dont le goût des lettres a suffi à accaparer l'activité ; éveillé plus tard il eût peut-être été mathématicien, car bien des mathématiciens sont des retardataires dont l'esprit était encore vierge au moment propice. Sera mathématicien et lettré le précoce qui aura su se garder une curiosité pour l'heure voulue. Sera universel celui qui cultivera son jardin en réservant toujours une place aux graines qu'il épie. Et comme la fortune ne vient qu'aux riches, celui-là risquera, si sa terre est bonne, si les fleurs et les fruits y mûrissent, de réussir les plus étonnantes associations.

Qui ne devine que nous sommes proches d'une théorie du génie universel? Théorie infiniment séduisante, car elle se fonde sur ce que nous avons de plus certain et de moins réductible : les instincts, figures variables d'un seul, l'instinct de conservation, la nécessité, le potentiel, la tension biologiques ; et elle explique toutes les diversités ; et elle réserve toutes les prérogatives de l'intelligence et les droits de la raison. Nous y reviendrons un jour. Il n'est pour le moment que de retenir une certitude : l'instinct diffère de l'intelligence, mais leur collaboration est certaine chez les humains.

Qu'on le remarque bien, nous disons *intelligence* et nous disons *instinct;* nous employons deux mots abstraits, mais seule nous y détermine la commodité du langage. Rien de plus concret que ces ensembles de possibles, rien de plus immédiatement traduisible par des actes apparents, rien de plus facilement transformable en images. Nos vocables semblent métaphysiques au sens substantiel; ils ne le sont point ; nous n'avons pas quitté le domaine de l'expérience.

Cette expérience peut-elle nous éclairer davantage sur les rapports de l'intelligence et de l'instinct? Peut-elle saisir des faits subtils qui se dérobent à la rigidité des règles brutes que nous avons établies, faits capables de lier un peu plus l'intelligence à l'instinct et de satisfaire notre désir de continuité, l'insatiable idole du penseur? Oui ; il suffit d'examiner attentivement, non pas nos actes où l'intelligence dominatrice envahit, perturbe, transforme à sa guise sans autre contrôle possible que le sien propre l'activité instinctive, mais l'échelle progressive des actes animaux en commençant par les plus simples, ceux où la part de l'intelligence ne peut, si elle existe, qu'être absolument infime.



De nombreux travaux ont été exécutés dans ce sens ; les plus intéressants semblent bien être ceux que Georges Bohn a accomplis à la suite de Jacques Loeb. Ils ont éclairé un ensemble de phénomènes groupés sous le nom générique de *tropismes* et qui représentent bien les premières réactions des animaux les plus simples. Ces tropismes sont des phénomènes d'orientation ; déjà les botanistes en avaient remarqué d'analogues sur les végétaux. Une plante pousse verticalement (géotropisme), s'oriente vers la lumière (phototropisme), recherche ou fuit la chaleur et l'eau (thermotropisme, hydrotropisme positifs ou négatifs). Nous séparerions volontiers de ces tropismes le soi-disant géotropisme qui n'est qu'un abus verbal et représente simplement l'action de la pesanteur à laquelle tout corps terrestre est soumis. L'existence des autres tropismes se révèle chez les animaux inférieurs et peut même servir de lien pour les fervents de la continuité entre le végétal et l'animal. Bohn en a cité de nombreux exemples : il y a un chimiotropisme des drosophiles, petits diptères qui se groupent autour d'une goutte

d'acide lactique ; il y a le phototropisme positif des hydres marines qui s'orientent vers la lumière et le phototropisme négatif de la punaise des lits qui fuit la clarté ; de ce phototropisme négatif, l'étoile de mer offre un exemple plus poétique ; faisons-en hommage au lecteur délicat.

Il nous paraît très important d'observer que le tropisme existe chez l'homme comme chez l'animal ; chacun est plus ou moins orienté, sans que les opérations intellectuelles y aient aucune part, par la lumière, la chaleur, l'humidité. Mais il est rare que l'intelligence, le grand envahisseur, ne s'empare tôt ou tard de ces impulsions pour les réduire à la condition dépendante d'une habitude. En tout cas, à ces tropismes authentiques où intervient la sensation et que d'ailleurs les anciens psychologues appelaient des *tactismes*, de nombreux animaux sont soumis ; il ne paraît pas douteux que ce soit par leurs cellules olfactives que les drosophiles soient prévenus ; dès lors, on est bien tenté d'interpréter psychiquement les tropismes ; mais cette interprétation admissible pour l'insecte semble bien hasardeuse pour les animaux inférieurs. On comprend que Bohn ne s'y soit pas arrêté. Poursuivant ses recherches, il est arrivé à une conception radicalement mécaniste fondée sur le fait que l'animal est orienté en ligne droite vers la source et que, soumis à l'action des deux sources, il se dirige suivant une droite intermédiaire qui serait la diagonale du parallélogramme des forces. La réaction de l'animal serait celle d'un grain de limaille soumis à deux aimants. Bohn établit là-dessus une théorie fort cohérente de ce qu'il appelle la *sensibilité différentielle* et par quoi il peut toujours facilement et rationnellement rendre compte du mouvement et de l'orientation d'un animal en expérience. Les combinaisons d'impulsions motrices s'ordonnent toujours en fonction des surfaces qui reçoivent l'excitation. En modifiant celles-ci, par exemple en noircissant partiellement les yeux du sujet pour les phototropismes, on peut corollairement modifier ses mouvements et lui faire décrire une circonférence, une sinusoïde, des oscillations, des rotations, des reculs, etc.

Les travaux de Bohn sont extrêmement intéressants et très troublants ; mais si nous faisons abstraction de toute hypothèse pour demeurer dans le domaine expérimental, nous trouvons en face de ce savant d'autres savants tels que Driesch et Jennings qui contestent les résultats considérés

par Loeb et Bohn comme incontestables. Aux yeux de Jennings, les phénomènes d'attraction sont loin de présenter la rigueur et la certitude qu'on nous faisait tenir pour acquise. Il y a attente, hésitation, confusion ; pas de lignes droites ni de figures géométriques ; et même, variations dans l'intensité, celle-ci pouvant décroître jusqu'au zéro. Jennings assure, en effet, que certains chimiotropismes ne déterminent plus l'animal repu. D'autres tropismes ne seraient même pas polarisés, agissant assez capricieusement comme attractions ou répulsions. Observons qu'une telle sorte d'arbitraire désigne assez impérieusement un processus biologique sinon psychique et réprouve toute explication mécanique. Une telle interprétation de ces phénomènes obscurs a l'avantage de les ordonner à leur rang exact, car n'oublions pas que les tropismes ne représentent qu'une des activités de l'animal inférieur ; l'amibe évolue, s'alimente, digère, se développe ; elle ne se borne pas à circuler. Nous n'avons peut-être pas le droit à son sujet de parler d'instinct dans le sens de savoir-faire infaillible et merveilleux ; mais nous nous trouvons sans nul doute en présence d'un savoir-faire provoqué par des sensations élémentaires que nous voulons bien admettre confuses, mais qui *sont*. Et ces tropismes, comme l'instinct, sont orientés vers les fonctions de conservation et de développement de l'individu qu'ils gouvernent ; fonctions éminentes qui, dans des organismes plus élevés, peuvent même absorber une part de l'activité de l'intelligence et de la raison. Ces tropismes ne sont pas le principe explicatif de l'activité animale à tous ses degrés, ils en sont tout simplement la forme la plus humble.

Le tropisme s'avérant ainsi comme un réflexe, il importe de connaître si l'instinct ne pourrait être réductible à lui. Or, comment se comporte physiologiquement l'instinct? Exactement comme une association de réflexes. La sensation provoque en son siège un ébranlement qui chemine par les nerfs centripètes jusqu'aux centres nerveux, d'où les nerfs centrifuges, immédiatement alertés, commandent les mouvements correspondants. A ce point de vue, il y a bien quelque chose de mécanique dans le fonctionnement de l'animal ; les exemples donnés plus haut en témoignent ; mais il s'agit d'une mécanique fondée sur un psychisme ; l'animal se représente par les organes des sens le monde extérieur et ces représentations le déterminent inexorablement ; la qualité

de l'acte déclanché demeure immuable, ce qui confirmerait un mécanisme mitigé ; mais le degré, le mode varient, ce qui exige un don d'accommodation, disons d'adaptation, incompatible avec le mécanisme et qu'on peut sans doute identifier à ce que saint Thomas appelait après Aristote une *estimative.*

Que ce psychisme soit inconscient, nous ne l'accorderions pas sans regret. Disons que cela est une question de définition. Nous définirons l'instinct un savoir-faire, inconscient. Mais si l'animal dépasse le simple savoir-faire nous dirons qu'il est intelligent. Ceci demande sans doute quelque explication complémentaire.

*
* *

Il nous reste à voir si l'animal dépasse vraiment le savoir-faire. Or, cela n'est pas douteux ; les ruses des vertébrés supérieurs, la possibilité de dressage, l'exploitation de l'expérience acquise et enregistrée le démontrent avec surabondance. Tous ces faits ne s'expliquent scientifiquement que par l'intervention des opérations (bien connues en psychologie humaine) de mémoire et d'association. Que ces opérations soient *toute* l'intelligence, qui oserait le prétendre? Mais que ce soient des opérations intellectuelles, qui oserait le nier (1)? Reconnaissons donc qu'il y a, chez les animaux supérieurs, de l'intelligence. Et alors, si nous confrontons les capacités psychiques des êtres vivants en tenant compte de leur anatomie, nous voyons que nous pouvons donner à cette échelle expérimentale la forme d'une synthèse ordonnée, d'une hypothèse constructive, établie selon les modes de notre esprit.

Voici celle que nous proposerons : d'abord les *tropismes* (animaux inférieurs, anénomes, vers, polypes, etc., *qui n'ont pas de centres nerveux*) ; ensuite *l'instinct* (animaux articulés

(1) Dans tout ce qui suit les mots *intellectuel, intelligence,* sont employés avec leur sens vulgaire. Il faut bien ici signaler que, seuls, les thomistes ont conservé des idées très claires sur le vocabulaire philosophique ; pour eux le mot *intelligence* garde cette sorte de sainteté dont les anciens étaient si jaloux, et saint Thomas est incontestablement dans le juste lorsqu'il définit l'estimative une *raison animale* et non une *intelligence.* Mais les modernes ont tout brouillé en abaissant le mot *intelligence* et en rétrécissant beaucoup trop, depuis Descartes, le domaine de l'instinct et des facultés sensitives ; et nous écrivons pour des modernes. Employons donc, faute d'un meilleur, le mot *intelligence* dans le sens vulgaire que chacun connaît.

à système nerveux : insectes...) ; puis *l'intelligence rudimentaire* (animaux vertébrés *à encéphale*) ; *l'intelligence réduite* (animaux supérieurs *à cerveau complet*) ; *l'intelligence totale* avec toutes ses facultés et particulièrement son pouvoir d'abstraction, de généralisation, de jugement..., en un mot, la *raison* (qui implique le langage conceptuel), chez l'homme. Nous faisons remarquer que chaque étape n'est pas une transformation, mais une acquisition nouvelle ; ainsi l'homme qui est au sommet possède l'intelligence humaine, l'intelligence animale, les instincts et les tropismes ; nous n'accordons d'attention qu'à ses facultés intellectuelles, mais le reste n'en existe pas moins et se manifeste à l'occasion. De chaque degré au suivant, il apparaît donc qu'il existe un hiatus très net anatomiquement signalé ; les progrès de la dissection ne sont pas encore suffisants pour établir la figure anatomique de cette différence entre les deux degrés supérieurs (1) ; et c'est là que la différence est pourtant le plus manifeste, car, ainsi que l'a remarqué excellemment Georges Bohn, l'homme qui a découvert le feu, fabriqué les outils, pratiqué le langage, a fait plus que prévoir les phénomènes, il en est devenu le maître. C'est pourquoi sans doute les évolutionnistes, qui en avaient fait le cousin du singe, en font maintenant le grand-père ; la terre était peuplée d'une multitud de mammifères lorsque l'homme aurait apparu avec un cerveau hypertrophié, « sorte de monstre dont la pensée allait dominer l'animalité » — et cela par « mutation brusque ». Quelle mutation, en effet ! et quelle brusquerie !

* * *

Nous pensons avoir rapporté, en les ordonnant d'une manière rationnelle, c'est-à-dire en leur conférant une importance relative exacte, l'ensemble des recherches expérimentales et des tentatives faites pour disposer les phénomènes

(1) Pour les thomistes qui ont, dans ces questions, des règles si sûres et si merveilleusement efficaces, l'hiatus infranchissable entre l'homme et les animaux supérieurs devient une différence *d'ordre*, c'est-à-dire une différence infinie. Est-il besoin de rechercher de ce fait un signalement anatomique autre qu'un énorme perfectionnement des centres imaginatifs, etc., déjà présents chez l'animal? Non, s'il est vrai que l'intelligence, étant toute spirituelle, *pense sans organe* selon le mot d'Aristote et en usant seulement, comme d'un instrument, de l'imagination et de l'organe de celle-ci.

dans des cadres commodes à l'esprit. Nous avons exposé notre classification et nos conclusions personnelles ; les faits scientifiquement rassemblés font ressortir logiquement des types d'impulsion intérieure très nettement différenciés et qui permettent de donner du tropisme, de l'instinct, des diverses *intelligences*, une définition assurée ; il resterait simplement, pour répondre aux exigences de l'esprit et dissiper sans retour toute confusion, à nommer d'un néologisme spécial chacune des deux intelligences rudimentaire et réduite auxquelles nous avons gardé le nom d'intelligence, faute d'autre mot. Là s'arrêterait notre tâche. Nous sommes parvenus au bout de ce que nous peut enseigner la science. Le problème qui se pose maintenant à la curiosité de l'esprit est celui de la nature de l'intelligence et il est du ressort de la métaphysique.

Mais nous savons que pour beaucoup de savants, la métaphysique est le néant. Les mécanistes prétendent donc aller plus loin par les voies expérimentales. Pour eux la psychologie revient à la biologie et celle-ci aux sciences physico-chimiques. Mais la conscience, dira-t-on? Elle n'existerait pas chez les protozoaires. Chez les autres animaux, la conscience revient à la notion que certains mouvements sont agréables, d'autres désagréables et c'est-à-dire utiles ou nuisibles. Ils auraient donc été ainsi déterminés à la répétition ou à l'abstention. Il faut être bien aveugle pour ne pas constater le défaut de ce raisonnement ; ce que les mécanistes appellent *la notion* ne peut se construire, ce n'est pas un édifice chimique, c'est, dans la biologie, un élément étranger que rien de biologique ne détermine. Cette hypothèse est, sous une forme plus insidieuse, une métaphore de l'ordre des fameuses métaphores de Karl Vogt ou de Büchner. Ainsi persiste une étonnante erreur.

Elle n'est pas la seule. Ne rappelons que pour mémoire les théories opposées de Descartes et de Montaigne que nous avons déjà mentionnées, ou cette admirable conception des romantiques qui voyaient dans l'animal un prophète doué du génie de l'intuition et de sens miraculeux. Personne n'y croit plus. On n'en peut dire autant des idées de Condillac. Celui-ci est, en effet, le père des théories évolutionnistes de l'instinct. Ainsi que nous l'avons dit, l'instinct est pour lui une habitude acquise et l'examen des faits, en particulier la constatation de l'innéité, suffit à dissiper cette théorie.

Mais elle se représente renouvelée par les transformistes et les évolutionnistes. Pour Lamarck, par exemple, l'instinct demeure une habitude, mais non pas acquise ; c'est une habitude héréditairement transmise et lentement modifiée par l'action du milieu. Nous avouons être toujours demeuré, même aux années enthousiastes de la jeunesse, réfractaire aux prestiges de tels systèmes. Nous ne pouvons nous défendre d'y voir un édifice verbal dont seule la réussite est infiniment curieuse. Que signifie l'action du milieu? Rien ; c'est une métaphore ; le milieu n'agit pas, il est inerte ; en réalité, l'être animé transporté dans un milieu « se débrouille » pour y vivre ; et alors, nous n'avançons pas d'une semelle dans la connaissance des êtres si notre science se borne à une telle constatation ; car elle n'est pas autre chose que la constatation de l'existence d'un instinct de conservation ou, plus originellement encore, de la vie, puisqu'il est de l'essence même de celle-ci de résoudre la durée.

Dans le cas particulier de l'instinct, Lamarck oublie que l'habitude ne crée pas, elle modifie. Il ne fait donc que reculer le problème de l'origine. Il doit admettre qu'un instinct ne s'est pas formé avec le temps, mais transformé ; et encore n'oublions pas qu'un insecte ne subsisterait pas si son instinct n'était immédiatement parfait ; il ne tolère aucun apprentissage, aucune variation ; cela suffirait à faire disparaître l'espèce. Enfin rien de moins certain que l'hérédité des habitudes et que leur efficacité. D'ailleurs, qu'ont de commun l'insecte parfait et la larve qui procèdent l'un de l'autre?

Pour sauver la théorie lamarckienne, Spencer suppose que les instincts sont l'héritage des acquisitions d'animaux primitifs, ceux-ci ayant été non instinctifs mais intelligents ; ces animaux, assez développés psychiquement pour constituer un corps des préceptes et des habitudes nécessaires à l'existence, ce corps se serait transmis héréditairement, cependant que, par suite de son inutilité, l'intelligence se dégradait et disparaissait peu à peu. On n'a pas manqué d'opposer à cette thèse le phénomène des générations alternantes. Qu'à cela ne tienne : Perrier sauvera l'hypothèse spencerienne en supposant qu'à l'époque heureuse des premiers insectes, ceux-ci vivaient tout le temps que peut nécessiter cette hypothèse spencerienne. On se demande ce que gagnent

la science et la culture de l'esprit à de pareilles mythologies.

De Lamarck, si on fait abstraction de la question de l'hérédité, il est facile de passer à Darwin. La transposition est du même style que, en mathématique, le passage d'un système de référence à un autre. Où Lamarck dit *action du milieu*, Darwin écrit *sélection naturelle.* Le second comme le premier ne font que mettre une étiquette sur des faits biologiques souvent incertains, sans expliquer en rien la nature, l'origine, la finalité, la prescience de l'instinct. Le souci de construire une échelle complète de l'homme au protozoaire a fatalement entraîné les évolutionnistes, soi-disant naturalistes, mais le plus souvent uniquement métaphysiciens, à contrarier l'expérience. Il était réservé à Henri Fabre de dissiper leurs nuées. C'est lui qui nous a prouvé par mille exemples que, sans un instinct immédiatement parfait, l'insecte ne saurait subsister : qu'on se rappelle les luttes redoutables que soutiennent contre un grillon monstrueux de minuscules hyménoptères dont toute la chance réside dans leur habileté de chirurgien. C'est lui qui nous a démontré l'impossibilité d'acquérir par des circonstances de hasard des pratiques aussi extraordinaires que celles de l'osmie ou du scarabée sacré. C'est lui qui nous a démontré le caractère infaillible et invariable des instincts et cette intelligence objective, cette finalité toute extérieure qu'ils supposent : il suffit de relire les aventures du pompile, de l'épeire ou de la scolie. C'est lui enfin qui nous a prouvé l'impossibilité de considérer l'homme et l'animal comme des êtres de même qualité psychologique : qu'on médite, parmi tant d'autres, l'histoire de l'abeille maçonne.

Henri Fabre s'est borné à des constatations expérimentales ; jamais il n'a fait de métaphysique. Est-il créationniste comme Cuvier ou vaguement évolutionniste comme Geoffroy Saint-Hilaire? Il est difficile de répondre à la question. Mais si nous admirons la prudence d'un esprit qui garde les choses à leur plan, nous pouvons peut-être risquer une interprétation scientifique dépassant cette zone purement expérimentale.

Nous avons été mis à même de constater, en effet, une admirable adaptation des moyens aux fins dans toute l'activité instinctive. Cette même adaptation se retrouve dans les formes intellectuelles, dans les manifestations de l'émo-

tion et, d'un mot, dans toute l'activité naturelle et vivante. Qu'en conclure, sinon que la vie et la nature, objectivement considérées, agissent comme si elles étaient intelligentes? Plus concrètement : tous les phénomènes que nous avons étudiés s'adaptent admirablement à une fin ; tout se passe comme s'ils étaient régis par une intelligence objective. Du tropisme à l'intelligence humaine, nous ne cessons de trouver une activité naturelle de même finalité et différente seulement en qualité et en degré. Le tropisme, l'instinct, l'intelligence, autant de formes de préhension, de conservation et de développement de la vie où se révèle l'action d'un principe objectif par quoi nous subsistons.

Quel est ce principe? Dieu? la Nature? Questions qui dépassent évidemment l'expérience. La science ne les résoudra pas. Laissons cette étude à la métaphysique ; elle seule peut l'entreprendre.

Laissons aussi toutes les suppositions dont nous arrivent chargées certaines théories qui se disent scientifiques ; elles ne sont que des métaphysiques dévoyées, puisque au lieu de s'appuyer sur la science elles lui fournissent des principes ; elles sont une mystique puisqu'elles s'accomplissent d'effusions matérialistes sans fondement logique ni rationnel. L'éclat lointain de telles pseudo-sciences s'apparente au mirage. Tant d'hypothèses qui feignent les palais sont des décombres vides. L'intelligence s'en éloigne avec horreur. Il n'est solitude plus désolante et moins fertile que celle des terres pétrées.

LUCIEN FABRE.

Le Catalan de la Manche [1]

XVIII

Cependant, notre Catalan était sur le point de réaliser un des rêves de sa vie : l'organisation et la célébration d'un meeting à son goût et à son image.

Avec toutes les démarches qu'il avait faites et toutes les peines prises sur son calvaire laïque, il n'avait pu réunir que trois orateurs volontaires. Mais quels orateurs ! Trois enthousiastes, trois hommes résolus, de vrais apôtres, si pénétrés de la grandeur de la manifestation qu'ils devaient suffire pour bouleverser le pays.

L'un était un homme « conséquent » ; il avait été conseiller municipal républicain de Madrid, très versé dans les questions de doctrine républicaine, excellent orateur tant de salon que de meeting ; sorti des classes les plus humbles, il s'était élevé aux plus hauts degrés de la hiérarchie démocratique sans aucune défaillance. Il pouvait parler deux heures, aussi bien que quatre et qu'une demi-journée quand le sujet le méritait, toujours avec la flamme de la foi et de la raison. C'était un robinet d'eau généreuse. Le second était un socialiste de la Maison du Peuple, un jeune ouvrier que ses dons de parole et de plume dispensaient de l'exercice de sa profession et qui pouvait consacrer ses huit heures à la défense du prolétariat ; le troisième était un Français anarchiste qu'il avait connu à Barcelone et qui, ayant été plusieurs fois en Argentine comme émigrant, parlait un peu

(1) Voir *la Revue universelle* des 15 août, 1er et 15 septembre, 1er et 15 octobre 1922.

le castillan, et avait rapporté des républiques si libres du Nouveau Monde des « souffles de liberté ». Et nous ne parlons pas de quelques-uns de ces orateurs qui vont en amateurs aux réunions de propagandistes pour faire leur apprentissage en vue d'offrir plus tard leurs services au peuple.

La souscription de la *Lyre agricole* n'avait produit que dix pesetas. L'enthousiaste Catalan avait dû s'occuper du local et, n'en trouvant pas, se décider à faire le meeting sur le pré, puis grouper un certain nombre d'âmes pour aller recevoir les trois apôtres de la classe ouvrière. Il dut, en outre, payer tout de sa poche : voyage, frais de séjour et de propagande, et jusqu'à l'eau sucrée pour les orateurs ; mais tout cela n'avait aucune importance, c'était chose d'administration dont il ne valait pas la peine de parler. L'essentiel était qu'avec sa constance il eût pu parvenir à organiser un meeting en dépit de tous les « éléments » qui s'y étaient opposés, et qu'au milieu de ces champs déserts, rongés par la tradition, on allait entendre et voir la Vérité toute nue comme au moment de sa naissance. Et la Vérité s'ouvrirait un chemin au milieu de tant d'indifférence.

Les apôtres devaient arriver à onze heures du matin. A dix heures, le Catalan, le cafetier, le maître d'école, le maréchal ferrant et les autres compagnons de la propagande les attendaient sur cette place que nous connaissons bien. Le Catalan aurait voulu que l'orphéon vînt chanter l'*Internationale*, mais nous savons quels déboires il avait eus avec cet orphéon. Il aurait voulu aussi sept ou huit gaillards qui auraient poussé quelques cris bien subversifs, mais ce genre d'hommes n'existe pas dans la Manche. Il aurait voulu, enfin, un cortège, quelque chose qui rappelât en petit des épisodes de la grande Révolution... Mais c'était déjà bien joli d'avoir réuni six héros volontaires qui, en le suivant, risquaient de perdre leur clientèle, la paix et le pain quotidien pour la défense d'une Sainte Cause dont ils n'avaient aucune connaissance.

A onze heures et dix minutes du méridien du cadran solaire de Cantalafuente, le grand nuage de poussière apparut et la diligence s'arrêta à son endroit habituel.

On vit descendre les trois orateurs et un tout jeune homme qui faisait auprès d'eux son apprentissage de professionnel de la révolution. Le Catalan les présenta au cafetier et aux autres compagnons. Les quatre évangélistes en voyant qu'un si petit nombre de citoyens étaient venus les recevoir ne purent dissimuler une moue d'ennui qui signifiait : « Si peu de monde ! » Le Catalan comprit et leur dit :

— Vous verrez au meeting !

Et les huit, suivis de quelques polissons et d'une bande de gamins joueurs de pelote s'en allèrent solennellement à l'Auberge de la Grenouille où ils devaient déjeuner afin de prendre des forces pour la grande manifestation.

Le Catalan aurait voulu que ce repas fût austère et composé d'une soupe, d'un plat de légumes, d'œufs et d'eau. Un repas à la Robespierre, afin que le peuple vît clairement que les orateurs ne venaient pas pour une bamboche ou une partie de plaisir ; mais l'aubergiste — qui en sa qualité d'aubergiste avait plus d'expérience, car s'il ne voyageait pas il voyait beaucoup de voyageurs et était en relations avec des charretiers qui sont jour et nuit en route — lui avait dit que ceux qui ne mangent pas manquent de forces pour convaincre les autres et que la fin justifie les moyens ; aussi avait-il préparé un repas où figuraient un lapin et une poule et une cruche de ce vin de Villarubia de Santiago qui était sa marque favorite. Un déjeuner bien modeste, en somme, mais substantiel et capable de remplir non seulement le ventre mais aussi le meeting le plus permanent qu'on ait jamais vu.

On arrive donc à l'auberge. M. Prepedigno vint en personne les recevoir sur le seuil de la porte, avec un verre de vin d'honneur à la main. On vida la bouteille tant par courtoisie que parce que le vin était bon, puis sans plus de courtoisie, les huit allèrent s'asseoir à table, ceux du village sur un côté et les quatre autres en face ; et on leur apporta une casserole de riz et quelques autres petites choses appétissantes.

Tous gardaient le silence devant leurs assiettes pleines. On procédait à un acte sérieux. Le Catalan, soit par émotion, soit par austérité, ne mangeait presque pas ; il regardait ces quatre hommes qui venaient de si loin apporter la bonne nouvelle et il était vraiment attendri.

— Quels athlètes ! pensait-il. Quels fronts ! Quels... intellects... cérébraux ! Quel libre arbitre et quels cœurs ! Et tous ouvriers ! Tous nés du monde ouvrier ! Voilà ce que c'est que l'amour du prochain et une volonté ferme dans l'idéal !

L'abnégation, le désintérêt ! Ah ! pouvoir posséder comme eux un cerveau aussi plein de substance... grise... pour être digne de... le posséder !

Il ne se lassait de les regarder ; il aurait voulu pomper avec ses yeux cette substance afin d'être spiritualisé pour tout le reste de ses jours.

Les quatre rédempteurs au cerveau privilégié continuaient de manger, et soit qu'ils préparassent les discours pour l'après-midi, soit qu'ils fussent uniquement occupés à accumuler des substances

qui n'avaient rien de gris, ils ne dirent pas un seul mot avant d'avoir achevé de vider la jarre de vin de Villarubia de Santiago. En vérité, il aurait mieux valu réserver cette jarre pour le repas du soir, après le meeting, car ce qu'ils dirent concordait si peu avec les pensées que leur attribuait le Catalan que l'âme de celui-ci aurait pu tomber dans un puits de fiel et du vinaigre. Mais les désillusions n'étaient pas faites pour lui.

Ces chefs, ces évangélistes, ces quatre hommes de foi n'avaient foi en rien ni en personne, pas même en ce qu'ils professaient.

Le cafetier, ayant amené la conversation sur la république, le républicain s'écria :

— La république, dites-vous? Qui compte sur elle? Où sont-ils, les républicains?

— Où sont-ils? fait le Catalan en sursautant, plus étonné qu'indigné. Qu'entendez-vous par ces mots? Et les hommes qui ne cessent de lutter, sacrifiant leur vie? Et ceux qui vont de village en village comme des pèlerins de l'Idée? Et tous ceux qui abandonnent la famille, la tranquillité du foyer, tous les biens et le travail et, la main dans la main, forment l'armée de la paix, ne les comptez-vous pour rien? Ne sont-ils pas des héros?

— Qui parle de héros et de sacrifices par les temps qui courent? Vous me faites rire... Voyons! entre nous qui sommes tous de la maison, nous pouvons causer franchement. Qu'est-ce que cette armée de la paix et que valent ses soldats? Dès que la question d'intérêt personnel s'en mêle, adieu, paix! adieu, discipline! Le propagandiste fait le jeu de l'évolution, il passe de l'autre côté de la barricade. Seul a la foi celui qui souffre la faim ; dès qu'il a la bouche pleine, il change d'opinion.

— Et vous croyez cela, vous aussi? demande le Catalan au socialiste.

— Moi, répond l'interpellé, je crois que la défense de l'ouvrier est une affaire de cerveau plus que de cœur. Nous défendons le monde ouvrier tant que nous en faisons partie. Mais en le défendant bien, par nos propres mérites, nous montons à une catégorie supérieure et plus nous nous élevons, plus lointains nous paraissent ceux d'en bas. C'est-à-dire que le socialisme nous conduit à l'individualisme, et l'individualisme signifie : s'élever en défendant les autres.

— Ce n'est pas possible! fait le Catalan.

— Mais si, mais si, c'est possible, dit le maître d'école.

— N'est-ce pas que ce n'est pas vrai? demande le Catalan au Français auquel il se raccroche comme à une branche de salut.

— Je ne sais rien de tout cela, répond le Français, je ne sais rien parce que je suis partisan de l'extermination.

Et il éclata de rire comme si cette idée de l'extermination fût une chose amusante.

— C'est bien ! crie le Catalan en se dressant comme un drapeau rouge. J'irai seul, je lutterai seul !

— Allons, calmez-vous, lui dit le républicain. Ne comprenez-vous pas, naïf que vous êtes, que tout cela n'est qu'une conversation privée, que nous sommes dans les coulisses? Comment voulez-vous que nous ne soyons pas sincères après un déjeuner pareil?... Mais au meeting, vous m'entendrez !

— Au meeting comme hors du meeting, crie le Catalan, partout et toujours le Moi doit être le Moi !

— Laissez-nous donc tranquilles avec le Moi et le Toi ! lui répond le socialiste.

— Nous ne mènerions pas une belle existence ! fait le socialiste.

Et le Français de crier :

— L'extermination ! l'extermination !

A peine ce cri était-il poussé qu'une surprise que leur avait préparée l'hôtelier apparut, propre à calmer les évangélistes et même à les exalter : sa fille apporta un gâteau à la crème sur lequel étaient écrits ces mots en lettres sucrées et colorées :

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Derrière elle, le garçon jouait une marche sur la guitare. Alors le maître d'école, le républicain, le socialiste et les autres se levèrent comme un seul homme et saluèrent le gâteau ; celui de l'extermination même y alla d'un *olé! olé!*

Le Catalan fut le seul qui resta immobile comme un mort. Sa tête était en ébullition ; il semblait que son cerveau allait éclater. Quand on eut mangé la crème après l'avoir bruyamment fêtée, il dit d'une voix grave :

— Je pense que c'est l'heure d'y aller.

Et dans ce « c'est l'heure », on percevait comme une rumeur de tonnerre qui sortait de son âme...

Ils se levèrent de table et partirent pour le meeting.

Contrairement à sa théorie qui était de ne pas se compromettre, l'aubergiste voulut les accompagner et il eut d'autant plus de mérite à le faire qu'il allait rester sans boire tout le temps que durerait le meeting. Ils rencontrèrent en chemin les hommes les plus avancés du village qui les suivirent à une distance prudente de telle sorte qu'on voyait qu'ils allaient avec eux mais qu'on n'en était pas bien sûr. Après vingt minutes de marche sous les rayons d'un soleil ardent, on arrive enfin au « bois ».

Le bois n'existait plus. Comme, à cause de la turbine, on avait dévié l'eau, ce lieu était devenu sec, c'était un champ comme les autres avec cette seule différence que trois arbres rabougris y vivaient encore par routine. On avait posé à leur ombre une table couverte du tapis qui servait aux jeux clandestins, quatre drapeaux rouges, et huit chaises pour que les membres du bureau pussent s'asseoir.

Il y avait déjà, assis à terre, un public de quelque deux cents Manchègues, paysans maigres, décharnés, de la couleur de la Manche, qui, à l'arrivée des apôtres de la révolution, restèrent silencieux; quelques-uns cependant se découvrirent, mais sans dire un mot. Le président de la *Lyre agricole* s'assit à la présidence; les compagnons se placèrent sur les autres sièges autour du tapis des jeux clandestins (la seule chose verte qu'il y eût en ce pré); l'alguazil délégué de l'alcade — qui lui avait ordonné de faire évacuer la place si des idées subversives étaient émises, et d'arrêter les membres du bureau et les orateurs — se tint à l'écart. Tous, le peuple et les rédempteurs, étant prêts, commença le premier meeting que devait enregistrer l'histoire du glorieux Cantalafuente.

Il manquait cependant quelque chose. Le maréchal ferrant, trop affairé et ému, avait oublié la clochette, de sorte que, pour ouvrir la séance, il dut frapper des mains. Le cafetier, se figurant qu'on l'appelait, allait se lever instinctivement pour voir s'il manquait quelque chose, quand on vit s'avancer l'apprenti-orateur révolutionnaire qui, avec un : « Citoyens ! » imposa le silence.

C'est ce jeune qui devait ouvrir le feu, comme en pareilles occurrences, par un résumé d'histoire expliquant d'où l'on venait, et où l'on allait; il ouvrit si bien ce feu et avec tant de conscience que, de la démocratie spartiate à la république chilienne, il ne laissa pas un recoin d'histoire où il ne jetât un coup d'œil suivi d'un jugement critique, avec une richesse de faits et une érudition si épaisse que, par moments, il s'écoutait parler, étonné lui-même de savoir tant de choses.

C'était un bon début. Naturellement ces citoyens étaient si loin de ce qu'il disait, ils entendaient nommer tant de pays où ils n'avaient jamais été, où ils n'avaient même pas envie d'aller, qu'ils se regardaient les uns les autres, doutant que tout cela fût pour eux. Quoi qu'il en soit, le jeune orateur accomplit bien sa tâche. Quelques auditeurs, par crainte de passer pour des ignorants, l'applaudirent de toutes leurs forces. Le meeting suit son cours normal. Le second orateur entre en plein dans le sujet; à table, à l'auberge, il avait parlé en désillusionné; devant le public il se transforme en un ardent et enthousiaste convaincu. Homme plus expérimenté que l'apprenti

dans l'art d'éduquer les masses, il ne parle pas du passé, mais brusquement et dans une envolée oratoire, il transporte son public dans le présent avec des cris et un geste si ample qu'on voyait qu'il avait raison.

— Moi, je suis un sincère! s'écrie-t-il. L'unique force que je possède est celle-là : être sincère! Et, en plus, je suis pratique. Nous en avons fini avec ces temps de platonisme maladif où l'on ne luttait que pour l'Idée! Aujourd'hui, il faut agir, c'est-à-dire voter pour les hommes porteurs des idées! Aujourd'hui, tout doit venir par le moyen du suffrage universel! Voter! Voter et toujours voter! Car l'urne doit être l'Arche Sainte où nous devons porter l'obole de nos convictions, comme les druides du passé portaient la leur à l'Arche de leur époque où ils faisaient des sacrifices en holocauste à leurs dieux... ces dieux qu'a jetés par terre la catapulte moderne de la vierge Démocratie! Voter, oui, mais en sachant pour qui on vote. Plus de caciques (1). A bas cette lèpre qui porte le nom de cacique, cet insecte social qui ronge le fruit agraire! A bas ce serpent à deux têtes — le pouvoir et le capital — que j'écrase sous mes deux pieds! Ces hommes qui se pourrissent sur le fumier de l'histoire!... Dans notre chère Espagne, poursuit-il après avoir repris haleine, il n'y a qu'un parti où l'on soit uni, c'est le parti républicain, et les seuls qui soient capables de se sacrifier pour le peuple sont les hommes de la République! Et moi, moi-même qui suis un bon républicain, conclut-il d'une voix tremblante d'émotion, moi qui ne veux ni honneurs ni titre, qui n'aspire à aucun emploi public, si un jour vous votiez pour moi, je saurais me sacrifier, être votre représentant au Parlement, parce que j'entends que le sacrifice est la croix que nous devons porter, nous qui suivons le calvaire de nos convictions pour l'honneur et le profit du peuple!

Le peuple applaudit cet orateur parce qu'il avait applaudi le précédent et qu'il se rendait un peu compte qu'on travaillait pour lui, mais au fond il n'était pas bien sûr que tout cela fût autre chose que de la musique pour les oreilles.

Le socialiste se dresse et s'élance hardiment, avec fougue, comme s'il allait à l'assaut de la Bastille. Il emploie une autre tactique. Il débute en insultant tout le monde.

— Chair misérable! Lâches! Matière brute! Invertébrés! Huma-

(1) Un cacique, dans plusieurs régions de l'Amérique espagnole, est un chef de tribu indigène. Ce mot est entré dans la langue espagnole et est devenu très populaire. On appelle cacique, en Espagne, le chef d'un parti politique dans un village, une ville ou une province; c'est l'homme tout-puissant qui « fait » les élections et case sa clientèle dans les administrations de la province et de l'État.

nité inconsciente ! Machines à travail ! Lépreux ! Anes bâtés ! Huîtres ! Infusoires !

Quand il avait assez fait son Jupiter lançant des éclairs à droite et à gauche avec des mouvements apocalyptiques, il se recueillait et convertissait ses auditeurs en une assemblée d'hommes sacrés :

— Peuple vierge ! Peuple moteur ! Dieu déchu ! Cosmos ! Suprême ! Souverain ! Avenir ! Aurore ! Lumière prophétique !

On aurait dit qu'il leur jetait une aurore pour les arracher du purgatoire et les amener au socialisme. Il les tenait élevés dans les plus hautes régions quand le dernier orateur, le Français anarchiste, prit la parole ; il fit un extraordinaire salmigondis, parlant de la révolution sociale qui bouleversera tout, du pacifisme et de l'extermination, de la « vie de fait », de la machine, de la lutte des classes, du bourgeois, de l'homme de la nature. Ce fut une telle avalanche et une telle confusion que les paysans, complètement étourdis, restèrent sans applaudir, sans protester, sans savoir ce qui se passait, comme si une grêle leur était tombée sur les champs de blé.

Le Catalan, qui voyait que le meeting n'avait pas pris la tournure qu'il désirait et qui avait encore à la bouche l'amertume qu'on lui avait servie pour dessert, se leva, pâle et tremblant, et, la main sur le cœur, les yeux en larmes, il dit :

— Compagnons, chers amis ! Aucun de ceux qui ont parlé jusqu'à maintenant n'a dit ce que j'ai à vous dire. Vous m'avez considéré comme un fou. Faites plus ! prenez mon sang, ma vie, tout ce que je possède, mais entendez-moi ! Veuillez m'écouter, car mon cœur a besoin de votre attention plus que de la lumière et de la vie. Depuis le temps que je demeure avec vous, je vous ai toujours vus courbés sur la charrue, comme des esclaves, comme de pauvres esclaves ; je vous ai vus perdus par les champs comme des hommes jetés à la terre sans écoles, sans jardin, sans eau et sans bois ; je vous ai vus brûlés du soleil, ruisselants de sueur, morts de froid, exténués ! Et je vous ai toujours vus résignés ! Cela ne peut continuer, mes amis. Cela ne se peut plus, non, c'est impossible ! Être résigné, c'est voir la mort qui s'approche et aller au-devant d'elle. Pour vous qu'on prive de la terre, de cette terre si ample mais si triste pour qui n'en est pas le possesseur (et de ses bras étendus il montrait la plaine immense), je voudrais être la terre et vous dire : « Me voici, partagez-moi. Je suis vôtre ! » Je voudrais que la poussière qui sortirait de moi vous enivrât d'enthousiasme, fît bouillonner votre sang et vous fît crier au propriétaire : « Arrière ! Nous voulons travailler et vivre ! Nous avons droit à la vie ! » Si les bêtes ne supportent pas de mourir de faim quand il y a de quoi manger, à plus forte raison les hommes !

Si vous vous laisser exploiter, vous n'êtes pas dignes de ce nom d'homme !

A la bonne heure ! Il avait trouvé le ton qu'il fallait. La flamme de l'orateur commençait à se communiquer au public. On l'écoutait, on était ému. Pour la première fois on n'entendait pas sortir de la bouche de ces paysans le *pourquoi* de l'indifférence. C'est que, pour la première fois aussi, le Catalan ne parlait pas de ses livres de chevalerie sociologique, mais des maux qu'il avait vus, des souffrances qu'il avait touchées, des misères qu'il avait devinées. Frascuelo lui-même, étendu dans un coin, écoutait parler cet homme, comme un saint qu'il aurait admiré sans trop le comprendre.

Il termina son discours par ces mots :

— Suivez-moi ! Je ne vous demande que de me suivre. S'il faut une victime, je suis prêt à me sacrifier. Je ne demande rien pour moi. Je veux défendre les opprimés et consoler les misérables, et si à nos justes revendications on oppose un refus qui soit un arrêt de mort, faisons une grève, tous ensemble, car il vaut mieux mourir d'un coup de tonnerre que d'une fièvre qui nous consume sans gloire et sans espoir !

Les campagnards étaient transportés. Une fois de plus l'idéalisme s'imposait aux gens prosaïques.

— Nous vous suivrons tous ! Vive le Catalan ! Vive le Catalan de la Manche !

Le maître d'école pleurait. Le cafetier tremblait comme une feuille. Les quatre orateurs professionnels s'étonnaient de voir un homme qui, n'ayant ni leur talent ni leur habitude de parler en public, s'emparait de l'esprit des masses. Deux jeunes gens s'approchèrent, serrèrent la main de notre héros et lui dirent de toute la force de leur âme :

— Ordonnez ce que vous voudrez ; nous sommes à vous jusqu'à la mort !

Et ce moment d'émotion fut le plus heureux, peut-être le seul heureux que le sort eût réservé au Catalan de la Manche.

XIX

Aux yeux du Catalan, l'enthousiasme avait eté grand, immense. On n'avait jamais rien vu de pareil dans cette Manche. Mais... une grève ! Faire une grève dans un pays comme celui-là où on n'en avait jamais vu ! Faire que tant d'hommes, qui depuis tant et tant de siècles étaient courbés sur la terre, se redressent soudain ! Organiser cette grève : c'est là que commençait la difficulté.

Certes, il en avait vu, des grèves, là-bas, dans sa Catalogne où c'est un acte saint et où il y en a à peu près deux par semaine. Mais là-bas on savait où on allait, on savait les organiser, on avait des caisses de secours, on était solidarisé, on était familiarisé avec les chiffres, on allait trouver le patron, on lui disait : « Vous gagnez tant, le total est de tant, nous voulons tant. » Mais dans ce Cantalafuente si rude et si primitif où le problème des salaires était comme si on eût jeté une poignée de grain à des poules dont chacune picore ce qu'elle peut, organiser une résistance était une chose plus compliquée que d'organiser une bataille.

En outre, le Catalan n'était pas assez avancé en arithmétique pour faire les choses avec ordre. Les livres de chevalerie sociale qu'il avait lus ne parlaient que d'idées. Ah ! les idées, il y en avait tant qu'on voulait : droits de ceci, droits de cela, revendication à droite et révolution à gauche. Quant aux détails par où il faut commencer dans les villages vierges de grèves pour résoudre la question agraire, pas un mot ! Rien que des concepts philosophiques. Dans une fabrique, par exemple, comme tous les travailleurs doivent entrer dans l'édifice et en sortir par la même porte, on peut les arrêter au passage, leur parler, les amener à la raison ; mais dans ces champs sans bornes, chaque homme est un point suspensif, et pour l'atteindre il faut le chasser comme un lièvre.

Rien que pour constituer un comité, ou quelque chose qui ressemblât à un comité, il eut plus de peine que pour créer un orphéon. Le cafetier, son grand ami, lui dit de ne pas compter sur lui. Des conseils il en donnerait tant qu'on voudrait, mais l'affaire dans laquelle on s'engageait était trop grave pour qu'une personne possédant un établissement public y prît une part active. Les membres du comité de la *Lyre agricole* ne pouvaient mettre leurs noms en évidence à cause du règlement, de ce sacré règlement. Le maréchal ferrant avait deux champs de blé, bien petits il est vrai, mais enfin suffisants pour lui permettre de croire que dans ces luttes modernes entre le capital et le travail il devait garder la neutralité. L'aubergiste serait, à cause de sa qualité d'aubergiste, un élément étranger qui pouvait nuire au cours des négociations. L'apothicaire et le médecin avaient une mission dont ils ne devaient pas se distraire. Quant au maître d'école — le pauvre homme ! — il valait mieux qu'il n'entrât pas dans le comité ; il avait si peu de chance que depuis vingt ou trente ans rien ne lui réussissait. A part huit ou dix paysans qui ne savaient pas trop où ils allaient mais qui s'étaient laissés convaincre par l'enthousiasme entêté du Catalan, et les deux jeunes exaltés qui à la fin du meeting s'étaient offerts pour le suivre partout, personne ne

voulait se joindre à lui pour formuler les revendications qui devaient entraîner la grève. Mais il pensa qu'il n'avait qu'à les rédiger tout seul. Une fois cela fait, tous les ouvriers agricoles le suivraient. Il décida donc ceci : une heure de travail de moins par jour, vingt-cinq pour cent d'augmentation des salaires et reconnaissance, par les propriétaires, d'un syndicat agricole qu'il allait se hâter de fonder.

Le moment ne pouvait être plus opportun pour décréter la cessation du travail. On était à la fin de juin. Les aires, près du village, toutes proches les unes des autres, étaient si pleines de blé qu'on aurait dit des montagnes d'or. Et ce blé, il fallait le battre sans retard, sinon il risquait de s'en aller en poussière par la plaine. Aussi, les propriétaires seraient obligés de subir les conditions ou de perdre la récolte de l'année. Donc, sans consulter personne, le Catalan rédige le programme des revendications, jette du bois dans le feu et prend sur lui d'aller voir les propriétaires.

Le premier à visiter parce que c'est le plus riche et le plus puissant est le seigneur du palais, ou plutôt, puisque personne ne l'avait jamais vu, son représentant don Juan-Antonio Ruiz y Pérez de Castrovido, qui était plus maître que son maître. S'il se soumettait aux conditions, la partie était gagnée pour cette raison qu'il était l'unique grand propriétaire du village employant des journaliers agricoles et le maître de toute la plaine. Mais ce serait difficile ! Ce serait dur ! L'obliger à se rendre, c'était doubler une barre de fer vierge, car, le Catalan le savait, don Juan était un de ces hommes qui tombent morts plutôt que de faire des concessions. Mais il savait aussi que celui qui porte dans ses mains la représentation du peuple a le droit de monter l'escalier des tours seigneuriales et que le prolétariat peut démolir les murailles qui ne sont pas siennes ; et le lendemain, accompagné de ses deux jeunes admirateurs, il va, pour la troisième et dernière fois, frapper à la porte du château féodal du village.

Il frappa si fort que la voix du heurtoir ne signifia pas, comme à l'accoutumée : « Une grâce de charité pour quelqu'un qui supplie qu'on le reçoive ! » mais : « Ouvrez ! nous voulons entrer parce que nous en avons le droit et que vous nous recevrez par force ! »

Mme Dionisia, qui dut comprendre que ce coup n'était pas naturel, vint entr'ouvrir la porte et dit, toute suffoquée :

— Que voulez-vous?

— Dites à don Juan-Antonio Ruiz qu'il y a une commission qui veut le voir immédiatement, répond le Catalan avec énergie.

— C'est que... fait-elle.

— Quoi? Il dort? reprend le Catalan en élevant encore la voix.

S'il dort, qu'il se réveille et qu'il vienne, car lorsque le peuple est éveillé, les maîtres ne doivent pas dormir.

— C'est qu'il n'est peut-être pas au palais, insinue-t-elle en guise d'excuse.

— Il y est toujours, au palais ! Et s'il n'y est pas, il faut qu'il y soit aujourd'hui, car le peuple y est !

— Qui est là? fait la voix de don Juan-Antonio Ruiz y Pérez de Castrovido. Holà ! Qui que ce soit, faites-le entrer !

Le Catalan et ses deux acolytes se précipitèrent à l'intérieur de l'appartement ; un rideau se souleva et ils virent don Juan-Antonio qui les attendait, debout, un livre à la main.

Depuis deux ans que nous ne l'avions vu, don Juan-Antonio Ruiz y Pérez de Castrovido s'était momifié, séché, ridé ; il était devenu un incunable. De son visage à couleur d'huile on ne voyait que les yeux pareils à deux mèches émergeant d'une lampe ; la main qui tenait le livre était de la même couleur que ses pages, de sorte que le livre et la main semblaient faits du même papier de fil ; son vêtement était si vieux qu'il paraissait plutôt un moule sur ses os et il y en avait tant que c'était comme une brodure de rides. Don Juan-Antonio Ruiz y Pérez de Castrovido, devant ces murs qui allaient s'effritant, devant ces tapis adustes qui s'effaçaient comme des ombres ; avec cette petite vieille à son côté pareille à une momie de duègue conservée par une œuvre de sortilège, avec son lévrier décharné, boiteux des pattes de derrière et paralytique de celles de devant, qui ne se mouvait pas non plus, comme s'il eût été transformé en pierre, n'était plus un homme de ce temps. C'était une armure avec des yeux à la porte d'une crypte de la vieille histoire d'Espagne. Le plus curieux est que ces deux êtres si différents, lui si *Gréco* et le Catalan, qui était en face de lui, si déterminé, se ressemblaient en beaucoup de points : une même flamme leur sortait des yeux ; ils se ressemblaient par le front qui, chez l'un comme chez l'autre, était plein de rêves et de fantaisies, par l'orgueil, par la maigreur du corps, par la noblesse des intentions, ils se ressemblaient surtout en ceci qu'ils regardaient tous deux si loin, l'un en arrière et l'autre en avant, qu'ils ne voyaient rien de présent ni de proche.

Maintenant il était trop tard pour qu'ils pussent s'entendre, si tard que dès le début il était évident qu'ils ne s'entendraient jamais plus.

— Je suppose, dit don Juan-Antonio en saluant la commission, que cette fois, comme les autres, nos entretiens ne se termineront pas comme ceux de l'Auberge immortelle où le muletier et Maritorne démontrèrent qu'ils n'étaient pas des fantômes. Il advint jadis que, dans ma retraite, Votre Merci eut des gestes d'une haute éloquence.

L'art de Cicéron est respectable quand il glorifie nos traditions sacrées et non quand il les rabaisse. Le Catalan vient-il donc avec des intentions de paix?

— Si je viens pour la paix? répond le Catalan très calme. Cela dépend de la réponse que don Juan-Antonio fera au peuple.

— Qu'est-ce que ce peuple? demande don Juan-Antonio. Peut-on le savoir?

— Ce peuple, ici, ce sont les journaliers qui travaillent sur les aires de don Juan-Antonio Ruiz y Pérez de Castrovido comme des esclaves de leurs terres.

— Arrière, l'offense!

— Je maintiens ce que j'ai dit.

— Le vilain sera toujours esclave, c'est sa condition! dit l'administrateur qui commence à gratter la table.

— Le vilain, celui que vous appelez vilain, celui que vous croyez un vilain, nous envoie en ambassadeur pour imposer ses conditions au maître.

— Ses conditions? Vous avez dit... conditions? Mes oreilles n'auraient-elles pas mal entendu?

— Conditions évolutives de la question économique et déterministe, don Juan-Antonio. Une heure de moins de travail, vingt-cinq pour cent d'augmentation des salaires comme minimum et reconnaissance, signée, du syndicat qui est en train de se constituer pour résister au patronat.

— Je daigne prier le Catalan qui a l'honneur de causer avec moi de me dire s'il parle sérieusement ou s'il plaisante, car, vive Dieu! jamais de ma vie je n'ai entendu pareille facétie. Si vous êtes fou, votre folie est tellement *pérégrine* qu'elle dépasse celle du grand hidalgo et mérite davantage d'être écrite. Qu'est-ce que cela signifie que ce « moins de travail », cette « augmentation » et le... reste dont vous avez parlé? Quelles dimensions peut bien avoir ce *minimum* que vous dites, plébéien?

Don Juan-Antonio était tremblant d'indignation plus à cause de ce qu'il soupçonnait que de ce qu'il pouvait comprendre.

— Je veux dire, don Juan-Antonio, que si vous cédez tous continueront le travail; sinon ce sera la grève.

— Qu'est-ce que cela?

— Cela, c'est que le peuple est devenu plus grand et qu'il veut améliorer son sort. Il veut vivre! Il veut se régénérer. Cela veut dire que votre domination touche à sa fin, que le vent de la Liberté commence à souffler dans cette plaine et que, si vous ne voulez pas être vaincu, vous devez vous préparer à reculer.

— Moi, reculer? Dieu de Dieu! fait don Juan-Antonio Ruiz y Pérez de Castrovido en grinçant des dents. Reculer! Dans quels livres d'absurde chevalerie avez-vous pu lire des sottises comme celles que vous venez de débiter?

— Dans l'évangile social. C'est dans les livres du futur que je me suis instruit; dans des livres qui ne sont pas moisis comme les vôtres. L'humanité et la machine — continue le Catalan pérorant — ces éléments super-organiques vont par des chemins que ne prévoient pas les hommes comme vous. Elles vont à l'Idéal social qui est la félicité du Tout. La loi de l'évolution veut que la terre qui est vôtre, maintenant, soit, en Matière et en Force, au service du Tout. Entendez bien, don Juan-Antonio : du Tout. Socialiser le Cosmos, c'est-à-dire la Nature, pour l'homme, rien que pour l'homme; et le salaire minimum et l'heure maxima que nous venons vous demander ne sont que le commencement de ce que nous vous prendrons plus tard quand l'heure du jugement sera venue.

— Assez! Assez! Taisez-vous! se met à hurler don Juan-Antonio. Même si ce jugement que vous dites était le jugement dernier, je ne reculerais pas devant vous! Je n'ai pas à me préoccuper des propos d'un maniaque solitaire.

— Solitaire, dites-vous? Et toute l'armée qui me suit, venue des cinq parties de la planète?

— Pas un de mes journaliers ne vous suivra! dit l'administrateur en regardant les deux jeunes gens.

— Nous sommes à votre service, répond l'un d'eux, et nous suivrons le Catalan.

— A mon service vous l'étiez, car je vous congédie. Je vous chasse! Je vous exile! crie don Juan-Antonio.

— Si les nôtres y consentent! réplique le Catalan.

— Éclair et tonnerre! S'ils y consentent! Parler ainsi à un hidalgo comme moi! Venir imposer des conditions au vieux manoir des Pizarre, des Almagre, des Oquendo, des Hernan Cortès, des Cano, des don Alvaro de Luna, du Grand Capitaine et du duc d'Albe! Vouloir venir bloquer les héros des Navas de Tolosa, de Pavie, de Bailen, l'invincible *Armada*, ceux qui ont vaincu le monde, ceux qui ne voyaient pas le soleil se coucher sur l'étendue de leurs domaines! Sachez et tenez-vous pour dit, monsieur le révolutionnaire, qu'un homme comme moi ne plie jamais! que je suis capable de donner la dernière goutte de mon sang sous une impulsion généreuse du cœur, mais que jamais on n'aura ma tête sinon à coups de cimeterre; que j'ai mon âme pour bouclier et ma poitrine pour muraille et que même s'il faut mourir je mourrai debout, ferme, sans ployer

les genoux. Une grève, avez-vous dit? Je brûlerais moi-même le blé, toute la récolte, je jetterais mon écusson dans les flammes des gerbes plutôt que de reculer de deux pouces. Je tombe dans l'abîme, mais je ne me rends pas.

— Il me semble, don Juan-Antonio, répond le Catalan, que vous pouvez commencer à vous défendre si toutefois vous trouvez une arme qui puisse vous servir.

— Oui, j'en trouverai, grâce à Dieu ! A moi ! à moi ! Des armes ! Santiago, ferme Espagne !

Et il va pour arracher une épée d'une panoplie, mais elle était si rouillée et adhérait tellement au bois qu'il ne peut l'en détacher. Alors il s'écrie, furieux :

— Je trouverai la tradition qui est plus puissante que vos blasphèmes !

— Vos armes ne sont plus bonnes à rien, lui dit le Catalan en le voyant faire des efforts pour tirer une épée de la panoplie. Aujourd'hui, nous nous servons d'autres armes : celles de la paix ! celles de la justice !

— Justice, dites-vous? Oui, tous, vous devriez être punis par la justice sur la *Plaza Mayor*. Où est la sainte Hermandad pour châtier les mécréants? Où sont les galères? Pourquoi ne disparaissons-nous pas tous au milieu de ruines glorieuses?

— Enfin, vous ne voulez pas céder? C'est votre dernier mot? dit le Catalan sur le point de partir.

— Guzman le Bon, dit alors don Juan-Antonio dont la main qui tenait le livre était toute tremblante, Guzman, plutôt que de rendre Tarifa, jeta aux assiégeants sa propre dague pour qu'ils tuassent son fils. Moi, je n'ai point de fils, mais je garde ce qui vaut mieux qu'un enfant : l'honneur. Dites aux journaliers que s'ils veulent ce misérable salaire minimum ils n'ont qu'à venir essayer de le prendre ici et que don Juan-Antonio Ruiz y Pérez de Castrovido a des nerfs et un corps pour se défendre.

— Alors n'en parlons plus !

— Nous n'auriez dû parler ni maintenant ni jamais ! Je savais bien qu'avec vous on ne pourrait jamais s'entendre. Maudite soit l'heure où j'ai signé la cession du moulin que vous êtes en train de déshonorer. Mais jamais je n'aurais soupçonné une pareille audace !

— Adieu !

— Adieu ou au diable !

— On ne battra pas le blé.

— Qu'il se perde ! Que tout se perde, excepté les lions du palais !

Et en disant ces mots il se laissa choir dans un fauteuil comme si c'eût été un tombeau.

Mme Dionisia voulut courir à son secours mais elle n'eut pas la force de se mouvoir. Le lévrier voulut se dresser mais il ne pouvait plus tenir sur ses jambes. Pendant que la commission descendait cet escalier qu'elle ne devait plus monter, le chien fidèle finit par pouvoir se traîner jusqu'au seuil de la porte, et, hurlant comme un moribond, il fit résonner sa voix sous les nefs de pierre ; l'écho la répercuta, et peu à peu elle alla se perdant... se perdant... comme si le repos de cette demeure s'était éteint pour toujours.

Au dehors, devant la porte, le cafetier et sept ou huit campagnards attendaient les délégués.

— Nous n'avons rien obtenu, dit le Catalan. Donc, c'est la grève. Allons dire à ceux qui battent le blé de cesser le travail.

— Réfléchis bien ; pense à ce que tu vas faire ! lui dit le cafetier en le retenant.

— La grève, ai-je dit. Et tous ensemble ! ordonne le Catalan en reprenant son chemin.

— Non, ils ne te suivront pas tous. Ils ne te croiront pas. Crois bien qu'ils ne te croiront pas !

— Hier ils m'ont cru et ils m'ont applaudi !

— Hier ils ont applaudi ce que tu disais et non ce que tu voulais faire. L'action, c'est plus sérieux ! Prends garde ! Tu risques de te perdre pour toujours.

— Qui veut me suivre me suive, et que les lâches restent en arrière !

Il sortit du village suivi de huit ou dix hommes qui ne savaient où il les conduisait, des deux jeunes gens du comité qui, depuis que don Juan-Antonio les avait congédiés, n'avaient pas dit un mot, mais suivaient toujours le Catalan en serrant les poings, et d'Ignace le cafetier qui ne cessait de dire à son compagnon de ne pas se hâter ; ils arrivèrent enfin aux aires.

Là, le battage du blé était en pleine activité. Au milieu des meules de paille, on distinguait à travers la poussière des bras d'hommes suants, des têtes de chevaux, des jambes nues, comme dans un purgatoire d'où sortiraient, au lieu de flammes, des brindilles de gerbes. Le soleil n'était plus un soleil mais un feu. La terre vibrait de lumière. Les épis étaient des étincelles qui jaillissaient d'un brasier et brûlaient les pieds des hommes. La paille, voltigeant, ressemblait à du soufre et le blé, en tombant dans les sacs, roulait comme de l'or ; les travailleurs, pareils à des automates, allaient d'un endroit à l'autre, sans un cri, sans une parole.

Le Catalan, dont la tête était plus brûlante que les gerbes, alla tout droit à ces hommes et leur dit brusquement :

— Compagnons, il faut cesser le travail. Ce que nous avons demandé au meeting, ce que vous avez applaudi, on ne nous l'a pas accordé. Tandis que vous étiez déjà ici à suer pour le maître, gagnant son pain avec votre vie, il se moquait de vous ! Je n'ai pas autre chose à vous dire que ceci : à la grève ! Cessez le travail ! Jetez vos instruments !

Quelques-uns étaient tellement habitués à obéir, de père en fils, depuis des siècles, qu'en entendant ce cri : « Cessez le travail ! », ils le prirent pour un ordre, et, instinctivement, sans s'en rendre compte, ils lancèrent leurs instruments à terre. Mais les autres, la majorité, se regardèrent comme pour se dire : « Nous ne comprenons pas. »

— Jetez vos instruments ! répéta le Catalan exalté.

— Les jeter, pourquoi? demande un vieux de soixante-dix ans qui allait si courbé que de sa tête il touchait presque l'aire.

— Pour votre bien ! Pour votre droit ! Pour le triomphe de vos revendications ! Pour votre salut ! Pour l'amour de vos enfants ! leur crie le Catalan dont l'âme sort par les yeux.

— Ou pour mourir de faim ! dit le vieux qui saisit une fourche et est suivi par les autres ouvriers.

— Ou tous, ou personne ! crie un des deux jeunes gens. On nous a congédiés ; personne ne doit donc travailler ici !

— Fichez-nous le camp ! lui répond un des travailleurs.

— Laissez-nous tranquilles ! fait un autre.

— Non, personne ! crie l'autre jeune homme.

Tout à coup on vit une grande flamme s'élever d'une des meules. Les ouvriers y coururent et, à coups de pieds, à coups de fourches, parvinrent à éteindre le feu ; mais pendant qu'ils étaient occupés à l'éteindre, de la petite bande du Catalan on se mit à lancer des pierres qui allèrent tomber droit sur ces hommes qui ne voulaient pas cesser le travail. Ceux-ci se retournent ; tous crient, tous gesticulent, exaspérés. Un cyclone de folie passe par cette plaine. La sorcière de la tradition va heurter le crâne de l'esprit malin du progrès. Soudain, un mystérieux coup de fusil part on ne sait d'où et on voit le cafetier tomber sur un tas d'épis.

Une balle égarée l'avait tué net pendant qu'il criait : « Prudence ! »

SANTIAGO RUSIÑOL.

(Traduit du catalan par MARIUS ANDRÉ.)

(La fin au prochain numéro.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LA CHUTE DE M. LLOYD GEORGE

Depuis l'arrivée au pouvoir des idéologues, c'est-à-dire depuis la seconde moitié du dix-huitième siècle, on essaie de résoudre les difficultés matérielles par des discours, et c'est pourquoi peut-être les affaires vont si mal. Dans ce nouveau système, l'expression solennelle de la pensée devient une sorte d'acte, doué de vertus intrinsèques, et dont le succès esthétique passe pour consolider une situation ébranlée. Mal venu il le compromet définitivement. Et cela n'est pas une des moindres singularités des temps que nous vivons. Les choses n'en sont pas simplifiées, au contraire, car aux difficultés de fond s'ajoutent désormais des difficultés de forme, tout un nouveau plan d'intrigues et de démêlés.

Le spectacle qui se présente à nous en Angleterre comporte donc deux séries de manifestations, l'une matérielle, l'autre idéologique. Elles sont aussi peu brillantes l'une que l'autre, en dépit de quelques traits réconfortants.

D'abord le nombre de chômeurs ne fait que croître : il approche deux millions. Il faut soutenir ce poids énorme, à la force des bras, pour l'empêcher de tomber dans le socialisme révolutionnaire. Ce n'est pas une besogne facile, et les expédients financiers, auxquels on a eu recours depuis 1918 pour y faire face, contribuent à expliquer pourquoi la dette publique atteindra bientôt 8 milliards de livres, alors qu'en 1914, elle ne dépassait pas 700 millions, Or, au cours du

change, 8 milliards de livres font, en francs, une jolie somme, quelque chose comme 500 milliards.

Ce désarroi économique est à l'origine de toutes les préoccupations et de toutes les évolutions politiques. C'est lui qui rend compte du discrédit constant, infatigable, où est tombée, jour après jour, la coalition lloydgeorgienne. En un an les libéraux coalitionnistes, à eux seuls, ont perdu trois sièges ; sir A. C. Bech s'est séparé d'eux ; ils ne comptent plus que 123 membres aux Communes, et encore plusieurs d'entre eux votent-ils souvent avec le groupe Asquith.

Qui profite de ce déclin? Les travaillistes. On connaît leurs succès électoraux depuis quatre ans. Deux scrutins récents ont permis de juger leurs derniers progrès. A Gower, le candidat du travail a été élu par une majorité double de celle de 1918. A Pontypridd, une majorité *libérale* coalitionniste de 3 000 voix s'est convertie en une majorité *travailliste* de 4 000.

Si ce sont les libéraux qui font la plus grande partie de ces frais, les conservateurs saignent, par sympathie, de leur blessure, et, dans son discours de Birmingham, prononcé trois jours avant celui de M. Lloyd George, M. Chamberlain ne nous a pas caché pourquoi :

Je me demande quelquefois, a-t-il dit, si ceux qui ont si ouvertement discuté la conduite du gouvernement ont une conception bien claire des périls qui nous menacent. Je ne parle pas d'affaires étrangères, *je parle de périls à l'intérieur de notre pays*. A certaines heures, la révolution frappait à notre porte. Nous avons couru des périls qui ont été écartés et que l'on oublie maintenant, justement parce qu'ils n'existent plus. Mais avec une administration faible, ces dangers auraient porté un coup fatal à la Constitution britannique. Aujourd'hui, le devoir de tous les éléments constitutionnels et conservateurs de la nation est de défendre la Constitution et l'ordre économique qui nous ont faits ce que nous sommes. Ces temps derniers, nous avons encore une fois été menacés de « l'action directe ». Ce n'est plus le Parlement qui déciderait alors du sort du pays, nous serions gouvernés par les grévistes politiques.

Lorsque, au mois d'août, le marquis de Salisbury, devenu maintenant le chef des conservateurs indépendants, lança un appel sonore contre la coalition, sir Philip Magnus lui répondit également dans le *Sunday Times :* « Tout ce à quoi vous aboutirez, c'est à fortifier le *travail.* »

Tous partent d'ailleurs des mêmes prémisses et, par suite de réactions réciproques, dépendent en bloc de la mévente industrielle. C'est par suite du chômage que le *Labour party* voit croître son prestige. Avec de plus en plus d'âpreté il réclame des mesures — bien propres d'ailleurs à accroître le gâchis — telles que l'impôt sur le

capital. Sans doute, par une formidable majorité de 3 millions de voix, il a, lors de son dernier congrès, répudié le communisme, mais il manœuvre en cela comme les socialistes allemands. Son accession partielle ou totale au pouvoir produirait à Londres des effets très analogues à ceux que nous constatons à Berlin, et l'on conçoit quel effroi général est suspendu au-dessus de toutes les têtes, tant libérales qu'unionistes, tant coalitionnistes qu'indépendantes, à l'idée que la crise industrielle précipiterait, par l'intermédiaire d'un gouvernement de gauche, l'Angleterre dans le sac sinistre où l'Allemagne social-démocrate se débat sans honneur.

Tous partent donc, dans leurs raisonnements, du péril travailliste. « C'est vous qui l'alimentez par votre politique ridicule et malchanceuse », disaient à Lloyd George les unionistes rebelles. « Si Lloyd George n'était plus là, vous verriez comme l'extrême gauche ferait encore plus de progrès. Gardez-le donc, de peur d'un gouvernement socialiste », répliquait M. Chamberlain. Quant à la coalition elle-même, elle était hantée par cette poussée travailliste, seulement, pour y faire face, elle a recouru le plus souvent au mimétisme. C'est pour neutraliser les Clynes et les Henderson que l'on a cru habile de lâcher la France et de poursuivre sur le continent une politique démagogique et agressive à notre endroit. Les électeurs de Gower et de Pontypridd, qui vivent, comme tous les électeurs, sur les souvenirs du passé, savent gré aux candidats travaillistes de leur promettre quelque chose qui ressemble aux merveilles économiques de l'ère victorienne et pour cela la paix entre les peuples, la reprise des relations avec la Russie, l'abolition de toutes les alliances, la création d'une ligue internationale, à laquelle adhéreront Moscou et Berlin, la destruction de la coalition capitaliste.

C'est que l'ouvrier anglais, avec ce terrible *standard of life* qui fait — qui faisait — de lui l'égal de nos petits bourgeois, sent venir les temps difficiles et s'accroche instinctivement aux branches de salut qui lui paraissent les plus brillantes, les plus immédidates. Il est si difficile de ne pas croire à ce qu'on désire ! Et comment, lorsqu'on est candidat, se refuserait-on à plaire? On peut se demander, dès lors, si le principal responsable de la Grande Guerre et de la grande crise ne serait pas l'état d'esprit engendré par le fonctionnement tout simple du suffrage universel.

Quoi qu'il en soit, le mécanisme des difficultés britanniques apparaît comme extrêmement compréhensible de ce point de vue. Mais notons aussitôt qu'il n'est tel qu'à raison du manque total d'originalité, témoigné depuis des années par M. Lloyd George. Cet homme, si alerte, si combatif, si prime-sautier dans ses attitudes de combat,

vit d'emprunts, dès qu'il s'agit de grande politique. Quand on lit le discours de Manchester, on se demande si M. Lloyd George, à la veille de sa chute, existait encore par lui-même. La seule force qui lui restât, et il en a joué avec un excès de provocation, c'était la faiblesse inhérente à tout ministère britannique *possible*. Écoutez-le plutôt :

Il serait bien intéressant, disait-il avec cette ironie facile et percutante qui le rend si redoutable, de regarder les autres aux prises avec des difficultés qu'ils semblent actuellement traiter légèrement. Je regarderai par exemple de quelle façon on pourrait faire à l'Allemagne la remise de ses réparations et forcer la France à nous aimer plus que jamais. Je regarderai comment nous nous arrangerons pour payer aux États-Unis ce que nous leur devons, en abandonnant à tous les autres pays tout ce qu'ils nous doivent ; comment nous aurons une meilleure armée et une meilleure marine ; comment tout le monde aura des maisons ; je regarderai les hommes qui pensent que le *tariff reform* est essentiel à la prospérité nationale. Travailler avec ceux qui pensent que le libre-échange est le seul remède. Cela sera très intéressant de voir les autres combattre, et c'est une des joies que je me réserve.

Sans doute les escamotages, les imprécisions, les entorses, les omissions, les sophismes ne se comptent pas dans ce raccourci, mais, venant après le couplet où les faiblesses de M. Asquith, de lord Grey, avaient été exposées en pleine lumière, cette tirade annonçait le programme d'après la chute. Voilà le passé, voici l'avenir, semblait dire Lloyd George. Je suis le présent. Comparez. Moi, j'évite la guerre. En a-t-on fait autant en 1912, 1913, 1914?

Le geste est impudique : si quelqu'un au monde n'a pas le droit d'évoquer la dernière semaine de juillet 1914, c'est bien le ministre germanophile qui menaçait de démissionner, au cas où l'Angleterre entrerait dans le conflit. Que cet exemple de cynisme nous aide à comprendre, en Angleterre, l'attitude de ceux pour qui M. Lloyd George a cessé d'être l'homme avec qui l'on discutait, pour devenir celui qu'il fallait abattre. Lord Salisbury dit-il autre chose depuis six mois? Il faut croire que cette tactique a du bon, car, lorsqu'il s'est agi de constituer des fonds aux *die hard*, on a rassemblé, en quelques jours, plus d'un million de notre monnaie.

Mais rien n'intimidera M. Lloyd George, ni dans l'opposition, ni au pouvoir. Au risque de tout gâter, ne s'est-il pas posé en pacificateur du proche Orient? Pourtant les faits sont là, qui parlent, d'abord l'armistice, tout anglais, de 1918, où l'on réserva solennellement les pays turcs aux Turcs, puis le reniement de 1919 et le débarquement de Smyrne, enfin l'agression de 1921. Les événements sont de

bonne composition, car ils auraient dû aboutir deux ou trois fois à des hostilités en règle.

Nous-mêmes, que n'avons-nous pas dû souffrir de cette perpétuelle tromperie? Rappelons-nous plutôt les promesses faites en sous-main au chérif de la Mecque, contrairement aux accords Sykes-Picot en 1917, les insurgés de Cilicie armés contre nous par les fabriques de Manchester en 1919, les longues machinations de Fayçal en 1920, les intrigues et le guet-apens d'Abdullah en 1922. Et nous ne disons rien de la collusion constante avec l'Allemagne, collusion poussée si loin qu'elle alla, en 1921, jusqu'aux précisions les plus antifrançaises avec Stresemann, des excitations à l'Italie, des faux produits à Washington. La politique de Lloyd George envers la France contient toutes les justifications qu'il faudrait pour dix ou douze ruptures diplomatiques entre Paris et Londres. Voilà l'homme qui nous injurie publiquement.

Lord Salisbury paraît surtout sensible aux échecs diplomatiques de M. Lloyd George. De fait, s'il existe au *Foreign office* un baromètre *ad hoc*, il doit marquer la plus profonde dépression sur tout le proche Orient.

En Palestine, les Arabes et les chrétiens, qui sont les neuf dixièmes de la population, recourent, pour protester contre le mandat britannique, à des procédés de guerre civile. A Bagdad, Fayçal dit bien haut, à un délégué du *Chicago Tribune*, qu'une nation libre supporte avec aigreur le joug étranger, et le jour même où sir Percy Scot, le haut commissaire britannique, vient féliciter Sa Majesté le roi de l'Irak pour l'anniversaire de son accession à un trône venu directement du *Foreign office*, des cris hostiles éclatent à son adresse dans les cours intérieures du palais. Les affaires se sont un peu arrangées depuis, mais l'Angleterre sait déjà ce qu'il lui en coûte.

Ne disons rien des Indes, attendons. L'espèce de Parlement, inventé en 1919, réclame déjà une revision de ses pouvoirs avant la date prévue pour une réforme — plus libérale encore — de la constitution. Quant à l'Égypte, quant à l'Irlande, les cicatrices ne sont pas encore fermées sur des mutilations par ailleurs irréparables.

Faut-il après cela parler de la France? En octobre 1918, l'Angleterre aurait pu faire de nous ce qu'elle aurait voulu. Les sombres machinations de l'armistice, les calculs germanophiles qui s'ensuivirent et que rien n'a démentis depuis quatre ans, ont mis quelque chose de bien dur à effacer entre les deux gouvernements, entre les deux peuples. Des combinaisons d'entr'aide pourront encore surgir. Le cœur n'y sera plus. En politique comme ailleurs, les dosages les plus réalistes ne réussissent pas sans un minimum d'entrain et

de spontanéité. Les relations franco-anglaises ont été aigries par M. Lloyd George pour une bonne génération. Peut-être cela vaut-il mieux pour nous, mais il y a, de ce côté-ci de la Manche, des gens qui avaient rêvé entre les deux champions de l'équilibre mondial en août 1914 et en mars 1918, un autre avenir que celui que leur a fait ce petit procédurier de malheur, sans générosité, sans horizon, sans génie.

Le voilà renversé. Sa chute, assez ignominieuse, creuse un grand trou dans la politique anglaise. Les conservateurs en somme ont mis quatre ans à prendre une décision, qui déjà s'imposait peut-être en novembre 1918. C'est par peur qu'ils s'étaient rangés sous la bannière lloydgeorgienne, pour être bien sûrs que, sous aucun prétexte, le succès ne leur échapperait. De fait, sur 475 députés que comprit la coalition, après les élections de décembre, ils figuraient pour plus de 330. Plus d'un, j'imagine, dut regretter alors la contre-assurance léonine que Lloyd George leur avait fait conclure à son profit.

Un fait à noter, maintenant que les conservateurs sont au pouvoir : c'est moins le grabuge intérieur — scandale des « honneurs » compris — que les malfaçons de la politique mondiale, qui ont précipité Lloyd George de ce pouvoir où il s'était incrusté. On lui en a voulu surtout de compromettre les destinées de l'empire britannique, et la majorité formidable qui s'est retournée contre lui sort probablement de Moudania.

Quelle conclusion le gouvernement britannique de demain donnera-t-il à ce sentiment? Assurément nous ne pouvons perdre au change. En vertu même de la loi des contrastes, les conservateurs conservatisants qui auront à régler avec nous les problèmes de l'Europe centrale, auront peut-être une tendance naturelle à convertir en collaboration intime la collaboration hostile de leur prédécesseur.

Mais seront-ils en situation d'exprimer une volonté bien à eux? C'est le secret des élections. M. Asquith, le Travail, qui n'ont rien à perdre, gagneront peut-être plus de sièges qu'il n'en faudrait pour que l'*Union* conservât sa marge dominatrice de 1918. Et puis, la disposition même des choses, dans une Angleterre profondément touchée par les métamorphoses de 1918-1920, permettront-elles à l'Entente de retrouver un peu de sa fraîcheur?

M. Lloyd George a tant fait qu'il a forcé la France à prendre par elle-même des décisions capitales. Depuis le 20 octobre 1921, non seulement nous avions reconquis en Orient, par exemple, la liberté de nos mouvements, mais encore nous nous sommes engagés dans un système d'où un échec de l'Angleterre a fini par résulter.

De même pour l'Allemagne. Le gouvernement de M. Poincaré s'est

engagé trop souvent, trop solennellement, à faire régler le problème des réparations conformément aux intérêts majeurs de nos finances, pour qu'un accord franco-anglais à ce sujet puisse disposer d'un espace bien grand où chercher des combinaisons variées. Et l'attitude de cavalier seul que nous avons été les premiers à proposer à nos alliés, lorsqu'il s'est agi de « défendre » les Détroits, crée un précédent dont, en cas de désaccord, nous nous prévaudrons nécessairement sur le Rhin.

De toute façon, ne nous faisons pas trop d'illusions ; souhaitons seulement aux dirigeants britanniques de demain d'éviter en ce qui nous concerne les fautes de M. Lloyd George. Elles ne lui ont pas porté bonheur.

René Johannet.

Les Catholiques italiens entre le fascisme et la démocratie.

La fin lamentable et presque comique des grands espoirs du socialisme italien place aujourd'hui dans un cruel embarras les populaires, qui, en majorité, appelaient de tous leurs vœux la collaboration ministérielle avec Turati, Treves et leurs amis. Un document officiel de source populaire, le communiqué que le Groupe parlementaire du parti rédigea à l'adresse du Conseil national, après la reconstitution du cabinet Facta, constate mélancoliquement l'échec du rêve longtemps poursuivi. « Les élections du 15 mai 1921, y lit-on, eurent pour but de permettre aux nouvelles forces apparues dans l'arène politique (les organisations fascistes) de s'encadrer dans l'action parlementaire, et d'offrir au socialisme l'occasion de mûrir cette évolution interne qui aurait dû amener la formation légale d'un groupe dont le programme de loyale solidarité sociale et nationale eût encore une fois mis en valeur l'énergie assimilatrice des institutions constitutionnelles commandées par la monarchie libérale. Il faut bien constater que ce second résultat, qui, s'il s'était vérifié à temps, aurait pu imprimer dès l'origine une direction nouvelle et féconde à la vingt-sixième législature, manqua ou tarda tellement que, lorsqu'il survint, il ne trouva plus de conditions favorables à son utilisation. »

L'année 1921 et les premiers mois de 1922 offraient en effet au réformisme italien l'occasion unique, figurée par le symbolique cheveu, de fixer durablement et ouvertement au centre de l'État l'influence occulte qu'il y exerçait déjà depuis plus de vingt ans. Avec raison, celui qu'on pourrait appeler « le philosophe du fascisme »,

M. Agostino Lanzillo, disciple de Georges Sorel, écrivait récemment que soit à l'opposition, soit lorsqu'il montrait des velléités collaborationnistes, soit révolutionnaire, soit réformiste, « le parti socialiste était le noyau central le plus solide de la politique et imprégnait de sa volonté, de ses tendances, de ses propres aspirations, tous les aspects de la vie sociale italienne ». C'est ce qui explique, d'ailleurs, que les populaires n'aient pu résister à la contagion. Après un quart de siècle de complaisances officielles, qui culminèrent dans la passivité de M. Giolitti lors de l'occupation des usines par les ouvriers communistes, voici qu'enfin, pour l'aile droite du socialisme, détachée des bolchevisants au Congrès de Livourne, s'offrait à Montecitorio l'éventualité d'une coalition de démocrates, de populaires et de réformistes, guidée ou non par M. Nitti, qui eût disposé d'une majorité stable et que presque tout le monde en Italie considérait encore comme inévitable. Mais il fallait se hâter. L'organisation fasciste, qui visait nettement à substituer son autorité à celle de l'État, était déjà vers la fin de 1921 une puissance très difficile à dompter. On pouvait supposer cependant qu'un gouvernement énergique et suffisamment cohérent, au moins dans ses inimitiés, la ferait rentrer dans la légalité. En hésitant jusqu'au mois de juillet dernier devant les responsabilités du pouvoir, en laissant aux fascistes le loisir de se renforcer encore, les socialistes de droite perdirent au contraire leur dernière chance de succès. Certains prétendent, il est vrai, que la temporisation vint en réalité des populaires, qui ne se jugeaient pas assez sûrs d'obtenir dans la coalition désirée par les réformistes un rôle prépondérant. Quoi qu'il en soit, pour les uns comme pour les autres, l'instant favorable est aujourd'hui passé et sans doute ne reviendra pas de longtemps.

Il est donc assez curieux, en attendant les conclusions du Congrès fasciste qui doit se réunir le 24 octobre à Naples et qui statuera sur l'orientation définitive du parti, d'étudier les réactions que suscite parmi les dirigeants populaires la conscience des difficultés imprévues auxquelles se heurtera désormais l'essor de leur propre groupe, essor si rapide qu'il les avait surpris eux-mêmes et qui les avait rendus depuis trois ans arbitres de la vie parlementaire italienne.

Une interview donnée récemment par don Sturzo au *Secolo* nous permet précisément de connaître avec certitude comment l'animateur du parti populaire envisage l'avenir prochain et de quelle façon il espère que la démocratie italienne triomphera des menaces de dictature bourgeoise que ne cherche même plus à dissimuler le fascisme, qu'il aurait plutôt tendance, au contraire, à claironner de manière un peu intempérante. « Le fascisme, — explique don Sturzo, — tend certainement à superposer un État de classe à l'État démocratique représentant les diverses classes, et en cela il est aristocratique et nationaliste. Mais, en même temps, il tend à l'organisa-

tion corporative, et en cela il est démocratique et syndicaliste (1). Ce sont deux esprits contradictoire unis aujourd'hui dans l'assaut et la bataille, mais qui ne le seront certainement pas dans un travail de reconstruction. Cette contradiction prendra fin par la prédominance d'une des deux inspirations du fascisme. Or, il dépend de l'État démocratique de faire prévaloir celle qu'il voudra.

« On n'a jamais vu, en effet, de vraies révolutions accomplies par le prolétariat. L'aristocratie militaire et la bourgeoisie conquérante ont fait des révolutions pour de bon. Les autres mouvements, les mouvements prolétariens, quand ils n'ont pas suivi la méthode réformiste de lente absorption, se sont épuisés dans la lutte contre la réaction.

« Ainsi en sera-t-il pour le fascisme. Devenu organisation de masses, il tentera la conquête des vieilles positions prolétariennes dans des conditions bien inférieures à celles qu'eut le socialisme depuis vingt ans. Car l'Italie a passé des années florissantes de l'avant-guerre à la situation difficile, à la crise profonde où nous nous débattons. Et les classes bourgeoises, pour refaire l'économie, vont s'efforcer, au besoin par la violence, de reprendre leur situation politique privilégiée. Il y aura deux fascismes, l'un bourgeois, l'autre prolétarien. L'état démocratique, s'il a le temps et l'adresse de désarticuler les deux fascismes et de reviser lui-même son organisation économique, de mettre fin au bureaucratisme, de restaurer ses finances et de garantir protection à la liberté, pourra tenter sérieusement l'absorption des forces qui sont en lutte contre lui. S'il y réussit, s'il trouve l'homme capable de mener à bonne fin cette vaste entreprise, un nouvel avenir s'ouvre devant lui. Sinon, la crise finira par s'attaquer aux institutions elles-mêmes, et ce qui est aujourd'hui phénomène économique, ce qui sera demain phénomène politique, deviendra phénomène institutionnel, c'est-à-dire révolution. »

Cet aperçu d'histoire politique, où ne manquent pas les vues pénétrantes, reflète bien l'opinion des milieux qui, en Italie, s'opposent au fascisme et de ceux-là même qui, sans y adhérer, lui sont plus ou moins favorables. « Quand les transfuges du socialisme, écrivait dernièrement le *Corriere della sera*, formeront dans le fascisme un nombre appréciable, on verra si l'idéal d'où le fascisme prit origine et vigueur sera plus fort que la tournure d'esprit, ou simplement même que les habitudes et les instincts qu'y aura établis et enracinés la foule de ses conquêtes nouvelles. » Nous avons l'impression, ajoutait le grand quotidien libéral, « qu'une discipline convenable

(1) On ne voit pas très bien pourquoi le nationalisme s'oppose ici au syndicalisme, ni pourquoi l'organisation corporative devrait nécessairement être démocratique. Dans le cas envisagé, l'antithèse dénoncée par don Sturzo contient toutefois une part de vérité.

pour ces forces accrues n'est pas prête », ou du moins que n'est pas assez nettement distingué par les chefs du mouvement fasciste le péril d'une confusion nouvelle et plus grande que celle dont la désorganisation des partis subversifs est actuellement la cause, englobant cette fois et les partis qui ont provoqué la débâcle socialiste et ceux qui, derrière eux, se réjouissent de la voir réalisée (1).

Il est évident que le péril signalé par le *Corriere della sera* mérite la plus sérieuse considération de M. Mussolini et de ses amis. Bien que le syndicalisme soucieux de l'intérêt national possède en Italie une tradition de quelques années déjà et compte même ses martyrs, dont le plus connu, Filippo Corridoni, tomba sur le front italien en 1915, on ne saurait douter que le phénomène social qui advient présentement par delà les Alpes, ce passage en masse au fascisme de corporations ouvrières jusqu'alors adhérentes au *credo* marxiste, n'ait toutes sortes de raisons où la conviction réfléchie entre pour la plus petite part. Les éléments essentiels de cette évolution sont sans doute le dégoût et la déception, dégoût de la lâcheté et de l'incapacité des dirigeants socialistes, déception de toutes les déconvenues subies sous la responsabilité des prophètes du paradis bolcheviste. Mais à ces motifs, qui eux-mêmes sont de l'ordre sentimental et ne confèrent pas à un mouvement une base infrangible, s'ajoute ce qu'un excellent observateur du milieu italien, M. Benjamin Crémieux, appelait récemment dans *l'Europe nouvelle* la séduction irrésistible, pour un esprit italien, du *garibaldisme*, renouvelé par d'Annunzio à Fiume, « le goût de la mascarade et des serments inutiles » — dont le fascisme, avec ses blouses noires, réplique des chemises rouges, ses insignes macabres, ses remises de fanions (*gagliardetti*), est particulièrement prodigue — enfin « la vieille conviction italienne qu'il n'y a rien de bon à attendre du gouvernement, du *Governo ladro*, et tout à espérer de l'initiative privée. Les sociétés secrètes, le carbonarisme d'autrefois, s'étalent aujourd'hui en plein jour grâce aux libertés civiques inscrites dans le statut » (2). Tout cela, brochant sur le fond d'impulsivité de la race, constitue l'un des plus certains éléments de succès du fascisme. Ce n'est guère le rabaisser, d'ailleurs, que de le comparer à un carbonarisme à ciel ouvert, car si l'on a beaucoup exagéré le rôle, dans l'histoire du *Risorgimento*, de certaines sociétés secrètes, de certaines initiatives privées, qui sans le génie de Cavour n'auraient abouti à rien, il n'en est pas moins vrai qu'elles ont préparé à l'homme d'État piémontais un terrain excellent pour son action propre.

Mais l'Italie possède-t-elle aujourd'hui soit le chef capable de guider le fascisme à une victoire durable, et de lui remettre pratiquement la direction de la chose publique, soit l'homme politique

(1) 24 août 1922.
(2) 12 août 1922.

qu'invoque don Sturzo, susceptible au contraire de le dissocier et de l'absorber? Il est permis d'en douter un peu. M. Mussolini, comme directeur de l'*Avanti*, puis du *Popolo d'Italia*, comme créateur des milices fascistes — qui visent à reconstituer les légions romaines — enfin comme député, a témoigné tour à tour d'éminentes qualités de polémiste, d'organisateur et de leader parlementaire, surtout d'une décision et d'une audace que rien n'arrête, et si l'on songe qu'il atteint à peine quarante ans, on doit prévoir pour lui un rôle de premier plan dans la vie italienne contemporaine. Mais il manque de pondération et, autant que d'Annunzio dont il n'a pas la culture, d'expérience politique. Il est vrai que les généraux de l'Empire, et Bonaparte lui-même, manquaient de bien des qualités, et pourtant...

Ce n'est certainement pas sans une secrète complaisance que Mussolini mettait naguère en épigraphe à son journal ce mot précisément du premier Consul : « La Révolution est une idée qui a trouvé des baïonnettes. » Malgré tout, il serait prématuré de pronostiquer en Italie un 18 Brumaire, précédé de cette *marche sur Rome* dont les fascistes aiment à tenir la menace suspendue sur les gouvernements suspects de tiédeur à leur endroit.

Mais si les fascistes ne paraissent pas posséder jusqu'ici un chef de génie, il existe encore bien moins parmi le personnel politique de la démocratie italienne, et l'y voir surgir ressemblerait, suivant une expression qu'on aime outre-monts, à « un éclair dans un ciel serein ». Le vœu de don Sturzo a donc les plus grandes chances d'être déçu, et il sera sans doute impossible avant plusieurs mois encore, peut-être plusieurs années, de distinguer nettement l'avenir vers lequel s'achemine l'Italie.

D'autres que le secrétaire politique du parti populaire s'affligent, en tout cas, parmi ses amis, de voir que le pays semble tourner le dos à la démocratie, tandis que quelques-uns, moins nombreux, mais peut-être plus sages, y discernent une leçon qui pourrait s'avérer salutaire pour leur parti lui-même. Ce fut tout récemment l'occasion d'un échange de vues fort suggestif, dans la presse catholique, entre l'ancien ministre des Finances, M. Meda, et l'esprit très fin, très mesuré, très cultivé qu'est le marquis Crispolti (1). Pour être

(1) On peut considérer comme négligeable, dans l'histoire intérieure du P. P., la constitution récente à Milan d'un groupe conservateur de dissidents groupés autour du marquis Cornaggia, et même la sortie assez bruyante du parti du prince Boncompagni-Ludovisi, député de Rome, qui après sa démission envoya à divers journaux libéraux un réquisitoire en règle contre ses anciens compagnons de secteur.

Quelques membres de la noblesse avaient dès l'origine apporté leur adhésion au P. P., mais ils n'y exercèrent qu'une très faible influence et le plus grand nombre resta sur la réserve. A Florence, par exemple, il n'y a guère que deux ou trois représentants de vieilles familles parmi les dirigeants du groupe popu-

l'un des représentants principaux d'une tendance peu influente au sein du parti et que don Sturzo s'applique à tenir à l'écart des responsabilités, le marquis Crispolti n'en mérite pas moins notre audience.

Prenant position contre le courant d'opinion pour lequel le régime démocratique a aujourd'hui, en Italie, épuisé sa vitalité et qui affirme la nécessité d'un gouvernement oligarchique, ou tout au moins fondé sur une rigoureuse sélection des meilleurs, M. Meda exposait qu'une telle évolution serait contraire aux lois de l'histoire, d'abord parce que le développement du régime des sociétés, parallèle au progrès de la science, de la culture, du bien-être matériel, ne permettait pas plus un retour vers des institutions aristocratiques ou dictatoriales, en opposition avec l'esprit de la civilisation moderne, que vers les bombardes ou la chaise à porteurs ; en second lieu, parce que l'interdépendance entre les États rendait inconcevable une Italie antidémocratique dans une Europe démocratique, interdépendance faite plus évidente par l'échec de l'expérience bolcheviste, à laquelle les conditions ethniques et géographiques de la Russie offraient cependant un terrain spécialement favorable.

Malgré l'autorité dont jouit l'ancien ministre des Finances, le marquis Crispolti n'hésita pas à lui dire publiquement que sa thèse était mal posée. L'instauration de gouvernements aristocratiques, oligarchiques et surtout dictatoriaux ne suppose pas nécessairement la suppression de toute forme de consentement populaire, mais au contraire ils exercent une autorité de fait, le plus souvent, grâce à l'acquiescement spontané et quelquefois enthousiaste des organes représentatifs de la démocratie. (L'Italie, qui vit éclore le pouvoir des Médicis, devrait moins que tout autre pays oublier cette vérité historique.) Au contraire, l'abolition formelle des démocraties est incapable de préparer et d'instituer un régime oligarchique ou dictatorial quand manquent l'homme ou les hommes susceptibles de l'exercer.

Passant à l'examen des convulsions sociales de ces dernières années, et notamment à la conviction assez générale en Italie que le prolétariat « avait la force et la volonté d'accomplir une révolution radicale », le marquis Crispolti note avec raison que cette conviction influença grandement la conduite de tous les partis, y compris le parti populaire, et y fit prévaloir le souci de la distribution des richesses sur celui de la production, qui pourtant était de beaucoup le plus urgent. L'échec de la tentative communiste de gestion des usines, l'énergique résistance des propriétaires à l'occupation des terres, l'écroulement du socialisme de marque germano-russe en face du mouvement fasciste, enfin la gravité mieux comprise de

laire. La sympathie marquée de la noblesse italienne pour le fascisme rendra la situation de ces isolés de plus en plus difficile.

la situation financière et économique de la nation ont peu à peu retourné les esprits et laissent prévoir une politique plus réaliste. « Il me semble, conclut le marquis Crispolti, que tous ces faits vont modifiant l'humeur des divers partis constitutionnels, sans en excepter le nôtre, et les libèrent de ce qu'il pouvait y avoir en eux de doctrinaire, de rhétorique, d'imaginatif, pour annoncer un retour à des critériums plus froids et plus positifs touchant l'exercice de l'autorité, la formation du nouveau droit social, la valeur et la fonction des diverses classes (1). »

Bien que don Sturzo, dans son interview du *Secolo*, ait fait une critique sévère de la politique économique et financière de M. Giolitti et en général des gouvernements italiens qui ont suivi l'armistice, cherchant à montrer la cohérence de ces critiques avec celles qu'il avait déjà formulées en octobre 1920 à Milan et en janvier 1922 à Florence, il est certain qu'il pourrait s'appliquer à lui-même quelques-unes des observations du marquis Crispolti. Sans doute on doit reconnaître qu'il a toujours préconisé la simplification des services d'État, qu'il a assez vite aperçu les dangers de mesures fiscales telles que la « nominativité obligatoire » des valeurs mobilières, et que son tempérament propre ne l'incline aucunement à la rhétorique creuse. Tout de même il ne saurait oublier que des ministres populaires plus ou moins guidés par lui ont fait partie des divers ministères qu'il censure aujourd'hui, ni surtout qu'il est l'auteur direct de projets de loi, comme celui du morcellement de la grande propriété sicilienne, que le Parlement italien a dû longuement discuter et dont beaucoup contestaient l'urgence. Or, ces projets marquent au moins autant de souci d'une meilleure distribution des richesses que d'une prime à la production. Sans renier, lui non plus, sa foi démocratique, il est trop avisé pour ne pas faire exécuter au parti qu'il dirige le discret virage à droite préconisé par le marquis Crispolti, et, après lui, par les sénateurs « populaires », dans un message collectif qui a fait grand bruit outre-monts. Ainsi pourra-t-il conserver, dans la nouvelle Chambre italienne que nous aurons sans doute au printemps prochain, le rôle équilibrateur qu'il a eu dans les deux précédentes.

MAURICE VAUSSARD.

(1) *Italia*, 22 et 24 août 1922.

LES LETTRES

PAUL BOURGET CRITIQUE

Du dilettantisme à la foi, Paul Bourget ne varie pas, il progresse. La rectitude de cette progression, son ampleur, sa régularité, la santé intellectuelle que révèlent ces qualités caractérisent si justement un esprit que l'analyste, soucieux de le pénétrer et d'en prendre une vue exacte, sans rompre l'ordonnance de ses perspectives intérieures, doit le saisir par là. Le premier contact avec une intelligence doit être préparé, parce qu'il est décisif : la prudence nous engage à y mettre les formes, à prendre notre temps, à ne point l'aborder au hasard, et en ignorant ; toute l'économie de nos relations futures avec elle dépend de cette rencontre initiale, de ses conditions. Si on la suit à la trace, depuis le premier pas qu'elle fit, on la connaît déjà, sinon elle-même tout entière et dans son détail, du moins la masse de ses qualités essentielles ; la courbe de son mouvement, vitesse, direction, profondeur, révèle en partie sa nature, comme le sillon la charrue. Connaissance encore un peu fruste, qui, permettant déjà de distinguer un Bourget, par exemple, de n'importe quel autre, ne nous en fournit cependant qu'une image, non point stylisée et réduite à ses éléments, mais au contraire, confuse ; déjà différenciée, elle n'est pas encore caractérisée, et, complète, elle n'est pas encore composée. C'est alors qu'on peut la pénétrer, examiner, de l'intérieur, l'ordonnance des rouages qu'on avait vu agir.

Vous venez de lire les *Nouvelles pages de critique et de doctrine*. Relisez les *Essais de psychologie contemporaine*, et toute l'œuvre cri-

tique que Paul Bourget a publiée, de 1872 (date, je crois, de son premier article) à 1922. Cherchez une contradiction ; vous trouverez des changements d'opinion sur les hommes et les doctrines, des faits interprétés diversement, à mesure que, la vision s'élargissant, les détails s'ordonnent dans un plus vaste ensemble, leurs relations varient, de nouveaux rapports apparaissent, qui modifient la valeur vivante des éléments. Vous ne trouverez pas une idée, ce qui s'appelle une idée, présentée un moment comme une certitude et renoncée plus tard. Des propos, des vues conjecturales, des hypothèses séduisantes, toute cette vie brillante de l'esprit en chasse, sont caressés, chemin faisant, avec une complaisance qui témoigne du désir qu'a l'auteur de les retenir, de les intégrer dans sa construction ; poursuivant son examen, et de plus en plus pénétrant, s'il en reconnaît l'agrément fallacieux, si la logique pressée de décider ne justifie pas cette complaisance initiale, il les repousse sévèrement. Ainsi l'essentiel seul demeure, et tout l'effort intellectuel de Paul Bourget s'applique à cheminer prudemment sur la voie de la certitude. Il ne poursuit de nouvelles conquêtes qu'après s'être assuré de la valeur et de la fermeté de celles qu'il vient de s'annexer, non seulement de leur valeur propre, mais de leur valeur relative, chacune d'elles ne possédant à ses yeux tout son prix que si elle est la conséquence d'une victoire antérieure, et son fruit légitime, en même temps qu'elle rend possible et détermine une élévation nouvelle.

Cette rigueur dans le développement du royaume de l'esprit (1) — je dis bien le royaume, car si l'esprit peut chevaucher en liberté dans de plus vastes champs, il ne domine que les régions qu'il a, par la force des armes, soumises à sa loi, — comporte un risque : l'aveuglement, et un danger : la sécheresse.

Les séductions et les artifices de la logique, pour ne menacer de leurs perfides agréments qu'une classe restreinte d'esprits, sont fort capables d'émouvoir les intelligences sensibles aux coquetteries de l'abstrait. Certaines s'en amusent, et leur méfiance les protège ; d'autres s'y laissent prendre, soit que leur sévérité, tardivement exercée, s'applique à surveiller seulement la belle construction d'un édifice légèrement fondé, et à bâtir, avec grand soin, sur un terrain mouvant, par exemple tel postulat, admis comme une claire évidence, sans être vérifié ; soit que, trompées par leur désir, et acceptant,

(1) Je ne puis résister à l'envie de comparer la formation du domaine doctrinal de Bourget à la constitution du royaume de France : lente assimilation, choix prudent et judicieux des seuls éléments assimilables, extension mesurée, qui développe la puissance sans compromettre l'unité, ce sont les mêmes caractères, la même méthode. Paul Bourget ou le Capétien ; nul n'a mieux mérité ce titre.

par un aveu du cœur — si j'ose dire — une suite d'idées apparemment coordonnées, et réellement juxtaposées, leur insincérité, d'ailleurs bien innocente, relâche leur rigueur. Paul Bourget a évité ces deux écueils : dès l'origine, il a considéré sérieusement la vie, et son dilettantisme, au lieu de consister, comme c'était la mode, en une curiosité amusée, fut d'abord une curiosité intéressée, puis une curiosité inquiète, tendant de plus en plus à devenir une curiosité satisfaite ; ce ne sont pas des rapports imprévus et plaisants qu'il cherchait, par distraction, mais des rapports nécessaires, par besoin. La recherche des causes fut le but poursuivi par cet esprit méditatif et perspicace, dès qu'il s'appliqua à observer. Un fait, quelle que soit sa nature, n'est rien, qu'un élément isolé, et qui trouve sa place dans plusieurs ensembles ; un entassement de faits est moins que rien, qui n'apporte que la confusion. Dès le premier regard, la méditation doit soutenir l'observation ; faute de quoi, que servirait de regarder, si l'on ne sait au moins ce qu'on désire voir? Anneau de plusieurs chaînes, un fait n'apporte d'enseignement qu'à un esprit assez bien doué pour séparer les ressemblances essentielles des ressemblances apparentes, et par là établir une première et fruste ordonnance, assez nettement orienté — non encore dans sa marche, mais déjà dans sa curiosité — pour choisir, parmi tous les cadres où tel détail peut s'insérer, celui qui lui agrée le plus. Le regard de Bourget se posa sur le cadre psychologique, où d'abord il fut retenu par la sensibilité. Sa pensée indécise, déjà impatiente, manquait de fondement : une « enquête sur la sensibilité », menée par un esprit vigoureux, délié, lucide, amoureux des complications, non pour subtiliser avec délectation, mais pour les dénouer, devait lui apporter les premières assises ; et cela, d'autant mieux qu'il connaissait les résultats dont il cherchait les origines, et qu'il les tenait pour des résultats, possédant ainsi, dès ses premiers pas, le terme et le lien.

De ce point de départ, où il acquiert la science de l'observation réfléchie, et d'où il dégage ses premières conclusions, on le voit poursuivre sa tâche, creuser toujours plus profondément, et c'est alors qu'éclatent les vertus spirituelles qui parent son œuvre du plus noble des caractères, et font de Paul Bourget un incomparable modèle de conscience intellectuelle. Soucieux de logique, sa lucidité — un peu froide — le détourne des égarements où se perdent les esprits confus et les cœurs trop ardents. Ce n'est encore qu'un avantage, mais voici le mérite : une certitude acquise, et fortement assurée, devient aussitôt dynamique : la pensée impérieuse la saisit, lui donne sa place et son rang, puis, rayonnante, recherche toutes les conséquences que cette certitude nouvelle entraîne à sa suite. Et ces con-

séquences, quelles qu'elles soient, quelque dures qu'elles puissent être, sa probité les accepte toutes, pousse jusqu'à leur terme, et refuse d'abandonner une position, une fois justement occupée, aussi ferme dans la conquête légitime, que prompt à reconnaître son erreur, et à se replier, si quelque audacieux mouvement, ou quelque relâchement passager, l'a fourvoyé pour un instant hors du chemin de vérité.

Ainsi, ce qui est acquis reste acquis, étant, à peine possédé, articulé aux autres pièces, et sur-le-champ mis en service. Car c'est encore une des marques de Paul Bourget, que ce sens éminemment pratique du service constant, et du service en masse des idées ; non que, à chaque problème qui se pose, il mobilise toute sa doctrine ; mais, parce qu'elle est homogène, bien liée, et souple, l'élément qu'il appelle à son aide reçoit une valeur d'autant plus précieuse, et mérite d'autant plus de considération, que toute une armée disciplinée, derrière lui, est prête à appuyer son intervention.

Probité, logique et discipline, qui révèlent assez l'esprit scientifique et expliquent, d'une part, la vénération de Paul Bourget pour Taine, l'hommage qu'il rend constamment à son maître (1), d'autre part la séduction exercée sur lui par le *scientisme*, dont il se détacha plus tard, qu'il repoussa comme une erreur, mais dont il demeure marqué, le principe étant faux, mais le procédé conforme à son tour d'esprit ; on peut dire que Bourget ne doit rien, et n'a jamais dû rien d'essentiel à la théorie scientiste (ce qui eût déterminé dans son mouvement une rupture, un changement de direction que nous ne voyons pas), mais qu'il doit à la méthode scientiste, non pas fausse, mais limitée, ses premiers gains ; il fit le procès du scientisme le jour où cette méthode lui apparut insuffisante, où il n'y trouva plus d'appui pour les nouveaux élans qui l'emportaient plus loin.

Mais si cet écrivain, cet analyste, cet artiste a des vertus et des méthodes de savant, la matière où il les applique renforce le prix des unes et réduit la portée des autres. On aimerait, pour simplifier, à diviser l'œuvre de Bourget en deux parties bien nettes ; la découverte des lois, ou l'établissement d'une doctrine complète, puis leur vérification. Ce serait ignorer une des richesses de cette œuvre, défendue de la sécheresse dont je signalais tantôt le danger, par une

(1) Le sentiment de Bourget philosophe pour Taine n'est pas plus vif, peut-être, mais bien différent, par l'origine, de celui qui attache à Balzac Bourget romancier. A celui-ci, il demande des leçons, et son œuvre romanesque eût été autre, si Balzac n'avait pas existé. En celui-là, il reconnaît, non pas un modèle à suivre, mais un esprit frère du sien ; leur union est bien plus intérieure, et le sentiment de Bourget vraiment filial.

générosité de l'esprit, toujours en contact direct avec la vie, et sans cesse sollicité par un double mouvement de va-et-vient ; tandis qu'il se construit pièce à pièce cette doctrine, il n'attend pas, pour en tirer une action vivante, d'avoir terminé l'édifice ; autre chose est de bâtir, dans l'abstrait et pour soi, une image de la vérité, autre chose de proposer au monde moral, intellectuel ou social qui vous entoure, la vérité, à mesure qu'on la découvre, autre chose encore, non seulement d'établir le vrai, mais d'imaginer tout le possible, et de pousser, dans toutes les directions, un regard investigateur et incertain. Un humain — au beau sens du mot — ne peut, sans quelque trahison, consentir à l'abandon, même momentané, de l'un de ces trois mouvements : connaître, servir et deviner. L'unité d'un esprit n'y est pas compromise, s'il tient et s'il propose l'incertain pour de l'incertain. C'est le grand mérite de Bourget de n'avoir consenti à aucune défaillance dans l'ordre de l'intelligence, et d'avoir fait la part du feu, d'avoir admis qu'on peut risquer de se contredire dans le détail, sous peine de stérilité. Chemin faisant, il a lancé des propos, retirés par la suite, il a pu le faire sans paraître léger, parce qu'il n'était pas dogmatique, et présentait des points de vue sans lancer d'encycliques. L'essentiel seul n'a pas varié ; l'unité de l'esprit, l'unité du but, et le sérieux de la méthode l'ont conduit où il voulait aller, il n'a pas eu à faire un seul pas en arrière, s'il a parfois égaré son regard. Bel exemple de puissance, d'honneur intellectuel, et de sécurité.

LOUIS MARTIN-CHAUFFIER.

Des archives de l'humanisme : la Collection Guillaume Budé.

Il y a deux siècles, la publication nouvelle ou la traduction d'un auteur ancien aurait pris place sans conteste parmi les grands événements littéraires de l'année. On vivait jadis en communion constante avec ceux des Grecs ou des Latins qu'on pourrait bien appeler les Pères de l'art d'écrire ; on ne concevait guère que la continuité fût rompue entre les antiques et les modernes, même quand on préférait ceux-ci à ceux-là, et il ne semblait pas que les chefs-d'œuvre devinssent étrangers en vieillissant. Aussi les grands écrivains de notre époque classique ont-ils presque tous des traductions à leur actif. Les auteurs célèbres d'aujourd'hui seraient bien embarrassés de marcher sur ces traces. Les lettrés sont peu humanistes, point philologues ; et il est des philologues qui ne sont ni humanistes ni

lettrés. A consulter l'histoire, je crois bien que le *Latin mystique* de Gourmont, où il y a bien à redire, est le dernier en date des ouvrages érudits dus à une plume non professionnelle. Cela n'empêche pas ce livre de compter grandement dans l'histoire des idées.

Pourtant, il y a un intérêt capital à rendre aujourd'hui tangible et familier l'humanisme dont on parle tant. Sa théorie, son apologie, on les fait un peu partout. Sa pratique, voilà autre chose. Je suis trop certain que le préjugé constant du public est contenu dans cette formule : « Les lettres grecques et latines, c'est l'affaire des professeurs ! » Eh bien, non ; il faut protester là contre. C'est au contraire le domaine de tous les honnêtes gens ; si l'on en fait le canton des seuls spécialistes, la foule ira se persuadant que le terrain y est stérile et desséché. Puis, il lui paraîtra gardé par les noirs et tristes fantômes des souvenirs scolaires, et jamais plus elle ne sera tentée d'y refaire un pas.

A vrai dire, jusqu'à ces derniers temps, la foule en question était bien excusable ; d'abord parce que le latin ou le grec étaient enseignés trop souvent non comme une discipline utile, mais comme une survivance routinière, et qu'on cherchait en eux moins de littérature que de grammaire. Ensuite parce qu'on n'aurait pu se procurer ici de textes antiques que dans ces éditions classiques dont l'aspect, le cartonnage, l'odeur, rappellent aussitôt le lycée et qu'on ne montre pas volontiers dans une bibliothèque. Encore les classiques (il vaudrait mieux dire les« scolaires ») étaient-ils limités en nombre et fragmentés, ce qui est naturel si l'on considère leur fin propre. Aussi devait-on se procurer les collections ou les textes complets dans les éditions étrangères. Les anglaises étaient belles, mais coûtaient cher. Les allemandes, dont la *Teubner* est la plus usuelle, étaient pratiques, mais mal brochées ou point brochées, et brillaient par cette qualité d'illisible que produit la suppression des marges, des alinéas, bref de l'air. Un Thucydide de chez Teubner, c'était quelque chose de vraiment horrifique, et les lunetiers y trouvaient certainement leur profit ; l'ennui pareillement. Quant aux fonds des vénérables « Didot » ou « Panckoucke », pierres angulaires des bibliothèques publiques, on se les procurait malaisément au fond des sanctuaires de brocante, dans les ventes, rarement chez un libraire fortuné.

Telle était la situation au moment de la guerre, et même à la fin de la guerre, lorsqu'il parut à la fois que les échanges entre nations, fût-ce des échanges de livres, seraient moins commodes que jamais, et que d'autre part l'opinion publique en France demandait un retour à la culture traditionnelle de ce pays, à la pratique des Grecs et des Latins. Il fallait absolument recréer, à peu près de toutes pièces, une bibliothèque *française* d'auteurs antiques, la rendre accessible au grand public, sans parler des professionnels, qui devaient reculer plus qu'à une autre époque, devant les éditions luxueuses et compliquées.

Il ne faut pas croire que ce fût là un simple travail de librairie. Sans doute les textes sont du domaine public encore, — qu'un député ait eu, l'an dernier, l'idée funeste et ridicule de vouloir en imposer les rééditions pour constituer une caisse de secours aux plumitifs de ce temps-ci (1). Mais, d'autre part, il faut les publier à présent en fonction des découvertes, des éditions antérieures, des manuscrits ; d'où un travail de copie, de collationnement et de lecture dont le profane se fait difficilement idée. Force fut donc, en 1917, de former une association d'érudits et de professeurs dont M. Maurice Croiset, administrateur du Collège de France, fut le président et Guillaume Budé, en quelque sorte, le héros éponyme ; chose naturelle puisque le grand helléniste fut le vrai fondateur du Collège royal et de l'humanisme français. D'après l'article 5 de ses statuts, l'Association « Guillaume Budé » se proposait la mise en valeur, l'impression, l'édition de tous manuscrits et travaux relatifs aux littératures classiques, ainsi que celles de tous textes ayant un intérêt pour la culture française, tels que philosophie, histoire, archéologie, patrologie, etc.

Je ne me mêlerai pas ici d'expliquer l'économie de cette Société. Elle comporte d'abord des cotisants, plus de deux mille déjà, qui bénéficient d'une réduction sur le prix des volumes ; étant de ce caractère, elle peut donner les volumes au plus juste tarif au lecteur constant ou à l'acheteur occasionnel. Enfin un contrat passé avec la Société d'édition les *Belles-Lettres* engage celle-ci à rétribuer, éditer, exploiter les ouvrages émanés de l'Association Guillaume Budé, laquelle a la charge morale et scientifique de ne lui livrer rien que d'achevé et d'accompli. Il s'agit donc bien là d'une initiative comme on en rencontre aux grandes époques de crise, pour sauver une situation. La situation, ne le nions pas, avait besoin d'être sauvée, et elle le sera. J'entends la situation de l'humanisme français, à l'intérieur de nos frontières, et en dehors. Ce qu'il faut, au sortir de la guerre et au début d'une ère où les soucis matériels vont être tyranniques, ce n'est rien de moins que perpétuer une culture, parfois mal attaquée, parfois aussi mal défendue, mais qui nous est essentielle.

Il ne convient pas d'y intéresser seulement le public des lycées, collèges, facultés ou académies, mais bien tous les gens cultivés, la grande foule de ces lecteurs de bonne volonté qui eurent jusqu'à la Révolution un fonds classique dans leur librairie privée. Ne croyons pas que le nombre en ait diminué ; l'on est d'accord pour reconnaître que jamais la France n'a tant lu. L'essentiel est qu'elle lise ce qui lui convient, avec une direction. Ce n'est pas à l'école qu'on veut

(1) L'histoire ou la légende prétend que le roi de Grèce, il y a vingt-cinq ans, eut l'idée de revendiquer pour son pays la propriété littéraire des œuvres helléniques de l'antiquité, ou du moins un pourcentage de leurs éditions. Des ouvertures diplomatiques à ce sujet eurent un succès de fou rire.

faire retourner le public ; c'est au goût national. D'autre part, la place de l'Allemagne dans le respect scientifique du monde est presque vacante : il faut l'occuper. Du moins, l'occasion n'a jamais été si bonne d'apprendre à l'univers, victime d'une propagande singulière, que notre science vaut n'importe quelle autre, et la surpasse même. Ce ne sont pas les romans pour chemins de fer ou paquebots qui nous font donner cette part d'estime qui réside dans la vraie gloire ; ce sont les travaux scientifiques et littéraires d'un ordre élevé. Le prestige de notre pays est vraiment en jeu dans cette œuvre ; nulle emphase pour exprimer cela. Il n'y aura jamais assez de preuves matérielles pour démontrer à l'étranger que la France est l'héritière la plus directe et la mieux avouée de la culture antique ; mais la meilleure serait assurément que l'étranger recourût volontiers à notre intermédiaire, c'est-à-dire à nos éditions, à nos traductions même, pour retrouver ladite culture dont on a dit fort justement qu'elle fonde la paix du monde et sa beauté.

On ne peut assez s'émerveiller qu'en moins de trois ans l'Association Guillaume Budé ait fait paraître une dizaine d'auteurs grecs et autant de latins. En principe, le type adopté est celui du texte et de la traduction réunis, qui parfois, comme dans le tome premier de Platon, joignent par une habile typographie les mérites d'une œuvre d'art et les commodités d'une version juxtalinéaire. Des volumes à part contiennent soit le texte seul, à l'usage des bibliophiles et des érudits, soit la traduction seule, à l'usage des gens curieux de la pensée antique plutôt que de son expression directe. Bien entendu, il ne pouvait être question de mettre sur pied les innombrables auteurs de la grécité ou de la latinité dans un ordre méthodique, de genres ou de chronologie. On ne pouvait davantage improviser au hasard. Aussi a-t-on demandé aux meilleurs spécialistes de chaque écrivain le travail d'éditeur et de traducteur. Ils ont fait œuvre de savants tout ensemble et de bons écrivains français ; et sans vouloir rivaliser avec Vaugelas qui mit trente ans à traduire Quinte-Curce (lequel, quoi qu'on pense de son authenticité, ne méritait tout de même pas tant de soins !), ils ont atteint des résultats qui passent l'espérance. Les pièces d'Eschyle, traduites par M. Mazon, arrivent à fournir une vraie reconstitution scénique de ce théâtre prodigieux. Les *Histoires* de Tacite, tournées en français par M. Goelzer, le Lucrèce de M. Ernout, le Sénèque de M. Préchac, le Juvénal de MM. Villeneuve et de Labriolle, le Callimaque de M. Cahen participent chacun d'une méthode différente de translation, mais tous ont en commun la sûreté et l'élégance. Si bien qu'on peut prédire sans crainte que cette collection, qu'il faudra bien un quart de siècle pour rendre complète, sera le monument le plus imposant et le plus solide qu'on ait jamais édifié à la gloire des classiques anciens. On ne peut douter que l'œuvre ne soit achevée tôt ou tard, et n'offre un répertoire aussi complet que la collection Teubner. Ses auteurs ont

l'éternité devant eux, et c'est la matière même qu'ils travaillent qui est immortelle.

Pour être complet, il faut signaler enfin que la société des *Belles-Lettres* constitue d'autres collections à côté de sa grande série antique, à laquelle est réservé le titre de « Collection des Universités de France », elle en publie une « de littérature générale » où sont parus des mélanges littéraires de sir James Frazer (*sir Roger de Coverley*) et les mémoires du héros polonais *Pasek*, traduits par Paul Cazin, — une de « textes et documents » où l'on trouve déjà les lettres et fragments de Julien l'Empereur, dépouillés et classés à nouveau, une enfin, dite « des Études anciennes », où se recommande à tout lettré le début d'une *Histoire de la littérature latine chrétienne* de M. de Labriolle ; on sait que rien n'intéresse davantage l'intelligence de celle du moyen âge français et généralement de tout l'Occident chrétien. Il y a donc à espérer, comme la Société Guillaume Budé nous y engage, des collections de patrologie, qui puissent renouveler un peu celle de Migne ou nous rendre accessibles les textes des *Monumenta Germaniæ*. Ce jour-là, que nous verrons, ou nos fils, les littératures grecques et latines seront nées une nouvelle fois, comme c'est leur destin, sous leur double aspect, païen et chrétien, et il paraîtra que c'est la gloire de la France que d'avoir conçu, préparé, réalisé de notre temps cette renaissance.

André Thérive.

L'HISTOIRE

LA POLITIQUE DE NAPOLÉON III D'APRÈS LES SOUVENIRS DE THOUVENEL (1)

Les événements d'Orient nous ont conduit à relire les *Souvenirs* de Thouvenel qui fut un des diplomates les plus en vue de la cour de Napoléon III. Secrétaire, chargé d'affaires et ministre à Athènes, plus tard ambassadeur à Constantinople, il avait gravi tous les degrés de la carrière dans les légations d'Orient, mais un séjour d'un an et demi à l'ambassade de Munich lui avait permis d'étudier sur place les difficiles problèmes et les intrigues compliquées qui agitaient les chancelleries, grandes et petites, de l'Europe centrale.

De Munich, il passa au quai d'Orsay, appelé au poste important de directeur des affaires politiques. Il y arrivait avec une culture étendue, des connaissances solides, des idées nettes et éprouvées par l'expérience.

Son ministre Drouyn de Lhuys avait, sur l'Europe, les mêmes vues que son collaborateur. Il les exposait et les défendait avec une dignité compassée et un respect minutieux des formes qui rappelaient la vieille cour. Thouvenel apportait à la même tâche plus de vivacité et plus de malice. Les caractères des deux hommes ne s'accordaient pas. La susceptibilité de Drouyn de Lhuys, très autoritaire, très jaloux de ses prérogatives, rendait parfois difficiles leurs relations personnelles ; mais, en politique, ils suivaient l'un et l'autre la même voie.

(1) *Pages de l'histoire du Second Empire :* « Napoléon Ier et Napoléon III », « Trois années de la question d'Orient », in-8°, chez Plon.

En vérité, leurs principes n'étaient pas nouveaux. C'étaient, avec des modifications de circonstances, ceux de Vergennes, de Talleyrand et de Louis-Philippe.

Ils réservaient à la France le rôle de puissance modératrice, ennemie des aventures, gardienne de la paix, ne désirant pas pour elle-même d'accroissements territoriaux, mais s'opposant avec une égale fermeté à tout accroissement des autres États, et tirant de cette attitude autorité et influence. Somme toute, une doctrine de conservation et d'ordre, une doctrine de bon Européen.

L'Europe telle que l'avaient organisée les traités de 1815 comprenait une grande puissance maritime : l'Angleterre, et quatre grandes puissances continentales : la Russie, l'Autriche, la Prusse et la France. L'Italie, l'Allemagne centrale et méridionale, demeuraient encore des expressions géographiques, des mosaïques de petits États, intéressés par leur faiblesse même au maintien de la paix et du *statu quo*. Ces arrangements offraient à la France un immense avantage : elle n'avait pour voisins que des royaumes secondaires, incapables de faire la guerre, jouant à merveille le rôle de tampons, amortissant les chocs, étouffant les querelles. La Prusse, qui touchait à nos frontières sur quelques kilomètres, dans la région de la Sarre, était loin d'avoir l'étendue et la force qu'elle devait acquérir plus tard, sous l'impulsion de Bismarck.

Les traités de 1815 auraient été cependant humiliants et dangereux pour nous, si les puissances alliées contre Napoléon étaient restées d'accord pour écarter le gouvernement français des grandes affaires et le tenir, pour ainsi dire, en observation et en quarantaine. Ces temps n'étaient plus. Dès le règne de Louis XVIII, la France était rentrée dans le concert européen. Depuis 1854 même, elle était engagée, avec l'Angleterre, dans une guerre contre la Russie pour la protection de la Turquie, menacée dans sa souveraineté par les prétentions de Nicolas Ier qui revendiquait la protection effective de tous les orthodoxes sujets du sultan.

Les opérations militaires engagées d'abord un peu partout : dans la mer Noire, à l'embouchure du Danube, dans la Baltique, avaient fini par se cristalliser en Crimée, où une armée anglo-française commandée par Saint-Arnaud avait débarqué en septembre 1854. On s'était tout d'abord imaginé qu'on enlèverait Sébastopol d'un coup de main, mais l'affaire traînant, on n'espérait plus en finir vite et à peu de frais. De part et d'autre, on négociait et on cherchait des auxiliaires.

Entre les deux partis, russe et anglo-français, était le bloc ou plutôt le chaos germanique : l'impotente confédération, la Prusse

tourmentée par le désir d'acquérir beaucoup sans rien risquer, la lente Autriche, tiraillée par des sentiments contradictoires.

Le gouvernement de Vienne sentait bien que son intérêt était de réprimer sur le Danube les empiétements et les convoitises de la Russie, mais l'empereur Nicolas l'avait sauvé en 1849 en étouffant la révolte de Hongrie... Il hésitait entre l'égoïsme et la reconnaissance, ne se décidant pas du premier coup à mettre en application la prophétie de Schwarzenberg : à étonner le monde par son ingratitude.

La grande pensée de Drouyn de Lhuys était de gagner le chancelier, M. de Buol, à notre cause et, pour y parvenir, il n'hésita pas à se transporter lui-même en Autriche, où ses manières graves et sa politesse un peu solennelle devaient plaire.

« Vous êtes un gouvernement jeune, répétait-on volontiers à Vienne. Nous sommes ici de vieilles gens. Eh bien, ménagez-vous, ayez pour nous des égards, et rappelez-vous que c'est par les douairières que se fait dans le monde la réputation des jeunes gens. »

Drouyn de Lhuys cherchait un résultat immédiat : entraîner François-Joseph dans la guerre, et un résultat lointain : nouer une alliance solide et durable avec lui. L'Autriche n'était-elle pas, par essence, intéressée au plus haut point au maintien des frontières actuelles? Présidente de la Confédération germanique, maîtresse du royaume lombard-vénitien, elle était préposée à la conservation de l'Italie et de l'Allemagne, à la protection de cet heureux morcellement qui garantissait notre sécurité, contraignait la Prusse à l'inaction et constituait la meilleure garantie de la paix. Si l'Autriche consentait à se déclarer contre le tsar, la guerre de Crimée serait vite terminée, la Russie forcée de renoncer à ses ambitions, l'empire turc sauvé. Si elle consentait à un pacte définitif, la Prusse ne pourrait jamais absorber le reste de l'Allemagne, le Piémont serait incapable de fomenter un nouveau bouleversement de l'Italie, l'Europe connaîtrait, après les troubles de 1848, une longue période de quiétude et de repos.

A tout prendre, l'alliance autrichienne était même préférable à l'alliance anglaise, difficile à pratiquer; toujours à la merci d'incidents comme ceux que suscitait sans se lasser l'auteur principal de la guerre contre la Russie, l'insupportable ambassadeur de Constantinople : Stratford Redcliffe.

Reçu en audience par François-Joseph, Drouyn de Lhuys déclarait tout de suite : « Ce qui m'a conduit à Vienne, c'est bien moins le désir de faire la paix avec la Russie que de consolider, de féconder l'alliance avec l'Autriche. » Le règlement des difficultés relatives à la mer Noire serait le prologue de cette Entente.

Le ministre de Napoléon III faillit réussir : un premier traité était signé le 2 décembre 1854 et, après bien des lenteurs et bien des incertitudes, on arrivait à se mettre d'accord sur un projet d'ultimatum que l'Autriche signifierait à la Russie et qui, en cas de rejet, entraînerait sa participation immédiate aux hostilités. Sans doute, ce projet était loin d'être parfait. Compliqué dans son ensemble, très modéré sur certains points, il ne semblait pas en harmonie avec les sacrifices consentis en Crimée, mais, au demeurant, ces sacrifices n'avaient abouti à aucun résultat militaire décisif et c'était une grande chose d'avoir fait sortir l'Autriche de sa neutralité et préparé un système d'alliance raisonnable et profitable.

*
* *

Malheureusement Drouyn de Lhuys n'avait pas compté avec les idées et les sentiments sur lesquels le régime impérial était fondé. Il avait agi comme si Napoléon III avait été un souverain traditionnel et non l'héritier et le représentant d'une légende, l'élu d'une démocratie.

En politique intérieure, l'établissement de l'empire avait signifié : ordre, autorité, fin du libéralisme, écrasement de la république et du socialisme. En politique extérieure, il représentait tout le contraire : aventures, triomphe de la démocratie, recommencement des expériences libérales et des guerres libératrices. Sans doute, Louis-Napoléon avait dit : « L'Empire, c'est la paix. » Ce sont là des paroles que les peuples aiment à entendre. Mais il était sous-entendu que cette paix serait provisoire et qu'elle servirait à préparer la réalisation de toutes les rêveries et de toutes les folies que l'opinion avancée avaient fait siennes depuis trente-cinq ans et auxquelles Louis-Philippe avait résisté jusqu'à ce qu'il y perdît sa couronne.

La littérature de Sainte-Hélène n'avait-elle pas représenté Napoléon Ier comme le soldat de la Révolution en guerre contre les rois et les tyrans? Napoléon III ramasserait l'épée de son oncle et reprendrait à son compte les plans de Broglie, de Thiers, de Michelet et de Barbès : liberté des peuples, émancipation des nations, abolition des traités de 1815, bouleversement de l'Europe, remaniement de la carte des États que l'on calquerait sur la carte des nationalités et, pour finir, la justice partout, sur terre comme dans le ciel. Étrange aveuglement ! Les défenseurs et les partisans de ce programme ne s'apercevaient pas qu'en réalité tout cela signifiait : l'équilibre de l'Europe modifié à notre détriment, l'Allemagne sacrifiée à la Prusse, les conflits d'État compliqués, envenimés et multipliés par les haines

de peuples, nos frontières perpétuellement menacées, notre existence même en péril....

Il y eut, à Paris, au début de mai 1855, quelques journées dramatiques. Sentant l'empereur hésitant ou même hostile, Drouyn de Lhuys était rentré précipitamment pour le convaincre. Le 1er mai, après un entretien de deux heures aux Tuileries, Napoléon parut persuadé, mais, le 4, il revenait sur sa décision et refusait de ratifier l'arrangement de Vienne. Drouyn de Lhuys se retirait aussitôt et, peu de temps après, Thouvenel était envoyé à Constantinople.

L'Empire avait choisi. Entre la politique traditionnelle d'équilibre et la politique chimérique des nationalités, il avait opté. Il avait opté pour la seconde : pour l'unité italienne, pour l'unité allemande, pour Sadowa et pour Sedan.

Sans doute, la prise de Sébastopol survenue le 8 septembre cachait cette terrible déviation. Au congrès de Paris, Napoléon III put paraître en triomphateur. Dans la vingt-deuxième séance, le 8 avril, il faisait lire par son nouveau ministre, Walewski, son grand plan de réformes européennes et de bouleversement continental. Toute l'opinion libérale pouvait crier au triomphe. La défaite de la Russie autocratique marquait le commencement d'une nouvelle ère...

Mais Thouvenel et Drouyn de Lhuys avaient raison l'un et l'autre lorsqu'ils écrivaient, le premier : « Notre politique générale est en train de dérailler... », le second : « Le rejet des propositions autrichiennes est l'inauguration d'une politique *fatale.* »

Une fatalité qui pèse encore lourdement sur nous et dont nos hommes d'État n'ont pas su s'affranchir au bon moment !

PIERRE GAXOTTE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. ANDRÉ MAGINOT

En 1910, *les républicains de gauche avaient reconquis sur les nationalistes la circonscription de Bar-le-Duc. A cette date, la Meuse, département de M. Poincaré, rentrait donc tout entière dans l'obédience opportuniste. La victoire de M. Maginot sur M. Ferrette, lequel avait vaincu en* 1898 *M. Develle, marquait la dernière étape de cette « reconquête ».*

M. Maginot, tout jeune encore (il n'avait guère dépassé la trentaine), arrivait à la Chambre précédé d'une réputation de valeur que justifiaient ses titres et son passé administratif. Il était entré au Conseil d'Etat. Il avait ensuite dirigé, d'un esprit clair et d'une poigne rude, les affaires intérieures du gouvernement général de l'Algérie. C'était, disaient ceux qui l'avaient vu à l'œuvre, un homme d'autorité et de décision. L'autorité et la décision! Ce sont, en effet, les qualités maîtresses de M. Maginot, celles qui devaient faire de lui, à l'heure où la rareté de ces qualités essentielles se fait si fâcheusement sentir, un homme précieux au gouvernement.

M. Maginot n'a pas seulement des admirateurs. Certains, de bonne foi, ont même nié sa valeur et l'ont accusé d'aimer trop le plaisir. Nous ne pouvons éviter cette question : la vie privée de M. Maginot a été le cheval de bataille de ses détracteurs, qui se sont efforcés, par des critiques ou des sarcasmes, de le ruiner dans l'opinion. Disons tout de suite que la vie un peu facile de M. Maginot député n'a jamais été celle de M. Maginot ministre, et disons surtout que jamais les camara-

deries qu'il a pu nouer dans ces circonstances n'ont eu une influence quelconque sur les affaires politiques, lorsqu'il en avait la charge. A-t-on le droit de lui demander plus? Jamais nous n'avons entendu dire que M. Maginot ait été mêlé à un scandale. Jamais ses plus sévères censeurs n'ont pu affirmer que la préoccupation de cet homme public, en tant qu'homme public, n'ait pas été toujours celle de l'intérêt public. Et cela nous suffit.

Entré à la Chambre en 1910, M. Maginot parvint au pouvoir dès 1913. Il fut sous-secrétaire d'Etat dans le cabinet Doumergue, et il secondait, en cette qualité, M. Noulens, ministre de la Guerre. Le bloc de gauche de cette époque, qui venait de triompher du ministère Barthou, dit « ministère des trois ans », attendait trop de la faiblesse du gouvernement Doumergue. L'attitude sans équivoques de M. Maginot le détrompa : le désappointement de la gauche, un soir qu'il avait parlé net, se traduisit par un beau tumulte. Mais on ne revint pas sur les trois ans. En 1917, M. Maginot, qui s'était conduit héroïquement sur le front, et avait rapporté des tranchées d'Argonne la trace d'une blessure glorieuse, et qui, immobilisé militairement, avait été élu président de la Commission de l'armée, fut appelé à faire partie du cabinet Ribot, comme ministre des Colonies et de l'Afrique du Nord. Il apporta tout son zèle à ces questions, qu'il connaissait fort bien, mais son vrai rôle politique ne tint pas alors à son attribution ministérielle. Lorsque les Français patriotes sentirent que le scandale du ministère de l'Intérieur était à son comble et que le maintien de M. Malvy n'était plus possible, ils portèrent la question devant le chef du gouvernement, qui prit à cet égard la décision que l'on sait. Mais il ne la prit point sans lutte. Et le parti qu'adopta M. Maginot dans cette affaire ne fut encore inspiré que par l'intérêt général; il y eut quelque mérite et l'avantage de montrer que, pour lui, l'intérêt national était au-dessus de toutes les camaraderies. Là encore le désappointement du bloc de gauche fut grand; la manifestation de M. Maginot venait, en effet, d'un homme dont le républicanisme n'est point suspect.

C'est ce qui servit M. Maginot, en lui fermant les portes du ministère Painlevé. Ni sa réputation, ni sa carrière n'y perdirent. Au contraire, il est rentré au pouvoir en 1921, comme ministre des Pensions, et sa seule présence à la tête des mutilés était, pour la paix sociale, une garantie précieuse : aussi bien, se confina-t-il dans ses attributions spéciales, jusqu'au jour où M. Poincaré lui confia, tout en lui laissant le soin des Pensions, le portefeuille de la Guerre.

Cette attribution n'alla pas sans peine. La campagne contre M. Maginot reprit, plus rude que jamais. Non seulement les allusions à sa vie privée recommencèrent, mais toutes les inimitiés qu'avait créées à

M. Maginot son attitude distante et un peu sèche, l'irritation qu'avait pu provoquer sa confiance en lui-même, tout fut exploité et mis en jeu pour disqualifier d'avance l'effort du nouveau ministre, au Parlement comme dans l'armée.

M. Poincaré, qui savait la valeur de son compatriote, tint bon, et fit bien : le Parlement patriote n'a qu'à se louer du ministre de la Guerre. Et l'armée, après ses hésitations et ses réserves du début, surtout dans le haut état-major, a donné à son nouveau chef une confiance absolue.

Mais M. Maginot n'est pas seulement un ministre de la Guerre à qui nous pouvons consentir le plus large crédit : il est un élément d'ordre dans les conseils du gouvernement. Nul n'ignore qu'avec des cabinets trop nombreux dont les chefs se sont crus tenus de faire appel à des bonnes volontés d'origines diverses et de tendances très différentes, les débats intérieurs sont parfois laborieux et que, si le Conseil des ministres se prononce toujours à l'unanimité, cette unanimité est le fruit de transactions et de délibérations souvent longues. Dans ces conseils, M. Maginot, disent certains, représente la tendance de droite. Si la tendance de droite s'oppose à celle qui ne veut avoir aucun ennemi à gauche, assurément M. Maginot représente cette tendance-là. Disons surtout qu'il représente la tendance qui ne veut considérer que l'ordre public et l'Entente nationale. Et comme M. Maginot a de l'initiative et de l'autorité, l'idée qu'il défend est en bonnes mains. Dans l'incertitude où se traîne notre politique intérieure, dénuée de cette netteté et de cette fermeté qui sont la condition d'une bonne politique générale, et sachant que M. Maginot n'est pas homme à laisser ses instructions demeurer lettre morte, beaucoup de personnes auraient souhaité que M. Maginot fût ministre de l'Intérieur. Il a préféré rester à la Guerre, et il y est resté.

On peut s'étonner qu'avec une telle tournure d'esprit et une telle trempe de caractère, M. Maginot soit encore très attaché aux formules de gauche. Lorsqu'il tenta, en 1912, une petite « Entente démocratique » avant la lettre, il ne signifia pas au parti radical que son rôle était fini sans décerner en même temps à ce parti un témoignage de satisfaction pour son œuvre passée. Dans son département, il a combattu sans relâche, jusqu'à leur défaite définitive, les bonnes âmes du mouvement nationaliste.

Mais nous savons déjà, par le cas de M. Poincaré, comment les Lorrains, très patriotes, peuvent être aussi très républicains. M. Maginot, Lorrain, est républicain, profondément républicain d'esprit et de tradition, et c'est ce qui lui assure la confiance de M. Poincaré. Il ne veut pas rompre avec cette tradition, puisque la manière dont il la comprend lui permet, avec une telle indépendance, de s'attacher toujours au point de vue national. Et puis, il est ambitieux. Nous dirons

que c'est son droit, peut-être même son devoir, étant donné ses qualités et ses dons. En tout cas, M. Maginot, en dépit de faiblesses plus apparentes, on l'a vu, que réelles, est un homme de gouvernement qui a fait ses preuves au pouvoir. Sa présence dans un ministère est de nature à rassurer ceux qui désirent que le point de vue national soit toujours celui qui domine les autres, et qui savent que ce point de vue a besoin d'être défendu avec autorité.

★★★

La « Judith » de M. Bernstein.

Lorsque le rideau se lève sur la nouvelle pièce de M. Henry Bernstein, Judith est prosternée, la face contre terre, gémissant sur sa ville et sur la destinée. Toute l'œuvre de cet auteur nous a montré qu'il y avait chez lui beaucoup d'instinct et beaucoup d'intelligence. Il va où son élan l'emporte, mais en calculant où il va, et comment il y va. Dès la première scène, nous nous demandons dans quelle mesure il a cédé à l'instinct et dans quelle mesure à l'intelligence, et nous voilà intéressés. Qu'a voulu nous faire entendre M. Bernstein, en montrant d'abord une prophétesse hébraïque dans l'exercice de ses lamentations? Avant même qu'un intérêt dramatique ait eu le temps de naître, nous sommes saisis par un intérêt intellectuel.

Judith se lamente parce que Béthulie, assiégée depuis des mois par Holopherne, est à bout de résistance et va tomber aux mains de l'ennemi. Judith n'est pas seulement une femme entre les femmes de Béthulie. Elle est prêtresse, poétesse, prophétesse. Elle est une figure vivante du génie de la cité. Elle le sait et elle le dit. Pourtant, plus encore que sur Béthulie, elle se lamente sur elle-même. Elle redoute avant tout de subir les horreurs qui accompagnent un sac. Elle craint davantage pour sa chair et pour son orgueil que pour sa patrie.

La scène suivante confirme sans retard l'importance qu'elle attache aux sens : elle interroge et condamne, selon la loi, une esclave coupable d'adultère. Elle apporte à cet interrogatoire une ardeur effrénée. Veuve de Manassé, pour qui elle n'éprouva qu'une froide tendresse, elle veut savoir si les autres femmes connaissent réellement une vie du cœur qui lui est restée inconnue. L'esclave coupable est une femme simple. Par sa curiosité, par sa surprise, par une sorte de vague épouvante, Judith montre clairement qu'elle appelle et redoute cet amour qui emplit la vie des autres femmes et qui a manqué à la sienne.

C'est à ce moment qu'un événement lui révèle sa destinée : un jeune homme qui l'aime vainement en secret propose de se dévouer pour le salut commun. Il ira au camp ennemi et tuera Holopherne. Béthulie sera sauvée, car l'armée assyrienne n'est qu'un troupeau lorsqu'elle n'est pas fédérée et maintenue par la volonté d'un chef. Mais le dessein est hasardeux, Holopherne ne s'exposera point désarmé aux coups d'un guerrier. Tandis qu'une femme... Judith ne songe qu'à peine au salut de sa patrie. Elle songe que puisqu'elle n'a pu accomplir sa destinée, comme toutes les femmes, par l'amour, elle connaîtra un sort conforme à son génie : l'immortalité par la gloire.

Il est clair que M. Bernstein s'est détaché du drame biblique et du drame national juif. Sa Judith n'est qu'une figure librement symbolique. Il ne s'embarrasse pas des objections qu'on pourrait lui adresser et qu'il est trop bon raisonneur pour n'avoir point aperçues : comment Judith peut-elle se douter que l'assassinat de ce général assyrien et le salut de cette bourgade lui vaudront une gloire éternelle? Comment cette poétesse peut-elle inventer des chants qui troublent les hommes si elle ignore à ce point l'amour? Est-ce normal? Est-ce possible? Mais l'intérêt n'est pas là. L'auteur a voulu montrer en elle une cérébrale exaltée, à l'orientale, afin que le drame surgisse lorsque au second acte elle se trouvera en présence de son contraire.

Car Holopherne sera exactement son contraire. Judith est insensible par excès d'intellectualisme. Holopherne sera au même point par excès de sensualité. Cet autre Oriental n'est pas une brute, c'est lui aussi un raffiné qui pousse l'analyse jusqu'à la maladie et jusqu'à la stérilité. Mais au lieu d'avoir à analyser, comme Judith, l'impuissance de sentir, il analyse la saturation. Il est maître du monde, il a goûté tous les plaisirs. C'est pourquoi son cœur ne sait plus battre. Et, pour éprouver encore un désir, il donnerait volontiers sa puissance et sa vie, puisqu'il ne sait plus tirer d'elles une minute de volupté.

Tout le drame naît et coule de la rencontre de ces deux cœurs stérilisés. L'un et l'autre cherchent désespérément l'amour. Les deux natures exaltées se reconnaissent, s'affrontent, se repoussent, se séduisent. Holopherne espère que cette femme lui inspirera sa dernière passion. Judith espère que cet homme lui inspirera son premier désir. Mais sa vertu, sa crainte de l'amour, la haute conscience de sa valeur morale résistent si longtemps qu'Holopherne, ayant découvert son secret, finit par abandonner une lutte qui l'excède. Puisque son unique désir ne peut être satisfait, la vie lui

importe peu. Judith n'est sensible qu'à la gloire, Judith a rêvé de sauver Israël en le tuant : qu'elle le tue. Qu'elle satisfasse sa furie. C'est à ce moment d'exaltation que Judith, bouleversée par la grandeur du barbare, se laisse enfin conquérir.

Et le matin, après une nuit sans sommeil, c'est le sentiment, non de sa défaite, mais de son insensibilité définitive qui l'épouvante au point qu'elle assassine Holopherne, froidement, pour se venger de sa désillusion et de son désespoir.

Ce n'est qu'au dernier acte, lorsque Judith est rentrée dans Béthulie et qu'elle jouit de cette gloire qu'elle souhaitait, que son amour s'éveille pour l'homme qu'elle a assassiné et elle va tomber, défaillante d'exaltation, devant la tête coupée, sans prendre garde à l'autre homme de sa nation, celui là qui se tue pour elle et qui lui est indifférent.

Nous croyons, avons-nous dit, M. Bernstein trop intelligent et volontaire pour n'avoir pas mûrement réfléchi avant d'élire un tel sujet. Il l'a pris dans le fond national juif, il a choisi, autant qu'il a pu, des collaborateurs israélites, acteurs, décorateurs, comme s'il avait voulu nous donner à juger en bloc le génie d'Israël. Et cependant, nous avons vu qu'il a laissé de côté tout ce qui pouvait faire de cette pièce le drame direct du sentiment national, un drame national au premier degré, si je puis dire. Si *Judith* manifeste et glorifie le génie d'Israël, c'est par une voie subtile et détournée.

Judith, prophétesse et poète de génie, est, a-t-on dit, l'incarnation de la haute spiritualité d'Israël. Je ne crois pas que cette explication soit la bonne, puisque Judith, en fin de compte, est vaincue par l'Égyptien Holopherne. Si l'on voulait à tout prix voir dans Judith un symbole, ce serait celui de l'âme éternellement insatisfaite, qui ne désire que ce qu'il ne lui est plus possible d'obtenir. Mais ce symbole, très général, pourrait être abstrait et glacé. Ce qui rend le drame intéressant, ce qui lui confère la vie et le pathétique, c'est qu'il illustre un double conflit. Ce drame est celui qui se joue depuis les origines dans l'âme d'Israël, doublé peut-être du drame qui se joue, en un temps déterminé, dans la conscience d'un aristocrate israélite qui veut devenir Français.

Gœthe a dit un jour qu'il avait dû, dans la première partie de son œuvre, dissiper son capital d'enfant du Nord. Il semblait, l'autre soir, que M. Bernstein dissipât devant nous son capital d'enfant de l'Orient, les appels des sens, en ardeurs intellectuelles, en métaphores somptueuses. Remarquons que c'est M. Bernstein qui pose la question. Nous n'aurions pas voulu y penser s'il nous avait parlé d'autre chose. Mais tout son drame semble nous dire : « Je suis né israélite

et Français ; voici mon apport à ma nouvelle communauté nationale ; voici ce que je puis trouver dans mon fonds pour verser dans le vôtre ; voyez ce qui, de ma tradition, est assimilable à la vôtre en fait de poésie, d'art, de pensée. » En sorte que M. Bernstein aurait écrit, à sa manière, le drame d'une aristocratie déracinée qui, faute de patrie territoriale, cherche une patrie intellectuelle. Ce n'est, certes, qu'une hypothèse. Mais l'auteur nous offre sa pièce pour que nous la jugions. Voilà ce que nous avons cru lire dans le filigrane de *Judith*.

Et la pièce, ainsi conçue, attache infiniment plus que si le sort de Béthulie avait été en jeu. Cette catastrophe lointaine eût médiocrement touché, tandis que, pour nous, Français de 1922, la question de nos rapports avec les Israélites est une de celles qui se présentent au premier plan, non seulement dans l'abstrait, mais dans la vie, au théâtre, dans les salons, dans la rue. Je crois que M. Bernstein a composé sa pièce en pleine conscience. *Judith* est bien plus un drame national que s'il s'était agi du salut d'Israël.

De ce point de vue, tout prend sa place, son sens et sa valeur : l'exaltation des personnages, leur lyrisme, le conflit qui se joue entre eux au cours de ce second acte qui est un des plus puissants que nous ayons entendus au théâtre depuis longtemps. Je reconnais les richesses que M. Bernstein propose de nous apporter, un sens remarquable du pathétique, une âme brûlante, un cœur lourd des prestiges de l'Orient. En un mot, de même que chez ses deux personnages, un excès d'intellectualité et un excès de sensualité qu'il suffirait d'ordonner et de tenir en équilibre pour qu'ils devinssent féconds et bienfaisants, et qui, en attendant, engendrent un drame pathétique et furieux.

LUCIEN DUBECH.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

LES AFFAIRES D'ORIENT. — *Par note en date du 29 septembre, le gouvernement d'Angora accepte, sous conditions, les propositions de la note alliée du 23. Il expose le point de vue turc concernant la situation militaire et réclame l'évacuation immédiate de la Thrace par les Grecs.*

La grande Assemblée nationale d'Angora approuve l'attitude de son gouvernement (2 octobre).

Une conférence militaire s'ouvre à Moudania, le 3 octobre.

Cependant, la réponse définitive des Turcs à la note alliée parvient à Londres, le 5; les Turcs proposent la réunion d'une conférence à Smyrne, le 20 octobre, pour régler la question d'Orient et celle des Détroits. Ils expriment leur surprise de voir qu'on ne songe pas à inviter la Russie et les républiques du Caucase.

Les pourparlers de Moudania traînent en longueur. Ils sont suspendus le 6 octobre. La question des modalités de l'évacuation de la Thrace cause des difficultés. Le gouvernement anglais essaye un retour à la politique d'intimidation envers les Turcs. Le 6 octobre, lord Curzon vient brusquement à Paris conférer avec M. Poincaré et sonder les intentions de la France.

M. Poincaré demeurant ferme dans ses décisions, lord Curzon retourne à Londres. Une lettre de M. Bonar Law dans le Times *exprime le ressentiment des milieux politiques anglais (7 octobre).*

Les entretiens de Moudania sont repris le 8 octobre. Ils aboutissent, le 10, à un accord que les Grecs refusent d'abord de signer : les Grecs devront évacuer la Thrace dans le délai de quinze jours.

Grâce à la France, un conflit en Orient semble, au moins pour le moment, évité. Mais l'accord de Moudania n'a posé que les préliminaires d'une paix définitive qu'il reste à établir.

Les Turcs victorieux se montreront sans doute exigeants et les paroles provocantes de MM. Chamberlain et Lloyd George dans leurs discours de Birmingham et de Manchester (13 et 14 octobre) ne semblent pas propres à faciliter les choses.

Les réparations. — *La Commission des réparations, réunie sous la présidence de M. Louis Barthou, examine le nouveau projet anglais de moratorium à l'Allemagne présenté par sir John Bradbury, qui prévoit un moratoire de quatre à cinq années. Le gouvernement français prépare un contre-projet (13 octobre).*

France. — *Le gouvernement annonce qu'il est décidé à supprimer le haut commissariat en Alsace-Lorraine (3 octobre).*

— *M. Barthou remplace M. Dubois à la Commission des réparations. M. Colrat est nommé garde des sceaux, M. Juillard préfet de la Seine (5 octobre).*

— *M. de Lasteyrie, ministre des Finances, prononce un discours à la Chambre de commerce de Paris. Il annonce qu'il n'y aura pas d'inflation monétaire, que des économies seront réalisées, qu'on s'efforcera de tirer un meilleur rendement des impôts existants, enfin qu'en attendant un grand emprunt de consolidation, on procédera à une émission de bons du Trésor (5 octobre).*

— *Fin de la grève des métallurgistes du Havre (9 octobre).*

— *Fin de la grève des inscrits maritimes, sauf à Marseille, où persiste une certaine agitation* (10 *octobre*).

— *Décret présidentiel nommant MM. de Margerie et Herbette ambassadeurs de France à Berlin et à Bruxelles* (12 *octobre*).

— *M. René Viviani est élu sénateur de la Creuse en remplacement de M. Simonet, radical-socialiste, décédé* (15 *octobre*).

ANGLETERRE. — *Le gouvernement britannique donne des instructions pour le paiement au trésor américain de* 50 *millions de dollars à valoir sur l'intérêt de la dette anglaise au* 25 *octobre* (12 *octobre*).

ALLEMAGNE. — *A Berlin, dans un exposé aux représentants de la presse allemande, le chancelier Wirth développe à sa façon la question des responsabilités de la guerre* (1er *octobre*).

— *Le tribunal de Leipzig rend son jugement dans l'affaire des complices des meurtriers de Walter Rathenau; Werner Techow, le principal accusé, est condamné à quinze ans de travaux forcés et dix ans de perte des droits civiques. Sept autres accusés sont condamnés à des peines variant de deux mois de prison à huit ans de travaux forcés. Quatre autres sont acquittés* (14 *octobre*).

RUSSIE. — *Les soviets refusent de ratifier l'accord Urquhardt-Krassine* (7 *octobre*).

TCHÉCOSLOVAQUIE. — *Le cabinet Bénès donne sa démission le* 6 *octobre.*

Le 7, *M. Svehla, agrarien, constitue un cabinet de concentration réunissant des représentants des cinq partis de la majorité. M. Bénès conserve le portefeuille des Affaires étrangères.*

GRÈCE. — *Le roi Constantin et sa famille arrivent à Palerme* (3 octobre).

A. M.

Le Gérant : GEORGES MOREAU.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 28481.